

# quatrième internationale

PROLETAIRES DE  
TOUS LES PAYS,  
UNISSEZ-VOUS !



Reprendre l'action pour la victoire de la révolution en  
Indochine

Rosa LUXEMBURG (1871-1919)

Rosa et Trotsky

Rosa et la social-démocratie allemande

Rosa contre l'ultra-gauchisme

Les livres : Le hasard et la nécessité, de J. Monod

## SOMMAIRE

### EDITORIAL :

Les grèves de Pologne ..... 1

### Notes éditoriales :

Pour la victoire du Vietnam — La situation au Proche-Orient — Le capitalisme britannique à la dérive — Le procès de Prague ..... 5

E. Mandel : Rosa Luxemburg et la social-démocratie allemande ..... 10

C. Morgenstern : Rosa et Trotsky ..... 21

A. Sami : Rosa contre l'ultra-gauchisme ..... 26

J. Mattos et Pinheiros : Torture et miracle économique au Brésil ..... 33

A. Ramirez : La crise des staliniens au Venezuela ..... 36

Les livres : Le hasard et la nécessité — Trotsky en exil — La bolchevisation du P.C.F. — La politique coloniale du P.C.F. — Critiques de l'économie politique. 42

L'échange inégal — Réponse à la critique de J. Lahire. 52

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. 57

### Rédaction, administration :

95, FAUBOURG SAINT-MARTIN, PARIS (X<sup>e</sup>)

Téléphone : 206-70-09

Pour la Belgique : E. VAN CEULEN, 111, av. Seghers, Bruxelles 8

Abonnements à « Quatrième Internationale »

Un an (6 numéros) ..... 25 F

Abonnement de soutien ..... 30 F

Etranger : un an - l'équivalent de 6 dollars.  
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Notre nouveau C.C.P. : Sté Internationale  
d'Editions 25172-77 Paris

# quatrième internationale

## *Les grèves de Pologne*

première montée prolétarienne  
dans les états ouvriers

Les événements de Pologne de décembre 1970, ceux de Gdansk et de Lodz en janvier et février de cette année, démontrent que nous nous trouvons en présence d'un mouvement de fond de la classe ouvrière polonaise à l'échelle nationale. Loin d'avoir été brisé dans l'œuf par les fusillades dans les premiers jours, il a pris une ampleur croissante et de ce fait a posé des problèmes extrêmement difficiles en premier lieu aux dirigeants polonais, et a porté en outre la crise du stalinisme international à un niveau plus élevé que jamais.

Nous avons à maintes reprises souligné qu'en Union soviétique et dans les pays d'Europe orientale (à l'exception provisoire de l'Allemagne de l'Est), les difficultés économiques (stagnation de la productivité, ralentissement du taux d'accroissement de la production) tiennent au fait que la bureaucratie omnipotente, dont le rôle de frein fut longtemps dissimulé parce qu'il n'avait que des effets relatifs, constitue désormais un frein absolu. Pour redonner un élan à l'économie il fallait faire vivre dans ces Etats la démocratie ouvrière. Mais depuis plusieurs années les réformes multiples qui ont été prises se plaçaient toutes dans le cadre du régime bureaucratique et n'avaient qu'un caractère administratif ou technique. En Tchécoslovaquie, la crise

au sein de la direction du parti avait favorisé la naissance du « printemps de Prague » ouvrant la perspective d'une démocratisation possible en résultat d'un puissant mouvement de masse, et le Kremlin n'avait vu d'issue que dans l'invasion militaire pour y rétablir à travers quelques vicissitudes une direction à sa dévotion.

En Pologne l'application des réformes et les difficultés économiques ont directement opposé la classe ouvrière au pouvoir bureaucratique.

A la différence de ce qui s'était produit jusqu'alors dans les Etats ouvriers, nous avons affaire en Pologne à un mouvement purement prolétarien, sans équivoque possible, déclenché sur des revendications strictement économiques relatives aux conditions de vie et de travail. Il n'y a eu aucune intervention massive de l'intelligentsia ou d'étudiants; il semble même que ceux-ci se soient en général abstenus de répondre aux demandes de soutien de la part des travailleurs.

Le pouvoir pensa mettre rapidement un terme à ce mouvement par la répression la plus impitoyable. Mais les grandes flaques de sang de Gdansk et de Szczecin, loin d'effrayer les travailleurs, ont donné une force irrésistible au mouvement. C'est au contraire la bureaucratie qui depuis lors s'est montrée effrayée par ce mouvement. Pour l'endiguer et le refouler, elle commença par faire de Gomulka un bouc émissaire. Le nouveau pouvoir en la personne de Gierek, après plusieurs refus, se rendit auprès des grévistes pour discuter, pour négocier. A peine les grèves de Gdansk et de Szczecin étaient-elles terminées que la grève s'est déclenchée à Lodz, vieux bastion du socialisme polonais, et ce sont des ouvrières du textile qui constituent l'écrasante majorité des grévistes.

Plus important encore est le fait que, par le développement de ces grèves, les ouvriers polonais ont recouru à des moyens, soulevés des revendications et obtenu des résultats d'une importance politique énorme. Citons :

- le gouvernement a retiré toutes les augmentations de prix qui déclenchèrent les grèves, et a maintenu les concessions de salaires qu'il fit à la suite de celles-ci;

- les ouvriers ont occupé les entreprises qu'ils considèrent comme leurs;

- ils ont élu des comités de grève pour diriger leur lutte;

- ces comités de grève ont, pendant les grandes journées de lutte, joué un rôle de soviets, assumant l'administration et le contrôle des villes, utilisant les mass media de celles-ci;

- c'est aussi avec ces comités de grève que le gouvernement central a été obligé de négocier;

- au cours des discussions, les revendications des travailleurs n'ont pas été limitées aux revendications économiques; les ouvriers ont demandé à désigner eux-mêmes leurs délégués et à ce que ceux-ci soient leurs représentants auprès des autorités et non l'inverse. Ainsi les ouvriers ont posé la question de la démocratie ouvrière et socialiste en termes concrets;

- les ouvriers tout en n'attaquant pas la bureaucratie en tant que telle ont demandé l'élimination de certains bureaucrates particulièrement haïs, et ont mis en cause certains privilèges (villas, etc.);

Les dirigeants polonais disent à présent que le mouvement de grèves n'était pas dirigé contre le socialisme. Il eût été difficile pour eux de prétendre le contraire, mais ils s'efforcent de dissimuler le caractère très anti-bureaucratique de ces grèves, en mettant en cause seulement des individus qui, comme par hasard, occupaient les plus hauts postes du parti et de l'Etat (et dont plusieurs continuent encore à le faire). On voudra bien noter également en passant que brûler les locaux de la police et surtout ceux du parti (Gdansk, etc.) n'est pas un acte dirigé

contre le socialisme. Qu'est-ce donc d'autre qu'une action dirigée contre la bureaucratie en tant que facteur adverse au développement du socialisme ?

La revendication démocratique, anti-bureaucratique des ouvriers, n'est pas formulée en termes aussi généraux que l'ont fait les intellectuels, mais ceux-ci ne la demandaient que pour eux, pour leurs domaines d'activité. Même sans organisation propre, les ouvriers la formulaient d'une façon très pénétrante, bien plus menaçante pour la bureaucratie.

D'ailleurs le pouvoir a senti cette menace. Il a suffi que la classe ouvrière bouge puissamment, dans un cadre limité à deux ou trois villes, et résiste à la répression sanglante, pour que le gouvernement tombe. Ce qui s'est passé depuis que Gomulka a été chassé, montre avec évidence que ce limogeage a été effectué pour prévenir un mouvement généralisé de la classe ouvrière à l'échelle nationale.

Le mouvement ouvrier avait certes des limites; les ouvriers se sont laissés en partie prendre à des promesses que Gierek pourra difficilement tenir, car la situation économique est mauvaise et l'aide soviétique ne pourra y pallier que de façon limitée. Néanmoins, l'essentiel dans ce qui vient de se produire, c'est le mouvement lui-même. Les ouvriers ont le sentiment qu'ils ont remporté une victoire, et ils ont raison. Pour avoir une estimation correcte, il faut considérer l'arrière-fond du mouvement : il se produisait après tant d'années d'apathie ouvrière, et en l'absence de toute organisation indépendante de la classe ouvrière depuis un quart de siècle.

Jusqu'à présent, ce à quoi tout le monde était sensible était la « force » de la bureaucratie. Elle était omnipotente, malheur à qui élevait des critiques d'ordre général, des grèves ouvrières paraissaient à peine imaginables. Les seuls doutes à ce sujet avaient été émis il y a 35 ans dans la Révolution trahie. Tout en répétant énergiquement que « la bureaucratie ne pourra être écrasée que révolutionnairement », il n'écartait pas l'hypothèse que « la résistance des dirigeants peut être beaucoup plus faible qu'elle ne paraît devoir l'être ». Nous n'en sommes pas là, mais les événements de Pologne ont montré que dès que la classe ouvrière commença à bouger, les rapports de forces ont pris une tout autre mesure.

D'autre part ces mouvements ont mis à nu la nature même de l'Etat. La bureaucratie occupe des fonctions de pouvoir économique et politique mais elle n'a pas d'assise propre, elle n'a pas, quand les ouvriers entrent en lutte, une classe sociale sur laquelle elle peut s'appuyer. En Pologne elle est allée piteusement demander les bonnes grâces de l'Eglise catholique, catégorie bureaucratique d'un type très particulier.

Ce qui manque essentiellement à la classe ouvrière polonaise, ce sont des organisations indépendantes permanentes, capables de formuler des revendications et un programme à l'échelle nationale. De ce point de vue, c'est tout de même en Pologne qu'a été rédigé le premier programme anti-bureaucratique dans un Etat ouvrier, depuis que l'Opposition de gauche soviétique et Léon Trotsky ont été exterminés. Les hommes qui l'ont écrit, Kuron et Modzelewski, avaient été à la tête des étudiants de Varsovie lors de « l'Octobre polonais » en 1956. Quelques années plus tard ils avaient tiré les leçons de l'échec de cet « Octobre » et commencé à regrouper une avant-garde en premier lieu intellectuelle sur leur programme qui visait à justifier théoriquement la démocratie ouvrière et socialiste et à mener le combat pour elle. Depuis plusieurs années Modzelewski et Kuron sont emprisonnés pour ce programme, ils ont déjà passé de longues années en prison, et ils sont en

danger de ne pas être libérés à l'expiration de leur peine, ou de ne l'être que pour peu de temps, comme ce fut une fois le cas. Une campagne internationale n'impose pas leur libération. C'est dans leur « Lettre ouverte » que se trouvent à la fois l'explication des événements récents de Pologne et le programme qui permettra de trouver une véritable issue à la situation, et ils se sont montrés jusqu'à présent les leaders de la lutte anti-bureaucratique.

La portée des événements de Pologne dépasse de beaucoup les frontières de ce pays. Si des événements comme ceux de Tchécoslovaquie ont eu d'importantes répercussions dans l'intelligentsia de l'Union soviétique et des autres Etats ouvriers d'Europe orientale, on ne peut pas avoir le moindre doute que la poussée ouvrière polonaise a des répercussions non seulement dans l'intelligentsia et les universités, mais dans la classe ouvrière de ces Etats. Il n'y a pas qu'un certain mutisme des dirigeants du Kremlin qui témoigne de leur embarras. Les tanks sont cette fois-ci restés à l'arrière-plan, et c'est par contre une aide dont on ne sait pas encore le montant mais qui paraît substantielle qu'ils ont décidé d'envoyer en Pologne. Même en Union soviétique ils ont annoncé des réductions de prix de certaines marchandises. Il a couru des rumeurs de grève à Riga, sur la côte balte. On annonce également des tensions à Rostock, en Allemagne orientale et cela peut s'expliquer largement par le fait que les événements de Pologne se sont produits dans d'anciens territoires allemands.

En Union soviétique, la plus grande faiblesse des opposants jusqu'à ce jour tenait à ce qu'ils étaient des intellectuels demandant avant tout des libertés démocratiques pour eux, dans leurs domaines propres, tandis que les masses travailleuses les considéraient comme des privilégiés, des membres de l'establishment — ce qui n'était pas erroné en ce qui concerne les conditions d'existence des intellectuels, et malgré l'énorme importance des revendications qu'ils présentent.

Quelles vont être les réactions de la bureaucratie du Kremlin en face de la menace potentielle de mouvements ouvriers ? Ira-t-elle vers une accentuation de la répression, poursuivant ce qu'elle fait depuis plusieurs mois, ou bien fera-t-elle un tournant ? Le prochain Congrès du PCUS donnera peut-être quelques indications à ce sujet. En tout cas, si la bureaucratie peut faire des concessions d'ordre économique, elle ne lâchera rien qui puisse introduire le moindre élément de démocratie politique. Gierek, devant les ouvriers de Gdansk, avait fait la promesse de reconnaître les délégués élus, mais il n'a plus répété ailleurs cette promesse. Et de tous les bureaucrates, les hommes du Kremlin seront certainement les plus rétifs à ce qui peut mettre en cause les prérogatives du parti qu'ils dirigent.

Les événements de Pologne n'ont peut-être pas posé aux directions des partis communistes dans les pays capitalistes le même problème de « conscience » que souleva pour elles l'invasion de la Tchécoslovaquie, d'abord parce que la direction soviétique n'était pas directement impliquée, et, ensuite, parce qu'après peu de jours, elle a pu verser quelques larmes de crocodile pour les ouvriers tués en répétant les phrases officielles mêmes des polonais. Mais ces événements ont agi beaucoup plus en profondeur que tout ce qui advint dans les crises précédentes. Faisant la bête, le dirigeant du PCF Marchais écrivait : « Nous ne comprenons pas que 25 ans après la victoire du socialisme, etc. ». Il était si commode pour les chefs des partis communistes d'expliquer jusqu'alors que les difficultés survenant dans un Etat ouvrier venaient d'intellectuels soumis à l'idéologie bourgeoise, d'interventions de groupes contre-révolutionnaires, etc. Dans l'affaire tchécoslovaque, les difficultés à s'expliquer étaient déjà grandes : une

invasion militaire soviétique avait été menée pour changer le Comité Central d'un « parti frère » et le gouvernement d'un « Etat frère ». Cette fois-ci il s'agit d'ouvriers en grève pour défendre leur niveau de vie. Quel « socialisme » y avait-il dans ces pays où les ouvriers sont obligés de faire grève et se font mitrailler ? Le parti polonais n'avait pas, paraît-il, soigné ses liens avec la classe ouvrière. Mais ces événements interviennent après de nombreux autres où les liens avec la classe avaient aussi connu des détériorations par suite du « culte de la personnalité », des erreurs d'un Krouchtchev un antisémitisme contraire aux lois se manifestait, etc.

Les dirigeants des Partis Communistes « ne comprennent pas » parce que, bureaucrates eux-mêmes, ils ne peuvent se reconnaître comme ils sont eux-mêmes, mais ils ne sont pas sans savoir que ce qui s'est passé en Pologne ne manquera pas de se passer demain à Moscou, à Léninegrad ou à Kharkov ... plus de 50 ans après Octobre. Ils ne peuvent pas expliquer la bureaucratie, son rôle, ses objectifs, ses privilèges, son régime politique, sans se condamner eux-mêmes. Quant à la politique de non intervention dans les « affaires d'un parti frère », comment peuvent-ils la justifier quand des ouvriers en grève se font mitrailler ?

La crise du stalinisme international s'étend et s'approfondit. Elle atteint les travailleurs des Etats ouvriers et se dirige inexorablement vers l'Union Soviétique. Le stalinisme prend eau de toutes parts. Le marxisme révolutionnaire — en la personne de la IVème Internationale et de ses sections — a connu un renforcement substantiel dans les récentes années par l'apport de militants des jeunes générations. Les circonstances créées par la crise internationale du stalinisme seront exploitées par les marxistes révolutionnaires pour aggraver cette crise et la résoudre en direction de la victoire de la Révolution Socialiste Mondiale.

---

## POUR LA VICTOIRE DU VIETNAM

Il y a deux ans Nixon parvenait au pouvoir aux Etats-Unis, promettant de rétablir la paix au Vietnam, après que Johnson ait été écarté de la course présidentielle sous la pression de l'opinion. Deux ans ont suffi à montrer aux moins clairvoyants ce que valait sa promesse. Mais Nixon, représentant de l'impérialisme américain, n'envisageait qu'une « paix » qui soit précédée d'une victoire militaire sur le peuple de tout le Vietnam, nord et sud, laquelle assurerait le maintien au pouvoir dans le Sud des fantoches Thieu et Ky, et endiguerait la révolution vietnamienne au 17ème parallèle, en attendant mieux ...

Entre Johnson et Nixon la différence était que le dernier espérait pouvoir réussir là où l'autre avait échoué, en faisant combattre le Nord Vietnam par des sud vietnamiens appuyés par des armes américaines et non par des troupes américaines. La « vietnamisation » avait aussi pour but de désarmer l'opposition anti-guerre aux Etats-Unis, et non d'aboutir à une solution conforme aux aspirations des masses vietnamiennes.

La « vietnamisation » a eu pour résultat, pour une période du moins, d'affaiblir l'opposition anti-guerre aux Etats-Unis, de limiter ses manifestations. Mais sur le terrain militaire les résultats n'ont pas été ceux escomptés. En fait de désescalade on a vu un élargissement des champs de bataille en moins d'une année, d'abord au Cambodge puis au Laos. La guerre fait rage actuellement sur toute la péninsule indochinoise; elle tend à s'étendre en Thaïlande.

La « vietnamisation » n'a pas donné de sérieuse cohésion aux troupes des Thieu et Ky qui se sont montrées plus aptes à piller et à brutaliser les populations des pays où elles sont engagées qu'à combattre les maquisards. Par la suite, les défaits militaires de ces troupes mercenaires ont aussi mis en échec les plans de l'administration Nixon et dévoilé l'hypocrisie de celle-ci dans toute son étendue. Les troupes américaines ne participaient pas, paraît-il, au combat. Il n'y avait d'américains que des « conseillers », des moyens de transport aériens pour déplacer les soldats du sud Vietnam et ramener les blessés. Mais, quand les hélicoptères américains ont connu des déboires nombreux, le gouvernement de Washington décida d'envoyer des troupes sur le terrain, pas pour faire la guerre — vous n'y pensez pas —, mais seulement pour assurer la protection de ceux qui accompagnent les troupes ...

C'est toujours la même vieille chose : la victime comme chaque fois, c'est ce pauvre impérialisme américain menacé dans sa sécurité à des dizaines de milliers de kilomètres de chez lui par le nord Vietnam. L'expression est grossière, mais la réalité qu'elle dissimule mal est que la révolution en un point quelconque du globe est une menace pour l'impérialisme.

Le jeu hypocrite de Washington ne sert à rien en Asie même. La politique de « vietnamisation », l'établissement en Asie d'un barrage à la révolution avec des asiatiques, a abouti à une impasse avant même qu'elle ait pu se développer. Car ce n'est pas seulement au Cambodge et au Laos que les fantoches s'effondrent lorsque les troupes américaines ne sont plus présentes en force. La résistance des populations grandit dans les pays avoisinants. Déjà aux Philippines le gouvernement a dû rappeler ses troupes, si peu nombreuses soient-elles, qu'il avait envoyées pour combattre au sud Vietnam.

Mais on ne saurait trop souligner les dangers de la politique américaine à l'échelle mondiale : dangers d'élargissement graduel de la guerre qui peuvent mener au bord de l'abîme. Les Thieu et les Ky sont de simples provocateurs qui, ayant tout à perdre en cas d'arrêt du conflit, proclament ouvertement leur intention d'aller porter la guerre au nord Vietnam. Ils ne sont que des valets de Washington et on peut penser que celui-ci saura les arrêter quand il le voudra. Penser cela c'est risquer d'être loin de la vérité, car il y a à Washington même des factions qui, elles aussi, ne voient d'issue que dans un conflit plus étendu, y compris contre la Chine et en recourant aux armes nucléaires. Le président Nixon se maintient dans une équivoque propice aux aventuriers les plus entreprenants.

La seule chose qui puisse faire réfléchir et reculer Washington, c'est une nouvelle mobilisation plus ample et plus vigoureuse encore que celle qui força Johnson à l'époque à cesser les bombardements sur le nord Vietnam (bombardements qui reprennent à titre de tests). On peut, on doit, partout dans le monde, reprendre l'agitation contre la guerre du Vietnam, reprendre les manifestations pour la victoire de la révolution indochinoise. L'invasion du Laos a relancé un peu le mouvement, mais c'est encore bien insuffisant. Et, dans cette question, l'ampleur que peut prendre le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis mêmes acquiert une importance décisive. Car c'est avant tout ce mouvement qui peut paralyser la machine de guerre américaine. On connaît les énormes résistances qui se manifestent dans les troupes américaines, notamment parmi les noirs, contre la guerre. Mais les soldats ne peuvent venir à bout de l'appareil militaire que s'ils trouvent un soutien puissant dans la population civile.

Récemment, les politiciens démocrates ont élevé des protestations contre l'intervention au Laos, mais il ne faut pas se faire d'illusion : de leur part il ne s'agit que d'un thème pour les prochaines élections, ils ne songent pas à des luttes effectives. Le recul qu'a connu le mouvement anti-guerre provient en partie du fait que les étudiants et les universitaires se sont lassés de mobilisations qui, en dépit de leur ampleur, n'avaient pas fait bouger le pouvoir américain et qui, hélas, n'avaient pas entraîné de grandes masses ouvrières. Mais il faut persévérer car les indices se multiplient que les travailleurs commencent à bouger en raison du chômage croissant et de l'inflation dont ils font les frais. Ces conditions sont liées à la guerre d'Indochine. La lenteur à se mouvoir des ouvriers ne signifie pas qu'ils sont politiquement d'accord avec la politique de Nixon. Le caractère particulièrement fourbe de celle-ci ne peut manquer d'avoir aussi des répercussions dans l'esprit de la classe ouvrière.

Nous ne saurons trop souligner la nécessité de porter les coups les plus rudes à l'impérialisme américain en n'importe quelle partie du monde, car c'est là le moyen essentiel pour aider les peuples d'Indochine. Mais il faut aussi stigmatiser « l'allié » des vietnamiens, le gouvernement soviétique, d'une part pour la faiblesse de son soutien (il serait intéressant de pouvoir comparer l'aide à l'Égypte et l'aide au nord Vietnam), d'autre part pour le caractère manœuvrier de sa politique qui se manifeste de façon particulièrement scandaleuse à présent par le maintien de l'ambassade soviétique à Phnom-Penh, et son ignorance de la résistance khmère qui combat aux portes de cette ville. Les militants des partis communistes ont sur ce point un devoir tout particulier. Les dirigeants des partis communistes, comme ceux du PCF, qui continuent à bêler pour une paix négociée et dénoncent ceux qui œuvrent pour la victoire de la révolution indochinoise ne font qu'entraver l'action pour le Vietnam.

Dans un combat comme celui qui se poursuit depuis tant d'années, et où l'impérialisme américain a engagé tant de forces, il est illusoire de penser que le combat puisse cesser par une cote mal taillée : pour ne pas être écrasée, la révolution indochinoise doit triompher. Elle triomphera, mais elle ne doit pas y parvenir qu'avec ses seules forces.

## LE CAPITALISME BRITANNIQUE A LA DÉRIVE

Le capitalisme britannique est à la dérive. Tous les efforts déployés pour réorganiser son économie depuis plusieurs années n'ont donné aucun résultat appréciable. Le marasme économique se traduit par un nombre croissant de chômeurs, le chiffre le plus fort depuis la fin de la guerre ayant déjà été dépassé; il dépasse les 700 000 et on prévoit un million. La faillite de Rolls Royce a été le signe le plus éclatant de cette situation. Le chômage ne met aucun terme à l'inflation. Les prix ne cessent de monter.

Pour défendre leur niveau de vie, les travailleurs ne cessent de faire des grèves. Outre Ford où les traailleurs ont une longue tradition, c'est maintenant la grève des postiers — une corporation qui n'avait jamais fait grève — qui est au premier plan de la scène depuis plusieurs semaines. Les espoirs des conservateurs d'avoir remporté une victoire quelques semaines auparavant en amenant « l'opinion publique » contre la grève des électriciens, se sont rapidement évanouis : la grève des postiers se déroule dans une sympathie générale. D'autres demandes d'augmentations de salaires ont été présentées, des grèves se préparent dans d'autres catégories dont certaines qui n'ont jamais été à l'avant-garde des luttes.

Un mouvement ample se développe contre un projet de loi qui vise à frapper les militants de base qui déclenchent « des grèves non officielles » d'amendes lourdes et aussi de peines de prison. Ce projet ne fait d'ailleurs que reprendre avec quelques modifications un projet préparé voici bientôt deux ans par le gouvernement travailliste de Wilson et que ce dernier avait dû retirer devant le mécontentement suscité chez les travailleurs et au sein des syndicats. Cette fois, la direction du Labour Party et celle des syndicats (TUC) ont été contraintes d'engager une certaine lutte qui, dans l'essentiel, reste superficielle. Cette lutte a été surtout aiguillonnée par des minorités de gauche, allant du Parti Communiste aux organisations d'extrême-gauche. Déjà deux grèves de 24 heures ont eu lieu appelées par des comités *ad hoc*, rassemblant chacune plus d'un demi-million de travailleurs, et qui constituent les premières grèves politiques depuis 45 ans. Et maintenant la fédération des métaux a lancé un appel pour deux autres journées de grève, les 1er et 18 mars, qui grouperont des millions d'ouvriers.

Ainsi se prépare la résistance à l'offensive des Tories contre le mouvement ouvrier. Des épreuves de force se préparent inéluctablement. Une première manifestation organisée par la direction du TUC a rassemblé à Londres près de 150 000 travailleurs.

D'autres soucis rongent la bourgeoisie. Le Commonwealth résidu de l'Empire de jadis s'effiloche. La révolte irlandaise se développe. Le capitalisme britannique voudrait bien entrer dans la Communauté économique européenne, mais pourra-t-il payer le prix fort que ses éventuels partenaires demandent de lui ? Il ne peut prendre position indépendante envers les Etats-Unis même sur la question de la guerre du Viet-Nam, car il a besoin lui aussi d'un appui américain pour espérer garder les positions qu'il conserve à l'Est de Suez.

Ce dont souffre essentiellement le capitalisme britannique, c'est de l'absence d'une direction. Au début de l'été 1970, il ne pensait guère à remplacer le travailliste Wilson, tant il n'avait pas confiance à l'époque dans Heath. La majorité conservatrice fut inattendue pour lui mais Heath, depuis lors, ne lui a pas apporté la moindre preuve de capacité à redresser la situation. Il ne voit également pas d'espoir sérieux dans les protagonistes d'un pouvoir fort, tel Enoch Powell.

Le grand problème actuel pour la classe ouvrière britannique dont le mécontentement se généralise et les inclinations à l'action se renforcent, c'est l'absence d'une direction de rechange. Pendant des années, elle avait mis ses espoirs dans un retour au pouvoir du Labour Party; mais l'expérience Wilson qui a duré six ans (de 1964 à 1970) — qui était ne l'oublions pas le sixième gouvernement travailliste qu'a connu la Grande-Bretagne et dans lequel se trouvaient nombre de leaders de l'ancienne gauche bevaniste — a engendré un profond manque de confiance dans la direction du Labour Party. Au sein de ce parti, il n'y a plus d'autre gauche que celle, impuissante, exprimée dans l'hebdomadaire « Tribune ». Le Parti Communiste profite un peu de la situation mais il est intérieurement divisé et ne peut en aucun cas faire figure d'aspirant sérieux à la direction du mouvement ouvrier britannique.

Cependant, il existe dans ce mouvement des éléments qui pourraient jouer un rôle décisif de direction de rechange si, derrière des propos de gauche, ils ne dissimulaient un réformisme congénital et un bureaucratisme borné. Les syndicats britanniques sont liés au Labour Party mais ils constituent en eux-mêmes une force qui n'est pas affectée par le discrédit qui frappe la direction du Labour Party. A la tête des plus grandes fédérations syndicales (transports, métallurgie ...) se trouvent des hommes comme Jones, Scanlon ... , qui officiellement se situent à gauche de la direction Wilson et qui, à l'occasion, ont voté contre certaines motions défendues par celle-ci. S'ils le voulaient, par la force même qu'ils expriment, ils pourraient prendre la direction du Labour Party et intervenir directement comme force politique aspirant à la direction du pays. S'ils le voulaient ... mais ils ne le veulent pas du tout. Une ou deux fois par an, d'une tribune ils tiennent des propos de gauche, parlent du « contrôle ouvrier »; mais ce ne sont là pour eux que des alibis. Dans la pratique quotidienne, ils se conduisent en bonzes syndicaux réformistes préoccupés seulement des revendications économiques immédiates et se gardent d'entrer sur l'arène politique (sauf à l'occasion quand ils entrent dans des commissions gouvernementales destinées à orienter l'économie).

La crise du capitalisme britannique n'a fait que se développer depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, avec une lenteur considérable en raison des réserves anciennes sur lesquelles ce capitalisme vivait et des traditions parlementaires profondes. Cette crise s'approche d'un paroxysme. Le point crucial dans la situation est dans la classe ouvrière et plus précisément dans ses syndicats. Car c'est de là que peut surgir non une direction révolutionnaire dans l'immédiat, mais une première direction de rechange qui ouvrira une nouvelle voie au mouvement ouvrier. Dans ce sens, l'International Marxist Group (section britannique de la IV<sup>ème</sup> Internationale) a posé la question dans un appel à la préparation d'une grève générale pour mettre en échec le projet de loi anti-syndicale. Voici la perspective qu'il exprime :

« Il n'y a qu'une seule voie pour aborder la question : les tories doivent être chassés du pouvoir et il faut les remplacer par un gouvernement qui aidera à diriger le pays dans les intérêts de la masse du peuple, de la classe ouvrière. Ceci ne peut être effectué que par une nationalisation totale sous contrôle ouvrier. Le Labour Party n'est pas un instrument pour le faire, il est maintenant dirigé par des politiciens capitalistes dont la seule préoccupation est de faire fonctionner le système capitaliste. Seul le mouvement syndical, une fois qu'il se sera montré suffisamment fort pour chasser le gouvernement, pourra fournir la base d'un gouvernement ouvrier.

Cependant ceci ne serait qu'une répétition du gouvernement travailliste à moins que les syndicats eux-mêmes soient complètement démocratisés. La lutte pour la démocratie dans les syndicats est donc une partie intégrante de la lutte pour une Grande-Bretagne socialiste — en fait les syndicats ne peuvent être des instruments efficaces s'ils ne sont sous le contrôle de la base. Les comités d'action ont, par conséquent, une autre fonction importante : la lutte pour une démocratie totale dans les syndicats. »

## LA SITUATION AU PROCHE ORIENT

La révolution arabe a subi un coup terrible lors des affrontements sanglants de septembre dernier en Jordanie. La résistance palestinienne ne s'est pas remise depuis cette phase de guerre civile. Durant les mois qui se sont écoulés après septembre 1970, le régime jordanien n'a cessé d'organiser la chasse aux combattants palestiniens sur l'ensemble de l'étendue du territoire jordanien. Tout au long de cette période, les informations en provenance du Proche-Orient faisaient en permanence état d'affrontements mettant aux prises des forces armées de la résistance palestinienne et des unités de l'armée jordanienne. La contre-révolution jordanienne, après avoir repris l'initiative en septembre dernier, sans toutefois toucher aux buts d'extermination éclair des forces révolutionnaires qu'elle s'était fixés en accord avec les impérialistes, a été réarmée et rééquipée par les américains de façon à poursuivre son entreprise de liquidation des forces armées révolutionnaires de la résistance palestinienne.

Aujourd'hui la résistance palestinienne se trouve dans une situation très délicate; elle se voit interdire ses moyens de propagande habituels; son apparition auprès de la population est compromise par la chasse que lui fait l'armée jordanienne; ses ressources en armes et en argent ont été sérieusement réduites par ces mêmes régimes arabes qui l'avaient jadis aidée à se développer puis l'ont abandonnée au moment de septembre. Enfin, isolée dans le contexte arabe, du fait de cet abandon des régimes dits progressistes (Egypte, Irak, Syrie, Lybie), la résistance palestinienne est devenue un danger pour ces mêmes régimes dont le virage à droite au lendemain de septembre 1970, par ses implications politiques à l'égard de la question israélienne et donc à l'égard de la résistance palestinienne, oblige ces régimes à se défaire d'un allié momentané dont le développement de la lutte dépassait trop les limites de forces d'appoint et de pression qui lui étaient assignées. La volonté de paix de la part des gouvernements arabes, qui traduit leur incapacité d'aller plus loin dans la lutte contre Israël et leur refus de s'affronter à l'impérialisme américain, les a fait accepter et rechercher un accord dont le plan Rogers était déjà une première tentative.

Cette paix ne peut se faire qu'à la condition du muselage de la résistance palestinienne et ce d'autant plus qu'elle s'accompagne maintenant d'une perspective de plus en plus vérifiée et authentifiée : la création d'un pseudo-état palestinien regroupant dans une même entité administrative les palestiniens vivant en Cisjordanie et ceux de la zone de Gaza. Cette supercherie contre-révolutionnaire doit être dénoncée et combattue. Cette perspective a fait l'objet d'un assentiment total des forces contre-révolutionnaires qui œuvrent dans tout le Proche-Orient. Des américains aux soviétiques en passant par les jordaniens, les égyptiens et certaines parties des palestiniens, y compris des membres et non des moindres de la résistance palestinienne, l'idée d'un Etat palestinien est devenue le moyen le plus efficace pour réduire au silence les voies de la révolution arabe et paralyser momentanément, au moins dans cette région, les forces nouvelles.

Cette perspective cache une manœuvre qui montre à quel point les régimes petits-bourgeois « progressistes » arabes sont maintenant entrés dans une phase qui doit les mener à la reconnaissance implicite de l'Etat sioniste tel qu'il a été créé sous la forme de l'Etat d'Israël. Or, c'est pour mener la lutte contre ce même Etat sioniste que les coups d'Etat militaires s'étaient produits dans certains pays arabes au cours des années 50 et 60 (Egypte 1953, Irak 1958, Syrie), tout en liquidant l'administration pro-impérialiste qui opprimait les populations de ces Etats. C'est au cours de cette lutte que les directions arabes autour de Nasser avaient finalement préparé le terrain pour le lancement de la résistance palestinienne. Aujourd'hui la reconnaissance d'un Etat palestinien croupion équivaldrait à la reconnaissance

de l'Etat d'Israël, car cet Etat palestinien n'est rien d'autre que la caution finale apportée à Israël par des palestiniens parmi l'ensemble des régimes arabes, « frères » comme on dit encore ! Au travers de cette entreprise, tous ceux qui en sont partie prenante donnent à l'impérialisme américain et à son valet jordanien d'une part, à l'Etat sioniste de l'autre, le pouvoir de créer une entité étatique dont la dépendance aussi bien à l'égard d'Israël que de la Jordanie sera totale.

Cette question d'un Etat palestinien a été évoquée favorablement par le roi Hussein dans une interview accordée à un journaliste du journal dominical, *The Observer*. Il est même allé jusqu'à dire qu'il accepterait de signer un traité de paix avec Israël et que « certaines modifications mineures des frontières pourraient être acceptées ainsi que l'internationalisation de l'ensemble de Jérusalem ». Le camp arabe est totalement désuni désormais; fort de l'initiative qu'il a reconquise le roi Hussein agit comme le garant des intérêts impérialistes et comme un véritable serviteur de l'Etat sioniste.

La résistance palestinienne dans un cadre politique aussi défavorable à son existence et plus seulement à son action se trouve maintenant engagée dans une phase critique dans laquelle elle doit entreprendre une réorganisation profonde de ses structures politiques et militaires et reconsidérer son unité interne en regard des situations passées. Ses responsabilités dans les crises successives qui l'ont opposée aux régimes arabes doivent être considérées sans négligence.

La résistance palestinienne s'est affirmée comme l'expression révolutionnaire des palestiniens. La constitution de l'Etat palestinien n'est rien d'autre qu'une manœuvre afin de couper à la résistance palestinienne l'herbe sous le pied, tout en reconnaissant plus de vingt ans après une réalité palestinienne qu'il n'est plus possible d'ignorer à cause précisément du développement de la résistance des palestiniens. La dénonciation de cette mascarade est un devoir que les révolutionnaires doivent assumer afin de ne pas laisser courir des illusions qui font le travail de l'entreprise sioniste et impérialiste dans cette région du monde, profitant du silence des régimes arabes faillis et de la bureaucratie soviétique.

## LE PROCES DE PRAGUE

Le 1<sup>er</sup> mars, le procès de 16 jeunes militants accusés d'avoir fondé le Parti Socialiste Révolutionnaire et d'être des trotskystes, après avoir été annoncé et remis de nombreuses fois, a finalement été ouvert à Prague. Il a été immédiatement interrompu et remis d'une nouvelle semaine, le juge ayant pris en considération une demande du principal accusé, le camarade Petr Uhl, mettant en cause l'impartialité du jury.

L'acte d'accusation constitue un important recul de la part de la bureaucratie stalinienne qui gouverne aujourd'hui à Prague, et en même temps un aveu de taille. En effet, sous la pression du mouvement de protestation qui monte dans le monde, l'acte d'accusation abandonne les délits de sabotage, de diversion, d'espionnage, d'activités au service de l'étranger, dont les camarades du PRS avaient initialement été accusés. Ce qui subsiste, c'est le « crime » d'avoir diffusé le programme du PRS et d'avoir constitué une organisation pour lutter pour ce programme. C'est donc un procès d'opinion pur et simple. Il est sans doute improbable que les flics staliniens de Prague aient suffisamment de culture politique pour s'apercevoir qu'ils sont en train de mettre hors la loi dans la République Socialiste Tchécoslovaque ... le programme de « l'Etat et la Révolution » de Lénine.

Depuis l'annonce du procès, il y a eu des réactions vigoureuses dans de nombreux pays. Nous ne mentionnerons ici que les plus importantes signalées jusqu'à présent :

- une « Lettre ouverte » au gouvernement de Prague, demandant la libération des camarades du PRS, et signée par d'importantes personnalités d'extrême gauche, dont le professeur Ernst Bloch, Jean-Paul Sartre, Charles Tillon, les députés italiens communistes « dissidents » du groupe *Il Manifesto*, etc.
- Deux occupations de locaux diplomatiques tchécoslovaques à Paris par les camarades de la Ligue Communiste;
- Une occupation de l'ambassade tchécoslovaque à Berne par de jeunes révolutionnaires suisses;
- Un meeting de protestation de la Ligue Communiste et de Lutte Ouvrière à Paris, rassemblant 3000 personnes;
- La motion votée par près de 2500 personnes au meeting organisé à Berlin-Ouest, mentionné par ailleurs;
- Une manifestation de rue réunissant plusieurs centaines de personnes devant la mission militaire tchèque à Berlin-Ouest;
- Un meeting de protestation à l'Université de Rome, réunissant près de 800 personnes;
- Un piquet devant l'ambassade tchécoslovaque à Londres, organisé par nos camarades de l'IMG et de la *Spartacus League*;
- Un piquet devant l'ambassade tchèque à Bruxelles, organisé par la Jeune Garde Socialiste;
- Une action du même genre de nos camarades japonais à Tokyo, etc ...

Ce n'est d'ailleurs qu'un début. Les bureaucrates staliniens apprendront que la situation mondiale a changé depuis 1936-37 ou depuis 1951, et qu'on n'organise plus impunément des parodies de procès politiques qui foulent aux pieds les principes élémentaires de démocratie soviétique et du programme léniniste.

# Rosa Luxemburg

(1871 - 1919)

Le 5 mars 1871, il y a cent ans, naissait à Zamosc dans la Pologne annexée à la Russie des tsars Rosa LUXEMBURG, qui fut assassinée le 15 janvier 1919 par une soldatesque nazie avant la lettre, rassemblée par la direction du parti social-démocrate allemand pour écraser la révolution allemande qui avait éclaté en novembre 1918.

Au cours de son existence militante, Rosa devait par son activité et par ses capacités théoriques et politiques s'élever au rang de plus grands maîtres du marxisme révolutionnaire. Sa mémoire fut d'abord honorée par les leaders du bolchevisme; mais le stalinisme ne manqua pas de la calomnier. D'autre part ses positions ont donné lieu à de multiples défigurations de la part d'ennemis du bolchevisme.

A l'occasion du 100ème anniversaire de la naissance de Rosa, nous avons pensé utile de publier dans ce numéro de notre revue plusieurs articles qui examineront l'apport de Rosa au marxisme, dans la lutte menée avant la guerre de 1914 pour rénover la pensée révolutionnaire alors que se développait la dégénérescence qui allait aboutir à la trahison du 4 août. Nos collaborateurs ont essayé de situer aussi précisément que possible la pensée de Rosa, de comprendre les raisons des erreurs qu'elle a commises, de mettre en lumière le rôle de pionnier qu'elle remplit, même par rapport à Lénine et Trotsky, dans sa lutte contre Kautsky.

# ROSA & LA

# SOCIAL DEMOCRATIE ALLEMANDE

par **ernest Mandel**

La place de Rosa Luxemburg dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire reste à préciser. Depuis le déclin du monolithisme stalinien on est pratiquement unanime à souligner ses mérites, mais on se hâte souvent d'ajouter qu'elle « appartient au monde d'avant 1914 » (1). En fait, les classificateurs sont d'autant plus gênés qu'ils abordent l'histoire du mouvement ouvrier à l'aide de critères essentiellement subjectifs. Les mérites de Rosa se répartissent dès lors, selon l'inclination de l'auteur, sur la mise à nu des racines de l'impérialisme, la défense sans compromis du marxisme contre le révisionisme bernsteinien, l'attachement aux principes d'action et de spontanéité des masses, voire la défense des principes de démocratie ouvrière contre les « excès » bolcheviks.

La difficulté disparaît dès qu'on aborde l'histoire du mouvement ouvrier avec des critères objectifs, où l'on applique au marxisme lui-même la règle d'or du

matérialisme historique : en dernière analyse, c'est l'existence matérielle qui explique la conscience et non l'inverse. C'est à partir de la transformation de la réalité sociale qu'il faut interpréter les changements intervenus dans la pensée du mouvement ouvrier international, y compris les interprétations successives, d'enrichissement ou d'appauvrissement du marxisme. Dans ce cadre, le rôle de Rosa dans l'évolution du mouvement ouvrier d'avant 1914, sinon d'avant 1919, au lieu d'apparaître dispersé et fragmentaire, regagne son unité. C'est seulement à l'aide d'une telle méthode que l'importance-clé de l'activité et de l'œuvre de Rosa surgit pleinement, se dégageant de la chronique et des activités spécialisées.

« LA VIEILLE TACTIQUE  
EPROUVEE » ENTRE EN CRISE.

(1) C'est notamment le jugement de J.P. Nettl, qui a rédigé la biographie la plus ample de Rosa à ce jour (J.P. Nettl : Rosa Luxemburg, vol. I, pages 19-40, London, Oxford University Press, 1966). Nettl combine une énorme compilation de détails et un jugement souvent impressionnant dans des questions partielles, avec un manque de compréhension presque total pour les problèmes d'ensemble de la stratégie ouvrière, du mouvement de masse, et des perspectives révolutionnaires, précisément les problèmes qui dominèrent la vie et les préoccupations de Rosa.

Pendant trente ans, la tactique de la social-démocratie allemande, « die alte bewährte Taktik » (la vieille tactique éprouvée), a complètement dominé le mouvement ouvrier international. En vérité, abstraction faite de l'expérience, somme toute isolée, de la Commune de Paris, et des quelques secteurs du mouvement ouvrier international à prédominance anarchiste, c'est un demi-siècle d'histoire des luttes de classes

qui est marqué du sceau de la social-démocratie. Cette influence était à tel point prépondérante que même ceux qui, comme Lénine et la fraction bolchévique, avaient rompu en pratique avec cette tradition sur le plan national, continuaient à se référer religieusement au modèle allemand comme à un modèle de tactique universellement valable.

La « vieille tactique éprouvée » avait des titres de noblesse évidents à citer à sa défense. Pendant les quinze dernières années de sa vie Frédéric Engels, malgré quelques hésitations significatives (2), s'en était fait le défenseur acharné, au point d'en dresser une véritable charte dans son « testament politique », l'introduction qu'il rédigea en 1895 à la nouvelle édition allemande de l'ouvrage de Karl Marx, *Les luttes de classes en France (1848-1850)*. Les passages les plus célèbres de cette introduction ont été cités d'innombrables fois, dans toutes les langues d'Europe, entre 1895 et 1914. Les sociaux-démocrates poursuivirent cette routine entre 1918 et 1929, jusqu'à ce que la crise économique mondiale et la crise de la social-démocratie elle-même firent cesser ces exercices stériles : « Partout on a imité l'exemple allemand de l'utilisation du droit de vote, de la conquête de tous les postes qui nous sont accessibles, partout le déclenchement sans préparation de l'attaque est mis à l'arrière-plan... »

Les deux millions d'électeurs qu'elle (la social-démocratie allemande) envoie au scrutin, y compris les jeunes gens et les femmes qui sont derrière eux en qualité de non-électeurs, constituent la masse la plus nombreuse, la plus compacte, le « groupe de choc » décisif de l'armée prolétarienne internationale. Cette masse fournit déjà maintenant plus d'un quart des voix exprimées... Sa croissance se produit aussi spontanément, aussi constamment, aussi irrésistiblement, et, en même temps, aussi tranquillement qu'un processus naturel. Toutes les interventions gouvernementales pour l'empêcher se sont avérées impuissantes. Dès aujourd'hui, nous pouvons compter sur deux millions et quart d'électeurs. Si nous allons ainsi de l'avant, nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits bourgeois ainsi que petits paysans, et nous grandirons jusqu'à devenir la puissance décisive dans le pays,

(2) Ainsi, quand le danger de guerre se précisa une première fois au début des années 90, Engels affirma qu'en cas de guerre, la social-démocratie serait obligée de prendre le pouvoir, et exprima la crainte que cela se terminerai mal. Il exprima dans la même lettre à Bebel sa conviction que « nous serions au pouvoir avant la fin du siècle » (lettre du 24 octobre 1891). Dans une lettre précédente, du 1er mai 1891, il se rebella contre la censure que Bebel voulait apporter à la publication des critiques du programme de Gotha, et fustigea la suppression de la liberté de critique et de discussion au sein du parti. (August Bebel: Briefwechsel mit Friedrich Engels, Mouton et Co, 1965, pages 465, 417)

devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres puissances, qu'elles le veuillent ou non. Maintenir sans cesse cet accroissement, jusqu'à ce que de lui-même il devienne plus fort que le système gouvernemental au pouvoir, ne pas user dans des combats d'avant-garde ce « groupe de choc » qui se renforce journalièrement, mais le garder intact jusqu'au jour décisif, telle est notre tâche principale ». (Marx-Engels, *Oeuvres choisies*, tome I, pages 131, 133, Moscou, Editions du Progrès, 1955) (Souligné par nous).

Bien sûr nous savons aujourd'hui que les dirigeants sociaux-démocrates allemands avaient scandaleusement tronqué le texte d'Engels et en avaient dénaturé le sens, éliminant tout ce qui restait foncièrement révolutionnaire chez le vieux lutteur, compagnon de Marx (3). Mais là n'est pas l'essentiel. Le passage que nous venons de citer est authentique. Il justifie pleinement « la vieille tactique éprouvée » : organiser le maximum de membres, éduquer le maximum de travailleurs, obtenir le maximum de voix aux élections, mener de bonnes grèves pour augmenter les salaires et conquérir des lois sociales (avant tout la réduction de la semaine de travail) — le reste viendra de lui-même, automatiquement : « il faudra (sic) que toutes les autres puissances s'inclinent devant nous » ; notre montée est « irrésistible » ; il faut « garder intactes nos forces jusqu'au jour décisif » (re-sic)...

Plus convaincante que la bénédiction du doyen vénérable du socialisme international était le verdict des faits. Ces faits donnaient raison aux Bebel, Vandervelde, Victor Adler et autres pragmatiques qui se contentaient de suivre cette routine dorénavant consacrée. Les votes s'accroissaient d'une élection à l'autre. S'il y avait quelques fois un revers inattendu (les « élections Hottentots » en Allemagne, en 1907), il était suivi d'une revanche particulièrement triomphante : aux élections du Reichstag de 1912, la social-démocratie emporta un tiers des voix. Les organisations ouvrières se renforçaient continuellement, s'étendant dans tous les domaines de la vie sociale, s'articulaient en une véritable « contre-société » permettant un développement continu de la conscience de classe. Les salaires augmentaient, les

(3) Engels écrivait à Kautsky le 1er avril 1895 : « Je vois aujourd'hui dans le Vorwärts un extrait de mon introduction, reproduit à mon insu et arrangé de telle façon que j'y apparais comme un paisible adorateur de la légalité à tout prix. Aussi désirais-je d'autant plus que « l'introduction » paraisse sans coupure dans la Neue Zeit, afin que cette impression honteuse soit effacée. » Sous prétexte de menaces de poursuites légales, Bebel et Kautsky refusèrent de s'exécuter. Engels se laissa amadouer et n'insista plus sur une reproduction intégrale de « L'introduction ». Celle-ci n'eut lieu qu'après 1918, par les soins de l'Internationale Communiste.

lois de protection ouvrière s'accumulaient; la misère était refoulée sans disparaître pour autant. La montée semblait à tel point irrésistible qu'elle n'enivrait pas seulement les convaincus mais même les adversaires.

Comme toujours la conscience retardait déjà sur la réalité. Toute cette « montée irrésistible » avait été le reflet d'un essor du capitalisme international, d'une réduction séculaire de « l'armée de réserve industrielle » en Europe notamment par l'émigration, d'une surexploitation croissante des pays coloniaux et semi-coloniaux par le capitalisme impérialiste. Au début du 20ème siècle, les ressources alimentant cette atténuation temporaire des contradictions socio-économiques en Occident commencent à s'épuiser. Dorénavant, c'était l'aggravation et non l'atténuation des contradictions sociales qui était à l'ordre du jour. Ce qui frappait à la porte, ce n'était pas une ère de progrès pacifique, mais l'ère des guerres impérialistes, des guerres de libération nationale et des guerres civiles. A une longue phase d'amélioration allaient succéder deux décennies de stagnation voire de recul des salaires réels. L'époque de l'évolution était révolue; l'époque des révolutions allait commencer.

La « vieille tactique éprouvée » perdait tout son sens dans cette ère nouvelle; d'un principe d'organisation elle allait se transformer en un piège désastreux pour le prolétariat européen. L'immense majorité des contemporains ne l'a pas compris avant le 4 août 1914. Même Lénine ne le comprit pas pour les pays à l'ouest de l'Empire tsariste; Trotsky hésitait. *Le mérite de Rosa, c'est d'avoir été la première à saisir clairement et systématiquement la nécessité d'une modification fondamentale de la stratégie et de la tactique du mouvement ouvrier occidental, face au changement des conditions objectives, face à l'ère impérialiste qui s'ouvrait* (4).

(4) Trotsky avait exprimé un avis analogue à celui de Rosa Luxemburg dans *Bilan et perspectives*, rédigé en 1906, mettant l'accent sur le caractère de plus en plus conservateur de la social-démocratie. Mais en fonction des luttes de fraction dans la social-démocratie russe et des positions conciliatrices qu'il y adopta, il se rapprocha de nouveau de Kautsky en 1908, et l'appuya contre Rosa dans le débat « grève politique de masse ». Lénine adopta une attitude très prudente à l'égard du conflit Kautsky-Rosa en 1910, voulant empêcher un « bloc » entre Kautsky et les mencheviks. Dans son article « Deux mondes », consacré à la social-démocratie allemande, il affirma que les divergences entre les marxistes (parmi lesquels il rangeait non seulement Rosa et Kautsky mais encore Bebel) ne sont que de nature tactique et somme toute mineures. Il vantait la « prudence » de Bebel et justifiait la thèse selon laquelle il est préférable d'abandonner à l'ennemi l'initiative d'ouvrir les hostilités (« Werke », vol. XVI, pages 311, 314, 315, 316, Berlin, Dietz-Verlag).

## LES RACINES DE LA LUTTE DE ROSA CONTRE LA « VIEILLE TACTIQUE EPROUVEE ».

Certes, la nouvelle réalité objective a été saisie *partiellement* par les marxistes les plus perspicaces dès la fin du 19ème siècle. Les phénomènes de l'extension des empires coloniaux, des débuts de l'impérialisme en tant que politique d'expansion du grand capital, sont analysés. Hilferding dresse ce monument remarquable qu'est le *Capital financier*. On enregistre l'apparition des cartels, des trusts, des monopoles (les révisionnistes s'en servent d'ailleurs pour proclamer que le capitalisme sera de plus en plus organisé, et de ce fait, ses contradictions de plus en plus atténuées : il n'y a décidément rien de nouveau sous le soleil). A partir du Congrès de l'Internationale tenu à Stuttgart, la méfiance de Lénine, de la gauche hollandaise et polonaise, de la gauche belge et italienne, à l'égard des concessions de Kautsky aux révisionnistes, s'accroît, surtout dans le domaine de la lutte contre la guerre impérialiste. L'opportunisme électoraliste, les pactes « tactiques » avec la bourgeoisie libérale de tel ou tel groupe régional ou national (les « Badois » en Allemagne; la majorité du POB belge; les jaressistes en France, etc.) sont soumis à dure critique. Mais tout cela reste partiel et fragmentaire, et surtout n'aboutit pas à substituer à la « vieille tactique éprouvée » — plus que jamais *tabou* — une stratégie et une tactique de rechange.

La seule tentative entreprise dans ce sens pendant la période 1900-1914, à l'ouest de la Russie, est celle de Rosa. Ce mérite exceptionnel n'est pas seulement dû à son génie indéniable, à sa lucidité, et à son attachement absolu à la cause du socialisme et du prolétariat international. Il s'explique surtout par les conditions historiques et géographiques, c'est à dire sociales, dans lesquelles sont nées et se sont développées son action et sa pensée.

Sa position exceptionnelle de membre dirigeant de deux partis sociaux-démocrates, le parti polonais et le parti allemand, la plaça à un poste d'observation qui facilita l'enregistrement de deux tendances contradictoires dans la social-démocratie internationale : d'une part l'enlisement dangereux dans une routine bureaucratique de plus en plus conservatrice en Allemagne; d'autre part la montée de nouvelles formes et méthodes de lutte dans l'empire tsariste. Elle put ainsi opérer, sur le plan de la tactique du mouvement ouvrier, le même renversement audacieux que Trotsky avait opéré sur celui des perspectives révolutionnaires. Ce n'était plus nécessairement le pays « avancé » qui montrait au pays « retardataire » l'image de son propre avenir. C'était au contraire

le mouvement ouvrier du pays « retardataire » (la Russie, la Pologne), qui montrait aux pays avancés d'Occident l'adaptation tactique urgente qu'il fallait appliquer.

Certes, à ce propos encore, il y eut des précurseurs. Parvus publia dès 1896 une longue étude dans la *Neue Zeit*, dans laquelle il envisageait l'emploi de l'arme de la « grève politique de masse » contre une menace de coup d'Etat supprimant le suffrage universel (5). Cette étude était elle-même inspirée d'une motion que Kautsky avait soumise, dès 1893, à la 10ème commission du Congrès socialiste de Zürich sur la riposte à des menaces contre le suffrage universel; Engels avait soulevé une menace implicite analogue. Mais tous ces ballons d'essai restèrent isolés. Ils ne donnèrent lieu à aucune élaboration stratégique ou tactique systématique.

Ayant une grande familiarité avec les mouvements ouvriers polonais et russe, Rosa fut en outre aidée par une étude approfondie de deux crises politiques qui secouèrent l'Europe occidentale vers la fin du siècle: la crise provoquée par l'affaire Dreyfus en France, la grève générale de 1902 pour le suffrage universel en Belgique. De cette double expérience elle puisa une profonde répugnance à l'égard du crétinisme parlementaire et une conviction croissante que la « vieille tactique éprouvée » allait échouer « le jour décisif », si les masses n'étaient pas éduquées, longtemps à l'avance, à manier l'action politique extra-parlementaire autant que la routine électorale et la pratique des grèves économiques.

Mais l'expérience de la révolution russe de 1905 fut l'événement qui permit à Rosa de rassembler les éléments épars d'une critique systématique de la « vieille tactique éprouvée » de la social-démocratie occidentale. Rétrospectivement, c'est sans doute l'année 1905 qui marque la fin du rôle essentiellement progressif de la social-démocratie internationale et fait débiter la phase d'ambiguïté, combinant des traits progressifs qui se prolongent et des influences réactionnaires qui apparaissent et se renforcent, pour aboutir au désastre de 1914.

Pour comprendre l'importance de la révolution russe de 1905, il faut rappeler tout d'abord que ce fut la première explosion révolutionnaire sur grande échelle que l'Europe connaissait depuis la Commune de Paris, c'est à dire depuis 34 ans ! Il était naturel qu'une révolutionnaire passionnée comme Rosa

Luxemburg en étudiait avec soin toutes les manifestations et tous les traits particuliers, afin d'en dégager des conclusions quant au destin des révolutions futures en Europe. Marx et Engels avaient fait de même par rapport aux révolutions de 1848 et à la Commune.

Du point de vue de l'élaboration d'une stratégie et d'une tactique de rechange de la social-démocratie internationale par rapport à celle du SPD, un trait particulier de la révolution russe de 1905 joue un rôle décisif. Pendant des décennies, le débat entre anarchistes et syndicalistes d'une part, et sociaux-démocrates d'autre part, avait opposé les tenants de l'action directe minoritaire aux tenants de l'action de masse organisée, essentiellement « pacifique » (électorale et syndicale). Mais la révolution russe de 1905 fit apparaître une combinaison imprévue de part et d'autre: l'action directe des masses, mais de masses qui, loin de se complaire dans l'état d'inorganisation et de spontanéité, s'organisent précisément par suite de l'action et en vue d'action futures encore plus audacieuses.

Lénine et Rosa tous deux, soulignèrent le fait, peu compris en Occident, que la révolution de 1905 sonnait le glas du syndicalisme révolutionnaire en Russie, alors que pendant longtemps, les syndicalistes révolutionnaires avaient opposé le mythe de la grève générale à l'électoratisme social-démocrate, et ce au moment même où la grève générale triomphait pour la première fois quelque part en Europe ! Ils auraient dû y ajouter — Lénine ne le comprit qu'après 1914 ! — que cet effacement des syndicalistes révolutionnaires en Russie s'explique par le fait que la social-démocratie russe et polonaise (ou du moins son aile radicale), loin de s'opposer à la grève de masse ou de la freiner de quelque manière que ce soit, en devint l'organisatrice et la propagatrice enthousiaste, c'est à dire surmonta définitivement le vieux dualisme: « action graduelle — action révolutionnaire » (6).

(6) Dans « Réforme ou Révolution ? », Rosa écrivait déjà: « Il était réservé à Bernstein de considérer la basse-cour du parlementarisme bourgeois comme l'organisme appelé à réaliser la transformation sociale la plus formidable de l'histoire, à savoir le passage de la société capitaliste à la société socialiste ». Toute cette critique du parlementarisme, toute cette analyse du déclin du parlement bourgeois, rédigée en 1900, conserve une fraîcheur et une actualité sans comparaison aucune avec une analyse quelconque d'un auteur marxiste consacrée à l'Europe Occidentale avant 1914.

Rosa explique dans la même veine le renforcement du syndicalisme révolutionnaire en France par la profonde déception du prolétariat français avec le parlementarisme jaressiste (article paru dans la *Sächsische Arbeiterzeitung* du 5-6 décembre 1904. R. Luxemburg: « Ausgewählte Reden und Schriften, I, page 196 »).

(5) L'article intitulé « Staatsstreik und politischer Massenstreik » fut publié d'abord dans la *Neue Zeit* (. Il est reproduit dans l'anthologie « Die Massenstreikdebatte », publiée par la Europäische Verlagsanstalt (Francfort 1970), pages 46-95.

Rosa fut éblouie par l'expérience de la révolution de 1905, expérience qui eut des répercussions profondes au sein du prolétariat de plusieurs pays à l'ouest de l'Empire des tsars, à commencer par l'Autriche où elle provoqua une grève générale qui conquit le suffrage universel. Les 14 années qui lui restèrent à vivre ne furent qu'un effort ininterrompu pour transférer cet enseignement fondamental au prolétariat allemand: il faut abandonner le gradualisme, il faut de nouveau se préparer à des luttes de masse révolutionnaires. L'éclatement de la première guerre mondiale, de la révolution russe de 1917, de la révolution allemande de 1918, confirmèrent qu'elle avait vu juste dès 1905.

Le 1er février 1905, elle écrit:

« Mais pour la social-démocratie internationale aussi, le soulèvement du prolétariat russe constitue un phénomène nouveau, qu'il faut d'abord assimiler spirituellement. Nous tous, quelque dialectique que soit notre pensée, restons d'incorrigibles métaphysiciens collant à l'immuabilité des choses, dans nos états de conscience immédiats... C'est seulement dans l'explosion volcanique de la révolution qu'on s'aperçoit quel travail rapide et approfondi la jeune taupe avait exécuté. Et combien gaiement est-elle en train de saper le sol sous les pieds de la société bourgeoise d'Europe Occidentale. Vouloir mesurer la maturité politique et l'énergie révolutionnaire latente de la classe ouvrière à l'aide de statistiques électorales et de chiffres de membres des sections locales, c'est vouloir mesurer le Mont Blanc à l'aide d'une aune de tailleur ».

Le 1er Mai 1905, elle poursuit:

« L'essentiel est ceci: il faut comprendre et assimiler que la révolution actuelle dans l'empire des tsars provoquera une colossale accélération de la lutte de classes internationale, qui nous confrontera aussi dans les pays de la « vieille » Europe, dans un délai pas si long, avec des situations révolutionnaires et de nouvelles tâches tactiques ».

Et le 22 septembre 1905, au Congrès d'Iéna, confrontée avec les syndicalistes réformistes du type de Robert Schmidt, elle s'exclama indignée:

« Lorsqu'on a entendu les discours prononcés ici jusqu'à maintenant sur la grève politique de masse, on a vraiment envie de prendre sa tête dans les mains et de se demander: Vivons-nous vraiment l'année de la glorieuse révolution russe, ou bien sommes-nous encore dix années avant qu'elle ne surgisse? Vous lisez tous les jours les compte-rendus dans les journaux de la révolution, vous lisez les dépêches, mais il semble que vous n'avez pas d'yeux pour voir ni d'oreilles pour entendre... Robert Schmidt ne voit-il pas que le moment est venu que nos grands maîtres Marx et Engels avaient prévu, le moment où l'évolution se transforme en révolution? Nous voyons la révolution

russe et nous serions des ânes si nous n'apprenions rien d'elle » (7).

Rétrospectivement nous sommes convaincus qu'elle avait eu raison. De même que la victoire de la révolution russe de 1917 aurait été infiniment plus difficile sans l'expérience de la révolution de 1905 et sans l'énorme apprentissage révolutionnaire qu'elle a représenté pour des dizaines de milliers de cadres ouvriers russes, de même une victoire de la révolution allemande en 1918-1919 aurait été énormément facilitée par des expériences de luttes de masse politiques, extra-parlementaires, pré-révolutionnaires ou révolutionnaires, avant 1914. On ne peut apprendre à nager sans se mettre à l'eau; on ne peut acquérir une conscience révolutionnaire sans expérience d'actions révolutionnaires. Si dans l'Allemagne entre 1905 et 1914 il était impossible d'imiter 1905, il était parfaitement possible de transformer de fond en comble la pratique quotidienne de la social-démocratie, de la réorienter vers une pratique et une éducation de plus en plus révolutionnaires, préparant les masses à l'affrontement avec la classe bourgeoise et l'appareil d'Etat. En refusant d'opérer ce tournant, en se cramponnant à des formules qui perdaient de plus en plus tout sens réel, concernant la victoire « inévitable » du socialisme, le recul « inévitable » de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois devant la « force tranquille et pacifique » des travailleurs, les dirigeants du SPD ont, au cours de ces années décisives, semé la graine qui a produit les récoltes amères de 1914, de 1919 et de 1933.

## LE DEBAT SUR LA GREVE DES MASSES.

C'est dans ce contexte qu'il faut examiner le débat sur la « grève des masses » déclenché au sein de la social-démocratie allemande à la suite de la révolution de 1905. Les étapes principales de ce débat sont marquées par le Congrès d'Iéna de 1905 (dans un certain sens le Congrès le plus « gauchiste » d'avant 1914, sous la pression évidente de la révolution russe), le Congrès de Mannheim de 1906, la parution la même année d'une brochure de Kautsky et d'une brochure de Rosa Luxemburg, consacrées toutes deux au problème de la « grève de masse », le débat

(7) Ces citations sont extraites d'un article paru dans la *Neue Zeit* (« Nach dem ersten Akt »), dans la *Sächsische Arbeiterzeitung* (« Im Feuerschein der Revolution »), et du discours prononcé au congrès social-démocrate d'Iéna (voir Rosa Luxemburg: « Ausgewählte Reden und Schriften », tome II, Dietz Verlag, Berlin 1955, pages 220-221, 234-235 et 244).

entre Rosa Luxemburg et Kautsky en 1910, le débat entre Kautsky et Pannekoek (8).

Schématiquement on pourrait ainsi résumer le débat. Après avoir combattu pendant des décennies l'idée de grève générale comme « bêtise générale » (« Generalstreik ist Generalunsinn »), sous prétexte qu'il fallait d'abord organiser la grande majorité des ouvriers avant qu'une grève générale puisse réussir, les dirigeants sociaux-démocrates furent secoués par la grève générale belge de 1902-1903, mais n'entamèrent la révision de leurs conceptions « pacifistes » que de façon fort hésitante (9). En 1905, au Congrès d'Iéna, un conflit éclate entre les dirigeants des syndicats et ceux du parti, conflit au cours duquel les chefs syndicaux vont jusqu'à suggérer que tous les partisans de la grève générale aillent mettre leurs idées en pratique en Russie et en Pologne (10). Avec réticence, mais non sans verve, Bebel descend dans l'arène pour critiquer les dirigeants syndicaux, admettant la possibilité d'une grève politique de masse « par principe ». Mais un compromis s'élabore entre le Congrès d'Iéna et celui de Mannheim. A Mannheim, en 1906, la paix est rétablie au sein de l'appareil. Dorénavant seuls les chefs des syndicats seront reconnus comme « compétents » pour « proclamer » la grève y compris la grève de masse politique, après avoir fait l'inventaire de « l'organisation », de la caisse, des « rapports de forces », etc. Après le malencontreux intervalle de la révolution russe, nous voilà heureusement ramenés à la « vieille tactique éprouvée ». Rosa fulmine, rongé son frein. Elle attend l'occasion de frapper un grand coup pour la nouvelle stratégie et la nouvelle tactique. Le moment propice se présente lorsque l'agitation pour obtenir le suffrage universel aux élections de la Diète de Prusse est déclenchée en 1910. Les masses réclament l'action. Rosa tient une douzaine de meetings de masse auxquels assistent des milliers et des milliers de travailleurs et de militants. Après des escarmouches avec des « interdictions de la police, une manifestation centrale, au parc de Traptow à Berlin, rassemble 200 000 participants. Mais la direction social-démocrate n'aime pas ce remue-ménage; ce qui lui importe c'est préparer de « bonnes élections » pour 1912. Aussi l'agitation est-elle étouffée aussi vite qu'elle fut déclenchée. Et cette fois-ci, c'est le « gardien de l'orthodoxie », Karl Kautsky lui-même, qui prend la tête de la lutte théorique et politique de l'appareil contre la gauche, avec des articles et des brochures pédants qui font preuve d'une incompréhension totale de la dynamique du mouvement de masse (11).

A première vue, un renversement d'alliance semble s'être produit. Au début du siècle, Rosa et Kautsky (la

gauche et le centre) sont alliés à l'appareil du parti autour de Bebel et de Singer, contre la minorité révisionniste autour de Bernstein. En 1905 au Congrès de Mannheim, l'appareil syndical est passé ouvertement dans le camp des révisionnistes, et l'alliance Bebel-Kautsky-Rosa semble renforcée et cimentée. Comment expliquer ce brusque renversement en l'espace de quatre ans (1906-1910)? En réalité les données sociales et idéologiques du problème différaient sensiblement des apparences. Bebel et l'appareil du parti étaient attachés à la « vieille tactique éprouvée », en 1900 comme en 1910. Ils étaient foncièrement conservateurs, c'est à dire partisans du statu quo au sein du mouvement ouvrier (sans pour cela avoir abandonné les convictions et même la passion socialistes, mais orientées vers un avenir indéfini). Bernstein et les révisionnistes risquaient de renverser l'équilibre délicat entre la « vieille tactique éprouvée » (c'est à dire la pratique quotidienne réformiste), la propagande socialiste, l'espoir et la foi des masses dans le socialisme, l'unité du parti, l'unité entre les masses et le parti. Voilà pourquoi Bebel et l'appareil du parti s'opposèrent à lui: à des fins essentiellement conservatrices, pour que rien ne soit chambardé.

Mais lorsque la révolution russe de 1905 — et les répercussions de l'ère impérialiste sur les rapports de classes en Allemagne même — provoquèrent une aggravation des tensions au sein du mouvement ouvrier, et que l'appareil social-démocrate manqua de se casser en deux, au lendemain du Congrès d'Iéna, Bebel, Ebert, Scheideman, préférèrent l'unité de l'appareil à l'unité avec les ouvriers radicalisés; c'est ainsi qu'eux interprétèrent la « primauté de l'organisation ». Dès lors l'appareil dans son ensemble rompit avec la gauche, puisque cette fois-ci c'était la gauche qui réclamait qu'on bouscule la « vieille tactique éprouvée », non seulement la théorie, mais encore — péché suprême — la pratique routinière. Les dés étaient jetés.

La seule question restant ouverte pendant un certain temps fut celle de l'alignement de Kautsky: allait-il se ranger

(8) Un bon résumé de ce débat est fourni par l'introduction d'Antonia Grunenberg à « Die Massenstreikdebatte », op. cit. pages 5-44.

(9) Par exemple dans son article « Die Lehren des Bergerbeiterstreik » (Les leçons de la grève des mineurs) paru dans la Neue Zeit en 1903.

(10) Rosa Luxemburg: Discours du 21 septembre 1905 à Iéna (« Ausgewählte Reden und Schriften », II, pages 240-241).

(11) Voir notamment son article « Et maintenant? » (Neue Zeit, 1910), avec ses distinctions entre « grève d'avertissement » et « grève comminatoire » (une distinction qui vient du livre qu'Henriette Roland-Horst avait consacré à la grève de masse), « grèves économiques » et « grèves politiques », « stratégie d'épuisement » et « stratégie d'assaut », etc. (« Die Massenstreikdebatte » pages 96-121).

du côté de l'appareil contre la gauche, ou du côté de la gauche contre l'appareil? Après la révolution de 1905, il pencha un instant vers la gauche. Mais un incident significatif allait décider de son sort. En 1908, Kautsky rédigea une brochure intitulée Le chemin du pouvoir, où il examinait précisément la question, pendante depuis la fameuse préface d'Engels de 1895, du passage de la conquête de la majorité des masses laborieuses pour le socialisme (le but à atteindre par la « vieille tactique éprouvée ») à la conquête du pouvoir politique lui-même. Ses formules étaient en somme modérées et n'impliquaient aucune agitation révolutionnaire systématique; il n'y était même pas question de suppression de la monarchie (on parle pudiquement de la « démocratisation de l'empire et des Etats qui le composent »). Mais il y avait trop de paroles « dangereuses » dans cette brochure pour un Parteivorstand bureaucratise mesquin et conservateur. On y parlait de la possibilité d'une « révolution ». On y disait même: « Personne ne sera assez naïf pour prétendre que nous passerons pacifiquement et imperceptiblement de l'état militariste... à la démocratie ». Ces formules-là étaient « dangereuses ». Elles pouvaient même « provoquer un procès ». Le Parteivorstand décida donc de mettre la brochure au pilon (12).

Il s'en suivit une tragi-comédie qui décida du sort de Kautsky en tant que révolutionnaire et théoricien. Il en appela à la commission de contrôle du parti qui lui donna raison. Mais Bebel dit toujours « non ». Kautsky accepta alors de passer sous les fourches caudines de la censure du parti et de mutiler son propre texte: tout ce qui pouvait provoquer le scandale fut éliminé par lui du texte qui devint alors anodin. Kautsky sortit de cette affaire comme un homme sans caractère ni épine dorsale. La rupture avec Rosa le centrisme, le rôle de serviteur de l'appareil dans le débat de 1910-1912, la capitulation ignoble de 1914, etc., sont contenus en germe dans cet épisode.

Ce n'est pas par hasard que l'épreuve décisive, pour Kautsky et tous les centristes, fut la question de la lutte pour le pouvoir, de la réinsertion du problème de la révolution dans une stratégie tout entière fondée sur la routine réformiste quotidienne. C'était effectivement la question décisive pour la social-démocratie internationale depuis 1905.

L'analyse de la première version du « Chemin du pouvoir » montre que les éléments du centrisme sont déjà présents avant même que s'abatte la censure bureaucratique. Car si, dans cette première version, la description des éléments qui aggravent les antagonismes de classes (impérialisme, militarisme, expansion économique freinée, etc.) est perspicace, la philosophie fondamentale

reste celle de la « vieille tactique éprouvée »: l'industrialisation travaille pour nous; la concentration du capital travaille pour nous; notre montée est irrésistible, pour peu qu'un accident n'intervienne. L'hypothèse d'un abandon de fatalisme attentiste n'est soulevée que pour les cas où « nos adversaires commettent une bêtise »: un coup d'Etat ou la guerre mondiale. En somme on en est toujours au point où Parvus avait formulé le problème en 1896...

De « grèves révolutionnaires », d'explosions de masse, il n'est pas question dans le « Chemin du pouvoir ». La révolution russe n'est invoquée que pour démontrer qu'elle ouvre une nouvelle ère de révolutions en Orient (ce qui est exact); qu'à travers les conflits inter-impérialistes, cette ère de révolutions orientales aura de profondes répercussions sur les conditions en Occident (ce qui est encore exact) et exacerbera incontestablement les tensions et l'instabilité. Mais rien ne transperce des répercussions de la révolution russe et de cette instabilité sur le comportement des masses laborieuses en Occident. L'élément actif, le facteur subjectif, l'initiative politique, font complètement défaut. Guetter la bêtise que pourrait commettre l'adversaire, se préparer pour l'heure H par des moyens purement organisationnels, en laissant soigneusement l'initiative à l'ennemi, voilà en quoi se résume toute la sagesse centrisme kautskienne, plus tard prolongée par celle des austro-marxistes, dont la faillite éclatera en 1934.

La supériorité de Rosa éclate dès lors dans tous les domaines, au cours de ce débat crucial. Aux fades références aux statistiques avec lesquelles Kautsky justifiait sa thèse selon laquelle la révolution ne peut jamais éclater de façon prématurée, Rosa opposa une compréhension profonde de l'immaturité des conditions que connaît chaque révolution prolétarienne à ses débuts:

« ... ces attaques « prématurées » du prolétariat constituent en elles-mêmes un facteur très important, qui crée les conditions politiques de la victoire finale, parce que le prolétariat ne peut atteindre le degré de maturité politique, qui le rendra capable d'effectuer le grand bouleversement ultime, que dans le feu de luttes longues et opiniâtres » (13).

C'est dès 1900 que Rosa avait écrit ces lignes, qu'elle avait formulé en réalité les premiers éléments d'une théorie des conditions subjectives nécessaires à une victoire révolutionnaire, alors que Kautsky reste accroché à l'examen des seules conditions objectives, allant

(12) Voir l'édition de « Le chemin du pouvoir », aux éditions Anthropos (Paris 1969), avec une présentation et des lettres en annexe qui éclairent cette triste affaire.

(13) Rosa Luxemburg: « Ausgewählte Reden und Schriften » (II page 136).

jusqu'à nier que le problème soulevé par Rosa existe ! Avec son instinct si fin pour la vie, les aspirations, la température et l'action des masses, Rosa souleva dès le débat de 1910 le problème-clé de la stratégie ouvrière du 20ème siècle, à savoir qu'il serait vain d'attendre une montée ininterrompue de la combativité des masses, et que si celles-ci sont déçues par le manque de résultats et de directives des directions, elles peuvent retomber dans la passivité (14).

Lorsque Kautsky affirme que le succès d'une grève générale « capable d'arrêter toutes les usines » dépend de l'organisation préalable de tous les ouvriers, il pousse la « primauté de l'organisation » jusqu'à l'absurde. L'histoire lui a donné tort et a donné raison à Rosa. Nous avons connu de nombreuses grèves générales qui ont pleinement réussi à paralyser toute la vie économique et sociale de nations modernes, alors que seule une minorité de travailleurs était organisée. La grève générale française de Mai 68 n'est que la dernière confirmation d'une vieille expérience.

Lorsque Kautsky oppose à Rosa que « les mouvements spontanés de masses inorganisés sont toujours incalculables » et pour cette raison dangereux pour un « parti révolutionnaire », il révèle une mentalité petite-bourgeoise de fonctionnaire qui s'imagine une « révolution » se déroulant selon un horaire de chemin de fer soigneusement mis au point. Rosa a mille fois raison de souligner, contre lui, qu'un parti révolutionnaire comme la social-démocratie russe et polonaise de 1905 se distingue précisément par sa capacité à comprendre et à saisir tout ce qu'il y a de progressif dans cette inévitable et salutaire spontanéité des masses, pour en concentrer l'énergie sur le dessein révolutionnaire qu'il a formulé et incarné dans son organisation (15). Il a fallu tout le conservatisme borné de la bureaucratie stalinienne pour reprendre contre Rosa l'accusation infondée que son analyse des processus révolutionnaires de 1905 accorde « trop de place » à la spontanéité des masses, « trop peu de place au rôle du parti » (16).

Si Rosa est coupable d'une « théorie de la spontanéité » (chose qui est loin d'être démontrée), ce n'est certes pas dans son

jugement sur le caractère inévitable d'initiatives spontanées des masses au cours d'explosions révolutionnaires — sur ce plan elle a 100 % raison —, ni dans une quelconque illusion qu'il suffirait de s'en remettre à cette initiative spontanée pour que la révolution triomphe ou, ce qui revient au même, pour que de cette initiative surgisse l'organisation qui conduira la révolution à la victoire, que pareille théorie se manifeste. Elle n'a jamais été coupable de ces enfantillages chers aux spontanistes d'aujourd'hui.

Ce qui donne à la « grève politique de masse » une place exceptionnelle dans le dessein de Rosa, c'est qu'elle y voit le moyen essentiel d'éduquer et de préparer les masses pour les collisions révolutionnaires à venir (mieux : de les éduquer et de créer les conditions propices pour qu'elles puissent parfaire cette éducation par leur action propre). Sans avoir élaboré une stratégie de revendications transitoires, elle avait tiré la conclusion de toute l'expérience passée qu'il fallait en finir avec la pratique quotidienne qui se résume dans les luttes électorales, les grèves économiques et la propagande abstraite « pour le socialisme ». La « grève politique de masse » était, pour elle, le moyen essentiel de dépasser cette routine.

Confrontation avec l'appareil d'Etat, élévation de la conscience politique de masse, apprentissage révolutionnaire, tout cela était visé en fonction d'une perspective révolutionnaire claire qui entrevoyait des crises révolutionnaires à échéance relativement courte. Si Lénine avait fondé le bolchevisme sur la conviction de l'actualité de la révolution en Russie, s'il n'a étendu cette notion au reste de l'Europe qu'après le 4 août 1914, c'est à Rosa que revient le mérite d'avoir la première conçu une stratégie socialiste fondée sur cette même imminence de la révolution, en Occident même, dès le lendemain de la révolution russe de 1905.

Qu'elle ait eu une vision réaliste — et hélas prophétique! — du rôle que l'appareil bureaucratique du mouvement ouvrier pouvait jouer dans une telle crise révolutionnaire, ressort de son discours au Congrès d'Iéna, dès septembre 1905 :

« Les révolutions antérieures, et notamment celles de 1848, ont démontré qu'au cours de situations

traditions, il n'est qu'un résultat de l'énorme somme d'éducation politique qui a été répandue pendant les deux dernières décennies par l'agitation social-démocrate souterraine des femmes et des hommes dans les couches de la classe ouvrière russe. En Russie comme dans le monde entier, la cause de la liberté et du progrès social est entre les mains du prolétariat conscient ». (8 février 1905 dans « Die Gleichheit ». « Ausgewählte Reden und Schriften » I page 216).

(16) Cf. la biographie de Rosa par Fred Oeissner, Dietz-Verlag, Berlin 1951, notamment pages 50-53.

(17) « Ausgewählte Reden und Schriften » I, page 245.

révolutionnaires, ce ne sont pas les masses qu'il faut freiner, mais les avocats parlementaires, pour les empêcher de trahir les masses » (17).

Après l'expérience amère qu'elle enregistra entre 1906 et 1910, ses paroles furent bien plus désabusées encore quand elle revint sur le même sujet en 1910 :

« Si la situation révolutionnaire vient à se déployer pleinement, si les vagues de la lutte se sont déjà élevées bien haut, alors il n'y aura aucun frein des dirigeants du parti qui pourra atteindre grand-chose, alors la masse écartera simplement ses dirigeants qui voudraient s'opposer à la tempête du mouvement. Cela pourrait se produire un jour en Allemagne. Mais je ne crois pas que du point de vue de l'intérêt de la social-démocratie, il soit nécessaire et souhaitable d'aller dans cette direction » (18).

## L'UNITE DE L'OEUVRE DE ROSA LUXEMBURG.

Dans le contexte du « grand dessein » de Rosa — amener la social-démocratie à abandonner la « vieille tactique éprouvée » et à se préparer aux luttes révolutionnaires qu'elle jugeait imminentes — l'ensemble de son activité acquiert une manifeste unité.

L'analyse de l'impérialisme ne correspond pas seulement à des préoccupations théoriques autonomes, bien que ces préoccupations aient été réelles (19). Elle a pour but de mettre à nu un des ressorts principaux de l'aggravation des contradictions au sein du monde capitaliste dans son ensemble, et au sein de la société allemande (européenne) en particulier. De même l'internationalisme n'est pas simplement conçu comme un thème propagandiste plus ou moins platonique, mais en fonction de deux exigences, celle concernant l'internationalisation progressive des grèves, et celle concernant la préparation du prolétariat à la lutte contre la guerre impérialiste qui vient. La campagne internationaliste systématique que Rosa a menée pendant 20 ans dans la social-démocratie internationale était fonction d'une perspective révolutionnaire et d'un choix stratégique, tout comme sa campagne pour la « grève politique de masse » et son analyse approfondie de l'impérialisme.

Il en va de même pour sa campagne anti-militariste et anti-monarchiste. Contrairement à une idée largement répandue, et que même des commentateurs favorablement disposés à l'égard de Rosa répètent quelquefois (20), la campagne anti-militariste de Rosa n'était pas seulement en rapport avec sa « haine » (ou sa « crainte » de la guerre), mais avec une compréhension précise du rôle de l'Etat bourgeois qu'il fallait abattre pour faire triompher une révolution socialiste. Dès 1899, elle écrit dans la *Leipziger Volkszeitung* :

« La puissance et la domination, tant de l'Etat capitaliste que de la classe bourgeoise, se concentrent dans le militarisme. De même que la social-démocratie représente le seul parti politique qui combat le militarisme pour des raisons de principe, de même cette lutte principielle contre le militarisme appartient à la nature même de la social-démocratie. Abandonner le combat contre le système militaire aboutirait en pratique à nier la lutte contre l'ordre social existant tout court » (21).

Et dans « Réforme ou Révolution », elle répétera l'an suivant de manière succincte, dans ses commentaires sur le service militaire obligatoire, que si celui-ci prépare les fondements matériels de l'armement général du peuple, il le fait « sous la forme du militarisme moderne, qui exprime de la manière la plus frappante la domination du peuple par l'Etat militariste, le caractère de classe de l'Etat ». Qu'on compare ces formules d'une clarté lumineuse, et on verra la distance qui les sépare, non seulement des élucubrations d'un Bernstein, mais encore de la phraséologie chère et choue de Kautsky sur la « démocratisation (sic) de l'Empire ».

On comprend dès lors quelle immense colère a du saisir Rosa quand elle vit les mêmes réformistes, qui lui avaient reproché de « risquer de verser le sang des ouvriers » par sa « tactique aventuriste » (22), faire verser le sang des ouvriers après août 1914 sur une échelle mille fois plus vaste, non pour leur propre cause, mais pour celle de leurs exploiters. C'est cette indignation qui lui inspira ses formules sévères : « la social-démocratie n'est plus qu'un cadavre puant », « les sociaux-démocrates allemands sont les scélérats les plus grands et les plus infâmes qui ont vécu dans ce monde » (23).

(14) *ibidem*, pages 325-326, 330. Il s'agit d'extraits d'un article paru dans la « Dortmund Arbeiterzeitung » et intitulé : « Was weiter ? »

(15) C'est une simple calomnie répandue par les stalinien (et « innocemment » répétée par les spontanistes d'aujourd'hui) que Rosa aurait attribué « tout le mérite » de la révolution de 1905 aux « masses inorganisées », sans mentionner le rôle du parti social-démocrate. Voici, parmi bien d'autres, une citation qui prouve le contraire : « Et même si, au premier moment, la direction du soulèvement a pu tomber dans les mains de dirigeants fortuits, même si le soulèvement peut être apparemment troublé par toutes sortes d'illusions et de

(18) « Theorie und praxis » (Neue Zeit, 1910, reproduit dans « Die Massenstreikdebatte », op. cit. page 231).

(19) Rosa écrit elle-même qu'en rédigeant son « Introduction à l'économie politique » elle s'était heurtée à une difficulté théorique lorsqu'elle voulut démontrer les entraves à la réalisation de la plus-value. De là son projet de rédiger « L'accumulation du Capital ».

(20) Notamment Antonia Grunenber, dans la Préface (« Einleitung ») à « Die Massenstreikdebatte » (op. cit. page 43), où elle affirme qu'à l'opposé de Kautsky et de Rosa, Pannekoek aurait formulé des conceptions

stratégiques sur la conquête du pouvoir, posant la question de la lutte contre le pouvoir d'Etat.

(21) « Ausgewählte Reden und Schriften » I page 47.

(22) *ibidem* page 245.

(23) Discours sur le programme prononcé par Rosa au congrès de fondation du KPD (« Der Gründungsparteitag der KPD », Europäische Verlagsanstalt, 1969, page 194). Son courroux était particulièrement fort lorsqu'après l'armistice de 1918 les chefs du SPD essayèrent d'utiliser les soldats allemands contre la révolution russe dans les pays baltes.

Même ses erreurs sont fonction du grand dessein qui domina sa vie. Si elle s'est trompée effectivement dans l'appréciation réciproque des bolcheviks et des mencheviks en Russie, si elle a combattu l'« ultra-centralisme » de Lénine, tout en approuvant le régime de fer ultra-centraliste que Léo Jogisches avait instauré dans son propre parti polonais clandestin (24), si elle était encline à faire trop confiance à l'éducation socialiste de l'avant-garde ouvrière, et à sous-estimer la nécessité de forger des cadres ouvriers capables de guider les masses plus larges, entrées spontanément en action au début de la révolution, si pour cette même raison elle a négligé la formation d'une tendance et d'une fraction de gauche organisée au sein du SPD dès 1906 (la formation d'un nouveau parti était impossible avant que la trahison des dirigeants ne se soit concrétisée par des actes compréhensibles aux masses ouvrières), ce qui a coûté cher au jeune Spartakusbund et au jeune KPD, qui dut sélectionner une direction en

(24) Tout récemment, Edda Werfel a fait paraître en Pologne la correspondance Rosa Luxemburg — Léo Jogisches, qui fournira d'importants matériaux supplémentaires pour étudier l'attitude pratique et théorique de Rosa sur la « question d'organisation », au sein de son propre parti polonais. On annonce une traduction partielle de cette correspondance en français aux Editions Anthropos et en allemand à la Europäische Verlagsanstalt.

plaine crise révolutionnaire au lieu d'avoir mis à profit la décennie précédente pour arriver à cette fin, c'est qu'elle était dominée par une méfiance croissante envers les appareils de fonctionnaires et de secrétaires professionnels, dont elle put juger les méfaits sur place, beaucoup mieux et beaucoup plus tôt que Lénine.

Lénine arriva aux mêmes conclusions que Rosa sur la social-démocratie allemande en 1914. Il en déduisit que ce qui est essentiel pour le prolétariat, ce n'est pas « l'organisation » tout court, mais l'organisation dont le programme et la fidélité pratique, quotidienne, à ce programme, garantissent qu'elle sera un moteur et non un frein au soulèvement révolutionnaire des masses. Rosa arriva à la même conclusion que Lénine quant à la nécessité d'une organisation séparée de l'avant-garde révolutionnaire en 1918, quand elle avait compris à fond qu'il était insuffisant de faire confiance à l'élan des masses ou à leur spontanéité pour briser le frein des fonctionnaires sociaux-démocrates dorénavant contre-révolutionnaires. Mais le mérite qui revient à Rosa dans l'élaboration du marxisme révolutionnaire contemporain est immense. Elle fut la première à avoir soulevé, et commencé à résoudre, le problème de la stratégie et de la tactique marxiste révolutionnaire en vue de faire triompher les soulèvements de masse dans des pays capitalistes hautement industrialisés.

25 février.

Ernest MANDEL.

# TROTSKY & ROSA LUXEMBURG

par Carlos Morgenstern

« De toutes les grandes figures du socialisme européen, personne n'était plus près de Trotsky que Rosa Luxemburg... (Isaac Deutscher, « Le prophète armé », page 249).

La social-démocratie a assassiné Rosa Luxemburg en 1919. Le stalinisme, dès 1925, voulait purger le Comintern de cette dangereuse « syphillis » (l'expression est de Ruth Fischer, dirigeante du PC allemand) qu'étaient les idées de Rosa. Trotsky, par contre, la mentionne en 1935 avec Lénine et Karl Liebknecht, comme les trois révolutionnaires dont se réclame la IV<sup>e</sup> Internationale en construction.

La communauté profonde entre Trotsky et Rosa Luxemburg, malgré toutes leurs divergences, est celle du marxisme révolutionnaire, du communisme internationaliste, dont ils ont été tous les deux les représentants authentiques et lucides. Elle est aussi la communauté du combat tragique et difficile contre cette excroissance pathologique du mouvement ouvrier qu'est la bureaucratie réformiste, combat qui leur a coûté la vie et qui a vu le triomphe provisoire des fossoyeurs de la révolution : Noske 1919, Staline 1940 ...

On sait que Trotsky et Rosa Luxemburg ne se sont vus que peu et rarement. Dans *Ma vie* Trotsky décrit l'impression que lui avait fait la personnalité de Rosa dans une de ces rencontres, le congrès du Parti Ouvrier Social-démocrate

(POSDR) en 1907 : « De petite taille, frêle, même malade, elle avait de nobles traits, de très beaux yeux qui rayonnaient d'esprit, et elle subjuguait par la virilité de son caractère et de la pensée. Son style, tendu, précis, implacable, restera à jamais le reflet de son âme héroïque ». Et il ajoute cette remarque où transparaît un regret significatif : « Je l'admiraient en observateur. Et pourtant il se peut qu'alors je ne l'aie pas suffisamment appréciée ... ».

En réalité, malgré cette carence de rapports personnels, il y a une remarquable similitude entre la vision du monde, la méthode, les visées stratégiques et les thèses politiques du jeune Trotsky et de Rosa. Ils sont semblables à la fois par leurs faiblesses, leurs erreurs et leurs intuitions géniales.

Au nombre des erreurs, la plus grave, la plus profonde est sans doute le refus de la théorie léniniste de l'organisation. Ici l'influence de Rosa sur le jeune Trotsky est visible; il prend même soin de la mentionner explicitement dans son pamphlet *Nos tâches politiques* comme un des dirigeants marxistes orthodoxes qui se sont prononcés contre le centralisme de Lénine (1).

(1) Cf Trotsky : « Nos tâches politiques », P. Belfond, page 161.

C'est d'ailleurs vers cette époque, 1904, que Trotsky a fait personnellement la connaissance de Rosa Luxemburg (cf. *Ma vie*, Gallimard, page 213). Dans une discussion avec Marceau Pivert en 1939, Trotsky reconnaît volontiers que dans cette brochure il défendait « des vues très proches de celles de Rosa Luxemburg », mais souligne que toute son expérience ultérieure lui a prouvé que « dans cette question, Lénine avait raison contre Rosa Luxemburg ainsi que contre moi » (cf. Annexe à *Nos tâches...* page 255). La grande erreur de Rosa et de Trotsky fut de ne pas savoir faire la distinction entre certaines formules unilatérales de *Que faire* et ce qui constituait le noyau essentiel de la théorie léniniste du parti : l'organisation stricte, rigoureuse et centralisée de l'avant-garde révolutionnaire, direction politique du prolétariat. Lénine, après la révolution de 1905, reconnaissait, dans une nouvelle préface à *Que faire?* (en 1907) que ce livre contenait quelques expressions « plus ou moins maladroites ou imprécises » (2). Par contre, il n'a jamais cessé de travailler, pendant 14 années, avec obstination et entêtement, contre vents et marées, à la construction de cette organisation d'avant-garde solide et trempée, ce « groupuscule » clandestin implanté dans les usines qui a permis, pour la première fois dans l'histoire, la victoire de la révolution prolétarienne : le parti bolchévik.

La racine de l'incompréhension de la théorie léniniste du parti, chez Rosa et chez le jeune Trotsky (qui se manifeste, au niveau politique concret, par leur position confuse et conciliatrice entre mencheviks et bolcheviks) se trouve dans ce qu'on pourrait appeler leur « catastrophisme révolutionnaire » : comme Kautsky et comme la plupart des marxistes « orthodoxes » de la II<sup>ème</sup> Internationale, Rosa et Trotsky croyaient, avant 1914, que l'écroulement du capitalisme était inévitable et

la victoire du prolétariat, irrésistible. Ce « fatalisme optimiste », cette foi naïve dans les « lois d'airain de l'histoire » est le fondement théorique de leurs conceptions organisationnelles semi-spontanéistes. Fondement qui a été évidemment très ébranlé par la faillite de la II<sup>ème</sup> Internationale en août 1914 : ce n'est pas un hasard si Trotsky commence, précisément à partir de la guerre mondiale, à se rapprocher des bolchéviks.

Cependant, l'erreur organisationnelle de Rosa et du jeune Trotsky contenait un « noyau rationnel » : bien plus tôt que Lénine, ils ont reconnu la menace d'autonomisation de l'appareil du parti, la tendance conservatrice d'auto-conservation de l'organisation (qui se transforme dans un but en soi), en un mot, le danger de bureaucratization (3). Rosa Luxemburg avait compris avant Lénine le caractère profondément bureaucratique réformiste de l'appareil du parti social-démocrate allemand et de son idéologue « marxiste orthodoxe » officiel, Karl Kautsky, tandis que le jeune Trotsky avait déjà en 1906, dans *Bilan et perspectives*, l'intuition que le conservatisme des partis sociaux-démocrates d'Europe (et celui d'Allemagne en particulier) pourraient devenir à un certain moment « un obstacle à la lutte directe du prolétariat pour le pouvoir » (4).

Par contre, là où l'intuition du jeune Trotsky et de Rosa s'est révélée dans toute sa grandeur, c'est dans la formulation, bien avant les thèses d'avril 1917 de Lénine, de la stratégie de la révolution permanente en Russie. Il semble que, par des voies indépendantes, les deux sont arrivés vers 1905-1906 à des conclusions semblables, à partir d'une analyse du sens de la révolution de 1905, qui était pour eux « moins une dernière ramification des vieilles révolutions bourgeoises qu'un premier

signe

avant-coureur de la nouvelle série des révolutions prolétariennes en Occident » (5). Au Congrès du Parti Ouvrier Social-démocrate Russe en 1907 (Londres) le discours de Trotsky sur la révolution permanente reçut l'entière approbation de Rosa et de Leo Jogisches; selon Trotsky, ce discours fut même la base d'un rapprochement entre eux et de sa collaboration dans le journal polonais de Rosa (*Prezeglad Socialdemokratyczny*) (6). D'autre part, à la conférence du POSDR de 1909, ce fut Rosa qui présenta et fit adopter par la majorité la formule « dictature du prolétariat soutenue par la paysannerie », qui était précisément le correspondant programmatique de la stratégie de révolution permanente et qui avait été lancée, pour la première fois, par Trotsky en 1905.

Ce n'est donc pas sans raison que Staline en 1931 mentionne Rosa parmi les « inventeurs » du « schéma utopique » (sic) de la révolution permanente, et décide dans sa bulle papale intitulée « Certains problèmes de l'histoire du bolchévisme » de l'excommunier à titre posthume pour péché d'hérésie trotskyste...

On se demande souvent comment pouvaient « coexister » dans la pensée du jeune Trotsky et de Rosa l'erreur organisationnelle avec la vérité stratégique. Il existe peut-être un rapport paradoxal entre les deux. Nous ne ferons ici qu'esquisser une hypothèse qui demande à être confirmée par des recherches plus poussées. La stratégie de la révolution permanente était articulée (avant 1917) autour de trois axes étroitement liés dans la pensée de Rosa et de Trotsky : le rôle hégémonique du prolétariat, la transcendance de la révolution démocratique en révolution socialiste, son extension en Europe occidentale, particulièrement l'Allemagne. Or, ces thèses étaient fondées sur les prémisses suivantes :

1) Une analyse remarquable des forces sociales en Russie et de la dynamique interne du processus révolutionnaire, d'après le modèle de 1905 (toutefois chez Rosa on trouve une

certaine sous-estimation du rôle de la paysannerie).

2) L'unité économique et, partant, politique de l'Europe (prémisse de leur conception erronée de la question nationale).

3) La spontanéité révolutionnaire du prolétariat européen qui, sous l'impulsion de la révolution russe, se soulèvera malgré et contre les partis sociaux-démocrates (prémisse de leur conception organisationnelle).

Les deux dernières prémisses étaient la base de leur espoir, ou mieux de leur certitude, d'une rapide extension de la révolution russe en Europe, qui était à leurs yeux la condition même du triomphe du prolétariat en Russie. Donc la stratégie de la révolution permanente était fondée à la fois sur des prémisses absolument correctes (analyse de la formation économique-sociale russe, par exemple dans *Bilan et perspectives* de Trotsky) et des prémisses fausses, celles-ci étant par ailleurs précisément la source de leurs erreurs politiques au sujet du parti et de la question nationale.

En vérité, comme Trotsky l'a reconnu plus tard, le prolétariat russe, soutenu par la paysannerie, a pu triompher et prendre le pouvoir sans une aide extérieure de la révolution en Europe Occidentale (il n'a pas pu bien entendu construire une société socialiste isolée en Russie). Les deux autres prémisses n'étaient donc nullement nécessaires pour le déroulement effectif de la transcendance de la révolution russe. On voit donc comment, à propos de chaque problème, « erreur » et « vérité » se trouvent enchevêtrées dans une combinaison complexe et contradictoire.

En 1917, Lénine devenait « trotskyste » (comme le disait, en se plaignant, Kamenev en avril 1917) et Trotsky, léniniste. Armé des thèses d'avril, le parti bolchevik menait, en octobre, le prolétariat russe au pouvoir. Quelques mois plus tard, dans son cachot allemand, Rosa Luxemburg écrivait un brouillon de brochure, dans lequel, tout en critiquant différents aspects de la politique des bolcheviks (question nationale, question agraire, dissolution de l'Assemblée Constituante, etc.) elle apportait son soutien enthousiaste à Lénine et Trotsky — ces deux noms étant, à ses yeux comme à ceux de tous les révolutionnaires de l'époque, absolument inséparables — et proclamait que « l'avenir

(2) Trotsky, dans son dernier écrit, Staline (1940), constate que Lénine a lui-même reconnu « le caractère unilatéral, et par conséquent erroné » de la théorie exposée dans *Que faire* sur l'introduction de la conscience révolutionnaire « du dehors » dans la classe ouvrière. Cf. Trotsky, Staline, Panther, vol.1, page 97.

(3) Cf. E. Mandel, « The Leninist theory of organisation », *International Socialist Review*, décembre 1970, page 35.

(4) Quant à Nos tâches politiques, Trotsky souligne en 1940 qu'il était « faux et manquant de maturité » dans sa critique de Lénine, mais ne contenait pas moins « une assez précise caractérisation du mode de penser des « comitards » de cette époque, qui avaient oublié de s'appuyer sur les ouvriers après qu'ils aient trouvé appui sur les « principes du centralisme »... » — comitards qui furent le premier embryon de la bureaucratie au sein du parti bolchevik, et contre lesquels Lénine dut constamment lutter. Cf. Trotsky, Staline Vol.1, page 102.

(5) R. Luxemburg, Grève générale, parti et syndicats, Spartacus, page 64.

(6) Trotsky, Permanent Revolution, New Park, London, page 94. Cf. aussi Trotsky, *Ma vie*, Gallimard, page 213 : « Au congrès de Londres... sur la question dite de la Révolution permanente », Luxemburg défendait la position de principe qui était aussi la mienne ».

appartient partout au bolchevisme ». A sa sortie de prison, grâce à la révolution de novembre 1918, Rosa décide de ne pas publier cet écrit, ayant changé d'avis sur plusieurs problèmes. Elle avait l'intention de remanier le texte, mais ce projet fut tragiquement interrompu par les bourreaux réactionnaires au service du social-démocrate Noske.

Trois mois après ce crime ignoble, Trotsky écrivait, dans le Premier Manifeste de l'Internationale Communiste (mars 1919) : « Nous communistes, unis dans la IIIème Internationale, nous nous reconnaissons les continuateurs directs des efforts et du martyr héroïque acceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ».

\*\*\*

Ce n'est qu'en 1932 que Trotsky va « redécouvrir » Rosa. L'occasion lui est, pour ainsi dire offerte par Staline qui, dans l'article mentionné ci-dessus (« Certains problèmes de l'histoire du bolchevisme »), accusait Rosa de capitulation envers l'opportunisme parce qu'elle n'avait pas, au contraire de Lénine, rompu avec Kautsky avant 1914. Trotsky détruit sans difficulté la falsification malhonnête, en utilisant entre autres la célèbre lettre de Lénine à Chliapnikov, du 27 octobre 1914 : « Je hais et déteste maintenant Kautsky plus que tous les autres... R. Luxemburg avait raison, elle qui comprit il y a longtemps que Kautsky n'était qu'un... laquais de la majorité du parti, de l'opportunisme » (souligné par Trotsky).

Conclusion de Trotsky : « Si l'on prend les divergences entre Lénine et Rosa Luxemburg dans leur ensemble, la vérité historique, c'est incontestablement que Lénine avait raison. Mais cela n'exclut pas que dans certaines questions, à des périodes données, Rosa Luxemburg ait eu raison contre Lénine » (7).

Il revient sur ce problème en 1935, dans l'article « Rosa Luxemburg et la IVème Internationale », pour souligner que « Rosa Luxemburg a compris et commencé à combattre beaucoup plus tôt que Lénine le rôle de frein de l'appareil ossifié du parti et des syndicats ». Il montre comment dans la mesure

où elle opposait la spontanéité des actions de masse à la politique conservatrice, routinière et bureaucratique de la social-démocratie allemande, surtout après 1905, « cette opposition avait un caractère tout à fait révolutionnaire et progressiste » (8).

En réalité, Trotsky « redécouvre » Rosa dans sa lutte contre le stalinisme, qui le rend particulièrement sensible à la dimension anti-bureaucratique de l'œuvre de Rosa, dirigée moins contre Lénine (n'en déplaise à certains anti-léninistes qui veulent se réclamer du luxemburgisme) que contre ce qui constituait à son époque la principale machine bureaucratique du mouvement ouvrier international : l'appareil dirigeant du Parti social-démocrate allemand. Bureaucratie contre laquelle elle lutta toute sa vie et qui fut responsable de sa mort en 1919.

Trotsky « redécouvre » donc Rosa Luxemburg au fur et à mesure que s'aggrave le degré de déformation et de dégénérescence bureaucratique du PCUS et de l'URSS. En 1932, au cours de sa lutte contre le centrisme stalinien, Trotsky, à travers la polémique contre l'article calomnieux de Staline, « réhabilite » et met en évidence Rosa, critique du centrisme opportuniste de Kautsky. En 1935 il souligne l'opposition de Rosa aux « philistins du conservatisme bureaucratique », aux « appareils encroûtés de réformisme » de la IIème Internationale. Or, il y a une ressemblance profonde entre les partis communistes de 1935, formellement marxistes, parlementairement oppositionnels, verbalement révolutionnaires, mais en réalité réformistes et « modérés », et la social-démocratie allemande d'avant 1914. C'est cette ressemblance (qui ne signifie pas identité), cette problématique commune qui explique l'intérêt renouvelé de Trotsky pour Rosa, et la compréhension qu'il avait de son propre combat comme la continuation du combat de Rosa Luxemburg.

A cette différence près que Trotsky, après 1917, avait définitivement incorporé à son système théorique les acquis essentiels de la conception léniniste du parti. Et que, par conséquent, sa défense de Rosa Luxemburg n'était pas sans réserves et restrictions.

(7) Trotsky, « Bas les pattes devant Rosa Luxemburg », in *Ecrits I*, page 326.

(8) Trotsky, Annexe à nos tâches politiques, page 250.

Ces réserves ont pour objet par exemple, la brochure de 1918 sur la Révolution russe, dont il relève les erreurs, notamment sur la question nationale, tout en soulignant que Rosa Luxemburg n'avait pas voulu publier cet écrit (9).

Mais, évidemment, la principale restriction que Trotsky fait en 1935 à Rosa se situe dans la sphère des questions organisationnelles, où se trouvent les principales « insuffisances » de sa pensée. Son jugement à ce sujet est à la fois critique et nuancé :

1) « Dans la conception historico-philosophique du mouvement ouvrier de Rosa, la sélection préliminaire de l'avant-garde, par rapport aux actions de masse à attendre, n'a pas trouvé son compte. »

2) « Rosa avait parfaitement raison contre les philistins, les caporaux et les crétins du conservatisme bureaucratique ». La théorie de la spontanéité de Rosa était une arme salutaire contre l'appareil réformiste social-démocrate. Elle ne devenait fautive et négative qu'en se tournant parfois contre le travail entrepris par Lénine dans le domaine de la construction du parti révolutionnaire en Russie.

3) Toute l'histoire du mouvement ouvrier européen et en particulier allemand, de 1919 à 1935, est un argument accablant contre la théorie de la pure spontanéité des masses : aujourd'hui, plus que jamais, la situation mondiale est déterminée par la crise de direction du prolétariat.

4) Cependant, au contraire de certains soi-disant « luxemburgistes » — Trotsky mentionne entre autres le Spartacus français et Jakob Walcher du SAP allemand (plus tard rallié au stalinisme en RDA !) — Rosa n'avait jamais érigé la spontanéité en un « système

métaphysique achevé ». Elle était trop réaliste dans le sens révolutionnaire pour ne pas s'appliquer à éduquer et organiser l'aile révolutionnaire du prolétariat. C'est ce qu'elle fit en Pologne, où elle bâtit « une organisation indépendante très rigide », et en Allemagne, après la révolution de novembre 1918, quand elle « a entrepris avec passion le travail de rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire ».

5) En outre, tout porte à croire que pendant les derniers mois de sa vie « elle se rapprochait de jour en jour des idées de Lénine, rigoureusement équilibrées d'un point de vue théorique, sur la direction consciente et la spontanéité » (10).

\*\*\*

La « morale de l'histoire » pour Trotsky : Rosa Luxemburg est un « drapeau de la révolution mondiale », qu'il faut défendre contre les calomnies stalinienne afin de le « transmettre dans toute sa splendeur et son haut pouvoir d'éducation... aux jeunes générations du prolétariat ». Par conséquent, « si l'on laisse de côté ce qui est accessoire et déjà surmonté par l'évolution, alors nous avons pleinement le droit de mettre notre travail pour la IVème Internationale sous le signe des « 3 L », c'est à dire non seulement sous celui de Lénine, mais encore sous celui de Luxemburg et de Liebknecht » (11).

Par cette proclamation solennelle Trotsky renoue, au-delà des falsifications et des mensonges stalinien, avec la tradition de la IIIème Internationale qui avait décidé, après la mort de Lénine en janvier 1924, de commémorer tous les ans en janvier le jour des « 3 L ». Mais il ne s'agit pas pour Trotsky d'une réhabilitation formelle; il s'agit de récupérer pour l'avant-garde révolutionnaire l'héritage précieux que constitue la pensée de Rosa Luxemburg. Parce que cette pensée, quelles qu'aient pu être ses éventuelles erreurs ou insuffisances, appartient pour l'essentiel à l'arsenal du communisme révolutionnaire internationaliste.

Rosa Luxemburg nous appartient !

(9) Il est certain que Rosa Luxemburg, à la lumière de l'expérience révolutionnaire allemande de 1918 a modifié sa position au sujet de l'Assemblée Constituante russe (dont elle avait critiqué la dissolution par les bolcheviks) puisqu'elle prône, en Allemagne, le pouvoir aux Soviets en opposition à l'Assemblée Constituante convoquée par la social-démocratie au pouvoir. Quant à la question agraire, son attitude est déjà plus nuancée et réaliste dans la lettre qu'elle a écrit au communiste polonais Warski au début décembre 1918. Cf. A. Warski, Rosa Luxemburg Stellung zu den taktischen Problemen der Revolution 1922, page 7.

(10) Trotsky, « R.L. et la Q.I. », pages 250-252.

(11) *Ecrits I*, pages 330-331, « R.L. et la Q.I. », Annexe à Nos tâches, page 253.

# ROSA CONTRE L'ULTRAGAUCHISME

par Sami

L'œuvre de Rosa se présente sous le signe de la critique révolutionnaire. Elle porte la marque d'une vaste intelligence, du souffle puissant de la création théorique, de la passion ardente pour le but communiste. Elle ne témoigne pas seulement avec vivacité d'une certaine période historique, elle est aussi l'exemple d'une lecture originale de Marx et d'une pratique révolutionnaire du marxisme. Les découvertes théoriques et les erreurs, les intuitions géniales et les tâtonnements prudents de Rosa doivent être analysés dans cette perspective. Rosa s'est trompée sur la question nationale, sur l'appréciation de l'organisation léniniste, sur l'accumulation du capital, sur la « terreur » révolutionnaire. Mais elle était « un aigle » comme le dit Lénine. Ses erreurs se situaient toujours sur le champ du marxisme révolutionnaire, elles étaient toujours tissées à partir de la visée de classe du prolétariat. Sa pratique politique servait de correctif à ses méprises théoriques. C'est bien le point de vue de Trotsky; il écrit à propos de la conception luxembourgeoise de la spontanéité: « Elle (Rosa) était trop réaliste dans le sens révolutionnaire pour dégager des éléments de sa théorie de la spontanéité un système métaphysique achevé. Pratiquement, répétons-le, elle savait cette théorie à chacun de ses pas » (1). De cette constatation ne résulte pas forcément une adhésion aveugle à la totalité

de sa pratique politique, ni à tous ses silences tactiques. Elle n'eut pas une position assez « tranchante », en 1916, à l'égard du centrisme de la social-démocratie allemande, Trotsky le précise contre l'école stalinienne de la falsification qui voulait faire de Rosa l'apologiste du centrisme (2). Par là il nous enseigne que la défense de Rosa ne passe pas nécessairement par l'approbation de ses erreurs. Procéder ainsi, c'est être fidèle à Rosa; c'est réaffirmer et prémunir son œuvre contre les ambitions annexionnistes de la falsification bureaucratique. La tâche des marxistes révolutionnaires ne consiste pas seulement à réhabiliter Rosa comme théoricienne et dirigeante du mouvement ouvrier, il faut encore éviter les récupérations faciles, les viols de sépulture. Contre le dogmatisme, contre le simplisme ultra-gauche, contre vents et marées!

Depuis Mai 68, de nombreux groupes, incapables de saisir la spécificité du stalinisme, tentent de réactualiser Rosa en l'opposant à Lénine. Cette manœuvre n'est pas une innovation. Depuis la dégénérescence du premier Etat ouvrier, elle est constante dans le mouvement ouvrier international. Il est normal qu'en période de crise accentuée du capitalisme et de la bureaucratie, les protagonistes d'un prétendu « luxemburgisme » redoublent d'ardeur. Le malheur, c'est que leurs soubresauts sont voués à l'échec. Il n'y a pas dans Rosa de quoi accréditer d'un point de vue d'organisation une alternative au modèle léniniste.

Sur ce point particulier, et fondamental, Rosa peut fournir non un modèle

d'organisation théoriquement élaboré, mais seulement une grille critique contre la démarche léniniste. C'est la raison pour laquelle le « luxemburgisme » a vécu historiquement non en tant que mouvement organisé mais comme courant intellectuel dans des cénacles dont la principale activité est de secréter une idéologie purgative et anti-organisationnelle déployée à coup de citations tronquées. A l'époque de la décadence conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie ouvrière, redécouvrir la pensée de Rosa, développer concrètement ses positions politiques, ne peut être l'œuvre d'intellectuels attardés, de spécialistes de la théorie, de maniaques de la citation. Ces tâches historiques ne seront assumées qu'au travers d'une intervention quotidienne dans le champ politique et une pratique théorique commandées par un projet stratégique cohérent, donc organisationnel. Car c'est dans la lutte des partis, dans la lutte d'organisation, qu'il est possible de fournir aux masses l'expérience d'une ligne et à l'avant-garde la vérification de certaines thèses. Dans sa lutte contre la bureaucratie stalinienne et la bourgeoisie mondiale, la IVème Internationale, même réduite pendant des années à un poignée de militants, peut effectivement prétendre à la fidélité révolutionnaire envers Rosa. Que les sectes s'esclaffent, qu'elles s'insurgent, qu'elles crient au détournement! Les militants qui construisent aujourd'hui l'organisation révolutionnaire, internationale et nationale, contre les trahisons réformistes, contre la répression capitaliste, sont dans la lignée des spartakistes de 1918 et de Rosa. Les détracteurs du léninisme au nom d'un « luxemburgisme » de contrebande combattent en fait la renaissance du marxisme révolutionnaire. Le marxisme vivra! Rosa sera toujours pour nous comme pour Trotsky et Lénine « le drapeau de la révolution prolétarienne mondiale »!

## FAILLITE ET REVOLUTION.

### A) La révolution socialiste contre le réformisme :

En 1914, la social-démocratie a détourné le mouvement ouvrier de ses objectifs fondamentaux; elle l'a dévoyé, elle a failli le perdre. Au lieu de profiter de la crise de l'impérialisme mondial, de transformer la guerre impérialiste en guerre civile, d'écraser sa propre bourgeoisie pour tendre les mains aux prolétaires d'autres pays, la social-démocratie occidentale s'est rangée aux côtés des bouchers de l'humanité, des satrapes de l'exploitation de classe. La social-démocratie allemande ouvrait cette marche funèbre. Seule une poignée de révolutionnaires, rompue à la clandestinité et aux luttes de masse, s'attaqua par le flanc au capitalisme : ce fut le parti bolchevik. Pendant que les canons usaient leurs obus, le parti de Lénine et de Trotsky décrétait la dictature du prolétariat et le pouvoir des soviets. Pour les marxistes révolutionnaires européens, c'était là un des seuls résultats positifs de la guerre; ils n'hésitèrent pas à opposer la révolution russe à la trahison social-démocrate. « La révolution russe est le fait le plus prodigieux de la guerre

mondiale... Lénine, Trotsky et leurs amis ont les premiers, par leur exemple, ouvert la voie au prolétariat mondial, ils sont jusqu'à présent encore les seuls qui puissent s'écrier comme Hutten: J'ai osé!... En ce sens, l'avenir appartient partout au bolchevisme ». Telles sont les constatations par lesquelles Rosa ouvre et clôt sa brochure *La révolution russe*. Les exégètes d'un luxemburgisme déguenillé voient dans cette brochure un acte d'accusation contre la « terreur » bolchévique, elle est en vérité le premier grand document dans lequel est soulignée la portée universelle de l'expérience d'Octobre. La portée de cette expérience sera réaffirmée avec insistance dans le *Discours sur le Programme*, prononcé au Congrès de Spartakus en 1918.

Dès 1915, dans la brochure de Junius, Rosa insiste sur la portée politique et économique de la guerre. Dès cette époque, ayant soumis la social-démocratie allemande à une critique vigoureuse, elle insiste sur ce que cette période historique a d'original: « Ce qui est en cause actuellement, c'est tout le dernier chapitre de l'évolution du mouvement ouvrier moderne au cours de ces 25 dernières années.

Ce à quoi nous assistons, c'est à la critique et au bilan de l'œuvre accomplie depuis près d'un demi-siècle » (3).

Autrement dit, l'ère du réformisme, des compromis de classes, du programme minimum, est révolue. La période ouverte par la guerre est l'heure.

« Le socialisme est devenu une nécessité historique » s'écrie-t-elle, en 1918, au Congrès de Spartakus. « Le socialisme est devenu une nécessité » répète-t-elle « non seulement parce que le prolétariat ne veut plus vivre dans les conditions matérielles que lui préparent les classes capitalistes, mais aussi parce que, si le prolétariat ne remplit pas son devoir de classe en réalisant le socialisme, l'abîme nous attend tous tant que nous sommes » (4) Le mot d'ordre lapidaire « socialisme ou barbarie » traduit le dilemme tragique devant lequel le prolétariat mondial est placé. Pour y répondre, Rosa construit l'avant-garde révolutionnaire: elle fonde le parti communiste allemand. Mais cette interrogation inquiète n'était pas particulière à la situation du prolétariat allemand. Elle résultait d'une donnée objective internationale:

la croissance de l'impérialisme peut entraîner dans le gouffre des guerres successives le prolétariat européen et accentuer le servage des peuples coloniaux. Ce n'est donc nullement un mot d'ordre conjoncturel: c'est plutôt une appréciation historique et stratégique. C'est pourquoi Lukacs reformulera la même idée quelques années plus tard, en interrogeant lucidement l'œuvre de Lénine: « L'heure est-elle venue où le prolétariat doit accomplir, sous peine de disparaître, sa mission de transformation du monde? » (5). Préoccupation déjà inscrite en creux dans l'amendement (6) sur le militarisme que Lénine

(3) « La crise de la social-démocratie », page 56.

(4) Discours sur le programme, Congrès de la Ligue Spartakus 1918-1919. (Cahiers Spartakus, page 72).

(5) Lukacs: « Lénine », page 65.

(6) Cf. Lénine: Oeuvres, tome XII, page 92.

(1) Trotsky: « Rosa Luxemburg et la IVème Internationale » dans « Nos tâches politiques » page 251.

(2) Trotsky: Ecrits, tome I page 323.

et Rosa proposent en commun au Congrès de la IIème Internationale en 1907. Dominée par des partis centristes, chauvins et opportunistes, cette organisation s'est montrée incapable de donner un contenu concret à cet amendement en craignant de transformer la guerre bourgeoise en guerre pour la chute de la bourgeoisie européenne. Elle fit faillite. Mais sa faillite était aussi celle du mouvement ouvrier. La crise du mouvement prolétarien n'est que la crise de sa direction politique.

La Révolution d'Octobre, la Commune de Berlin de 1918, entamaient une phase historique nouvelle : Celle de la révolution socialiste mondiale. Les soviets d'ouvriers et de soldats apparaissent comme l'acquis principal de la révolution bolchévique; dans tous ses discours et ses articles, de 1917 à sa mort, Rosa développe cette idée. Ce qui distingue la révolution socialiste de la révolution bourgeoise, c'est justement la création de ces organes de lutte. « C'est justement en cela, dit Rosa, que consiste le lien d'unité internationale de notre marche, c'est là le mot de ralliement qui distingue notre révolution de toutes les révolutions bourgeoises qui ont précédé » (7). Que la révolution socialiste doive être mondiale et toujours déployée par le biais des conseils, ces deux principes ont pour Rosa une valeur stratégique. La crise révolutionnaire de 1918 en Allemagne inscrit dans la réalité l'existence des soviets, le rôle du prolétariat est de multiplier partout ces organes. Mais son avant-garde doit savoir mesurer l'espace qui sépare une situation de double pouvoir d'une situation de pouvoir prolétarien effectif et unique. Elle doit se conformer aux vicissitudes du terrain, au développement complexe des rapports de force; elle doit éviter les provocations et l'aventurisme, elle doit être un pas en avant mais jamais de l'autre côté des masses. C'est pourquoi, contre les courants ultra-gauche du Spartakusbund (Lange, Frölich, etc.), en pleine crise révolutionnaire, Rosa demande que le Parti communiste allemand utilise aussi l'Assemblée nationale que les centristes de la social-démocratie appellent de leurs vœux.

« Parlementarisme ! Légalisme ! » dira-t-on. Il faut se donner les moyens de sa politique, répond Rosa, envisager toutes les éventualités tactiques, « y compris d'utiliser révolutionnairement l'Assemblée Nationale si elle se constitue » (8). La politique révolutionnaire ne relève pas du sentiment, pas plus que du désir. Elle doit fermement s'attacher à dénouer en faveur de la victoire socialiste le rapport de force qui répugne aux hésitations et compromissions, justement parce qu'il traduit toujours un degré de politisation plus ou moins élevé des masses en lutte. Dans cette conjoncture historique précise, Rosa sait que les masses croient encore aux promesses de la social-démocratie traître, elle sait que son parti est minoritaire, elle sait que la direction des soviets appartient à la droite syndicale, elle sait que la situation objective est mûre pour la révolution mais non les conditions subjectives. Toute illusion aventuriste mènerait inévitablement à la défaite du prolétariat; pour

dire la vérité aux masses, il faut encore la reconnaître soi-même. « Il n'est rien qui ne soit plus nuisible à la révolution, rien qui lui soit plus utile que la vérité pure et claire » (9). Dans la démarche de Rosa, cette critique est dirigée contre les illusions unitaristes de la droite du Spartakusbund comme par rapport au sectarisme de l'ultra-gauche. La politique révolutionnaire ne relève pas des mathématiques élémentaires, elle procède par équations algébriques. Ici Rosa confirme l'argumentation que Lénine postule dans la *Maladie Infantile* « Le doctrinarisme de droite s'entête à n'admettre que les formes anciennes, il a fait complètement faillite, n'ayant pas remarqué le nouveau contenu. Le doctrinarisme de gauche s'obstine dans la négation absolue d'anciennes formes déterminées, sans voir que le nouveau contenu s'ouvre un chemin à travers toutes les formes possibles et imaginables » (10). Autrement dit, la clé centrale de toute pratique révolutionnaire réside dans l'entre-deux qui mesure ces déviations et ces excroissances. Elle demeure cachée sous la nappe de l'apparence. L'utilisation concrète de la dialectique marxiste dans l'analyse l'appréciation juste du poids des formes d'organisation sur la conscience et la connaissance du degré d'adéquation ou d'inadéquation de la conscience par rapport à ces formes, sont seules à rendre conséquente et possible l'intervention de l'avant-garde révolutionnaire. Mais si une situation politique n'est jamais statique, à plus forte raison une situation révolutionnaire. Ce rapport de dépendance entre la forme et le contenu dont Lénine souligne l'importance est dynamisable dans une perspective révolutionnaire seulement à condition qu'une force organisée et consciente y intervienne. A méconnaître la dialectique des rapports de l'objectif et du subjectif dans la lutte politique, on ne peut verser que dans deux attitudes apparemment opposées: l'opportunisme de droite ou le gauchisme opportuniste. La pratique boucle en un même lien leurs communes erreurs.

### L'ULTRA-GAUCHISME : PANNEKOEK, GORTER.

Pour Rosa, la nouvelle phase historique déclenchée par la crise impérialiste et la trahison social-démocrate entraînait essentiellement, du point de vue des tâches programmatiques de l'avant-garde, l'abolition et l'abandon de l'opposition tactique entre programme minimum et programme maximum. C'était là une détermination politique qui résultait directement de l'aggravation des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste. Si la révolution socialiste est à l'ordre du jour, comme elle le soutient dans le *Discours*, alors cette tâche ne peut plus être médée dans la lutte que par la réhabilitation de lambeaux programmatiques que la social-démocratie réformiste a fournis pendant des années comme des restes au mouvement ouvrier. « Il n'y a pas maintenant

de programme minimum ni de programme maximum; le socialisme est un et indivisible; et c'est là le minimum que nous avons à réaliser aujourd'hui » (11). L'action de l'avant-garde doit donc se faire dans le sens du dépassement radical de la situation existante parce que la prise du pouvoir politique est devenue imminente. La situation objective est grosse d'une révolution socialiste. « Ce n'est que lorsque la révolution est devenue la question du jour, écrit Lukacs, que la question de l'organisation révolutionnaire fait irruption avec une nécessité impérieuse dans la conscience des masses et de leur porte-parole théoriques » (12). C'est la raison pour laquelle Rosa crée le parti communiste, en vue de remporter l'adhésion consciente des masses dans tous les soviets et cela sur le programme de l'avant garde spartakiste. En 1917, de février à octobre, le parti bolchevik ne s'est pas acquitté d'une autre tâche. En 1918, Rosa l'assigne au parti communiste qu'elle vient de créer. Cette compréhension de la révolution à faire évite à Rosa les errements et le « jusqu'au boutisme » que le parti communiste allemand connaîtra comme une tentation constante, et dont l'ultra-gauchisme sera l'illustrer représentant.

Pannekoek passe pour être un penseur dont Lénine parle élogieusement dans *L'Etat et la Révolution* et qu'il critique sévèrement dans la *Maladie infantile*. Gorter est plus connu comme poète du communisme; Lénine l'a immortalisé non pour ses vers mais par les sarcasmes condescendants qu'il lui prodigue.

Aujourd'hui le courant dit luxemburgiste utilise leurs écrits pour combattre le léninisme. Collectionnant les échantillons de toutes les polémiques déployées pendant un demi-siècle contre Lénine, ce courant les remet sur la table à chaque fois que l'occasion s'en présente. Dans la rééditation de ces reliques sacrées, réconfortantes pour les bonnes âmes libertaires, les *Cahiers Spartakus* détiennent une position centrale. C'est ainsi qu'ils viennent d'apporter leur dernière contribution au développement de l'intelligence humaine en éditant *Lénine philosophe* de Pannekoek. Edition d'unement quadrillée entre une préface de Paul Mattick où l'on enseigne que « la lutte de Lénine contre l'ultra-gauche » était le premier symptôme des tendances « contre-révolutionnaires » du bolchévisme... » (23) et une post-face de Karl Korsch où il répète lourdement la métaphysique de *Marxisme et Philosophie*. Les commentateurs de Pannekoek tiennent à insinuer que son œuvre continue en la déployant la conception luxemburgienne de la révolution, notamment en ce qui concerne la question des conseils ouvriers. La démarche consiste en un « élargissement » des thèses de Rosa vers Pannekoek et vice-versa. Rien n'est plus problématique ! Il faut en effet rendre cette justice à Pannekoek que nulle part dans ses écrits il ne se réclame fondamentalement de Rosa. Comme Gorter, il représente un courant spécifique au sein du mouvement ouvrier, le courant ultra-gauchiste que Rosa a combattu en

son temps. Mais cela ne gêne en rien les mauvais préfateurs des *Cahiers Spartakus* qui leur trouveront toujours une inspiration commune...

La démarche théorique de Pannekoek a historiquement évolué dans le sens d'une régression. Dans une brochure écrite en 1936, *Partei und Arbeiterklasse* (24), il soutient que la fonction de l'avant-garde est historiquement périmée, qu'elle ne saurait constituer qu'un facteur réactionnaire dans la lutte des classes. Cette thèse est fondée à partir d'une analyse de la situation historique, dont la caractéristique principale est le déclin de la domination économique du capitalisme. C'est pourquoi, selon Pannekoek, « la forme d'organisation en syndicat et parti, originaire de la période du capitalisme ascendant, ne présente plus la moindre utilité » (13).

Il en résulte pour le mouvement ouvrier la tâche centrale de constitution de conseils, seules formes d'organisation historiquement viables « Les vieilles formes d'organisation, syndicats et partis politiques, et la nouvelle forme des conseils (soviets) appartiennent à des phases différentes de l'évolution sociale et ont des fonctions tout aussi différentes. Les premières avaient pour fonction d'affermir la situation de la classe ouvrière à l'intérieur du système capitaliste et sont liées à sa période d'expansion. La seconde a pour but de créer un pouvoir ouvrier, d'abolir le capitalisme et la division de la société en classes; elle est liée à la période du capitalisme en déclin » (14). Cette conception mécaniste et arbitraire délimite deux périodes historiques qui manifestent une simple succession dans le temps. Elle est horizontale; elle procède d'une analyse de surface du champ politique. Elle justifie le réformisme de la social-démocratie d'avant guerre, et elle constitue le socle théorique de l'ultra-gauchisme. Elle joint ainsi les deux bouts de la chaîne. En fait, s'il est vrai que la décadence du capitalisme crée les conditions objectives pour l'irruption des organisations spécifiques de la classe, elles ne sauraient encore être viables qu'en situation de dualité de pouvoir. Ces organes ne sont pas de nouvelles formes qui tendraient à se substituer aux partis politiques, ils sont, comme Lénine le répète inlassablement, « un nouvel appareil d'Etat ». C'est là leur mission historique fondamentale. Pannekoek qui les considère seulement comme des organes de combat est en-deca de la réalité. En 1920 déjà, dans la *Maladie infantile*, Lénine s'acharne contre l'aveuglement de « Harper » (Pannekoek). Il ne comprend pas, écrit Lénine, qu'une période historique de crise du système ne se mue pas par ses seuls attributs en crise révolutionnaire; il ne comprend pas que les conseils sont incompatibles avec ce système en tant que formes permanentes de lutte; que leur viabilité est conditionnée par la paralysie d'abord et la mort finale du capitalisme. Cette méconnaissance de la nature et du rôle des conseils a pour revers une conception

(11) *Discours*, page 73.

(12) Lukacs: « Histoire et conscience de classe », pages 335-336.

(23) Pannekoek: *Lénine philosophe*, page 11. Editions Spartakus.

(24) Cf. Pannekoek et les conseils ouvriers, par Serge Bucianer (ED).  
(13) Cf. Pannekoek et les conseils ouvriers, par Serge Bucianer (ED), page 273.  
(14) Ibidem: page 274.

(7) *Discours*... : pages 74-75.  
(8) *Discours* : page 82.

(9) *Discours* : page 77.  
(10) Lénine: *Oeuvres*, tome XXXI, page 100.

pré-critique de la question de l'organisation dans l'œuvre de Pannekoek. Dans sa période « orthodoxe », en 1909, Pannekoek écrit *Die taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung*. Il y défendait alors à coup de griffes la nécessité de l'organisation prolétarienne. Mais, même à cette époque, une bévée théorique essentielle marque sa conception de l'organisation. Celle-ci y est considérée comme l'aboutissement logique de degrés de conscience se succédant dans le temps et résultant de la clarification politique que le prolétariat acquiert par ses luttes quotidiennes : « La lutte de classe du prolétariat se développe peu à peu. Elle part de la rébellion des ouvriers d'une usine quelconque que leurs intérêts ne s'opposent pas fortuitement à ceux de l'entrepreneur, mais qu'il s'agit en réalité d'un conflit permanent. Ils prennent alors conscience du fait qu'ils constituent une classe particulière; leur vision s'étend à toute la classe. Du même coup, la lutte passe sur le terrain politique où se déroule l'affrontement général entre les classes » (15).

En fait, cette argumentation confond deux formes d'organisation de la classe : le parti et le syndicat. L'ordre dont relève la lutte économique n'est pas identique à celui où s'articule la bataille politique. Cette dissemblance n'est cependant pas la manifestation de l'opposition radicale entre ces deux niveaux. En vérité, l'ordre du politique où intervient le parti est l'achèvement conscient de tous les problèmes sociaux mais intégrés dans une perspective historique qui transcende les intérêts des masses pour les soumettre à ceux du prolétariat comme classe. Le schéma de Pannekoek est plausible pour le surgissement des formes d'organisation dans l'arène économique (syndicats), mais non pour le parti politique. Cette vision confuse et simpliste n'est pas particulière à Pannekoek. On la décèle également chez Rosa, pour laquelle l'organisation est un produit de la lutte des classes. Pannekoek et Rosa considèrent que le terrain politique existe d'emblée, ils ne comprennent pas que les classes n'existent pas politiquement en dehors des partis qui les représentent. Ils considèrent que l'organisation procède d'un déterminisme économique situé dans la structure du capital, mais ils oublient de différencier le niveau économique du niveau politique. Ils réduisent en fait la lutte des classes à un affrontement travail-salariat, ouvrier-patron, ils ne voient pas que l'existence de l'État capitaliste modifie le problème. C'est pourquoi Rosa comme Pannekoek confondent masses et prolétariat sans voir que leur statut est fondamentalement différent non seulement au niveau économique mais aussi et surtout au niveau politique.

En fait, l'organisation révolutionnaire de classe n'est pas le procès cohérent des luttes partielles, ni la systématisation corrosive de revendications éparpillées, ni la synthèse bariolée d'actions émietées. Selon Lukacs, l'organisation du prolétariat en parti révolutionnaire distinct ne peut être déployée énergiquement qu'à partir d'une théorie de la

révolution. C'est encore le sens de la fameuse boutade de Lénine : « pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire ». Le niveau dont relève le parti révolutionnaire manifeste donc, du point de vue du prolétariat, une connaissance totale et scientifique des rapports sociaux et de leurs conséquences économiques, politiques et idéologiques. Lénine s'est usé à construire le modèle théorique et pratique d'une telle organisation. Pannekoek fournit tout au plus un compte-rendu de la psychologie ouvrière, sur fiches numérotées en « moments » et « achèvements ».

Les divergences théoriques entre Pannekoek et Lénine trouvent leur systématisation la plus rapide chez Gorter. Dans sa *Réponse à Lénine*, Hermann Gorter réplique contre la *Maladie infantile* en invoquant Pannekoek. De celui-ci, il retient l'idée de la pérennité des soviets à l'époque du déclin du capitalisme sans que le pouvoir d'État de la bourgeoisie ne soit déjà vaincu. Cette thèse avait été formulée par Pannekoek dès la fin de la guerre de 1914. Mais cet emprunt théorique est secondaire dans la problématique de Gorter.

Sa *Réponse* est articulée centralement contre la thèse de Rosa selon laquelle l'évolution organique du mode de production capitaliste entraîne irréductiblement la disparition des couches intermédiaires. Pour Rosa, cette épurative progressive de la formation sociale tend à précipiter l'effondrement de la domination de la bourgeoisie, compte-tenu de l'opposition de plus en plus grande qu'elle se crée en rejetant ces couches intermédiaires dans le camp du prolétariat. Dans l'argumentation de Rosa, l'évolution — ou la dégénérescence — de la structure organique du capital a donc une fonction révolutionnaire du point de vue du prolétariat dans la mesure où elle lui crée des alliés naturels. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Rosa ne s'attardait guère à distinguer rigoureusement la classe prolétarienne de la masse des exploités. Pour elle, de la domination impérialiste dans le monde, résulte l'irruption des masses exploitées sur la scène politique. du

Gorter développe l'argumentation inverse. Rosa soutient qu'il y a prolétarisation des couches moyennes ; Gorter écrit qu'à l'époque du capitalisme financier « les intérêts de ces couches sont donc liés aux intérêts du grand capital, et par suite, des banques » (16). Rosa insiste sur l'affaiblissement numérique de la classe dominante, Gorter explique que l'impérialisme « n'en rassemble que plus étroitement toutes les classes autour de lui, prolétariat excepté, et organise leur lutte commune contre le prolétariat » (17). En fait la thèse principale de Gorter se résume dans l'affirmation lapidaire que le prolétariat est seul contre tous. La troisième thèse qu'il se propose d'inscrire au frontispice du mouvement révolutionnaire allemand est la suivante : « Le prolétariat doit donc ici faire seul la révolution contre toutes les classes » (18).

(16) Gorter : « Réponse à Lénine », page 69 (Librairie Ouvrière).  
(17) *ibidem*, page 70.  
(18) *ibidem*, page 120.

Par delà cette métaphysique de la solitude, Gorter élabore toute une dialectique du nombre et de la qualité que Rosa se serait empressée de ridiculiser. A Lénine qui insiste sur la nécessité de dirigeants prolétariens aguerris pour la lutte révolutionnaire, Gorter réplique : « Dans la mesure où l'importance de la classe augmente, baisse en proportion l'importance des chefs. Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas avoir les meilleurs chefs possibles : les meilleurs entre les meilleurs ne sont pas encore assez bons et nous en sommes précisément à les chercher. Cela signifie seulement qu'en comparaison avec l'importance des masses, celle des chefs diminue ».

Autrement dit, de l'accroissement numérique de la classe, résulte un degré de conscience suffisant en vue de la lutte; le rôle de la direction prolétarienne tend à disparaître. C'est en analysant les thèses de Gorter que Lénine a taxé d'infantilisme l'ultra-gauche. La stratégie léniniste ne diffère pas seulement quant au projet initial avec l'ultra-gauchisme. Elle lui est fondamentalement opposée. De l'argumentation de Gorter résulte un primitivisme théorique apparaissant au plan politique; Lénine construit une stratégie et pratique une politique révolutionnaire subversive, destructrice; il intègre et noue toutes les formes de lutte possibles, de l'intransigeance de principe aux compromis tactiques; il délimite son champ d'intervention, contourne et brise les obstacles sans jamais lézarder la cohérence de son projet stratégique initial, sans jamais prendre ses désirs pour des réalités. En cela, Rosa, la dirigeante du groupe Spartakus de 1918, ne lui est pas fondamentalement étrangère. Mais en cela aussi, Lénine est irréductiblement opposé à Gorter.

## AUJOURD'HUI.

Le mouvement ouvrier n'est pas parcouru en tous sens par des courants politiques contradictoires dont la seule fonction serait de retarder l'avènement de la révolution. La multitude bigarrée des tendances et des groupes qui s'y affrontent pour l'hégémonie ne traduit pas plusieurs façons possibles de faire la révolution; elle traduit surtout que la révolution à faire est prochaine. Au début du siècle, par delà l'hérésie bernsteinienne, le mouvement ouvrier apparaissait comme un bloc uni qu'aucune grande divergence ne déchirait. Seule la social-démocratie russe y comptait d'incompréhensibles polémiques et une scission auxquelles les esprits potelés du mouvement ouvrier occidental n'attachèrent aucune attention particulière. On sait pourtant que Kautsky était pour les mencheviks et contre Lénine. La position de Rosa relève d'une autre analyse; d'aucuns cependant ne sauraient assimiler son argumentation à celle de la social-démocratie officielle. La polémique entre bolcheviks et mencheviks reflétait l'ultime bataille entre marxisme et opportunisme dans les tranchées avancées de la lutte des classes. La trahison de 1914 et la Révolution d'Octobre témoignent de l'enjeu du débat.

L'attitude de Rosa envers la social-démocratie allemande n'était pas

« gauchiste », elle était révolutionnaire. C'est ainsi qu'elle apparaît avec le recul du temps. Pratiquement, Rosa comme Lénine menaient le même combat pour la révolution socialiste. Les psalmistes du spontanéisme, les hérauts de l'auto-activité des masses, les caudataires attachés aux jupons de Rosa ne trouveront pas à leur goût de telles constatations. Ils préfèrent l'opposer théoriquement à Lénine, sans analyser leurs pratiques respectives; ils découvrent dans les écrits de Rosa comme une sorte de « troisième voie » entre le réformisme social-démocrate et le bolchevisme; et ils comblent cet interstice avec Pannekoek, Gorter, etc. Dernière trouvaille en date : à cette panoplie nourrie de cendres mouillées, on vient d'apporter la flamme du jeune Trotsky. Dans leur volonté de redécouvrir la vérité historique par delà la pratique politique, les archivistes de *Cahiers Spartakus* s'éreintent à la tâche. Ainsi Denis Authier, préfaçant le *Rapport de la délégation sibérienne* du jeune Trotsky. Pour Authier, « le prolétariat est spontanément révolutionnaire, car seul l'acte révolutionnaire correspond à ce qu'il est. Agir spontanément, c'est agir conformément à son être » (19). Mais comme la conscience révolutionnaire du prolétariat ne résulte pas directement de la position qu'il occupe dans le processus de production, mais comme la révolution qui est un projet collectif cohérent ne se dilue pas dans la multiplicité des actes spontanés, mais comme la conscience collective — pour vaincre — doit dépasser la conscience atomisée, agir spontanément, au sens de cette spontanéité asservie, immédiate et réulsive, c'est agir conformément à son être individuel et psychologique, mais non à son être de classe.

Dans la théorie marxiste de la lutte des classes, le projet révolutionnaire collectif doit fermement s'opposer au projet individuel; Authier n'a pas compris cette vérité élémentaire. Ou plutôt, il préfère la renverser carrément : « Les révolutionnaires savent que la lutte permanente, sous des formes diverses, est un produit spontané de leur être, car ils ne peuvent se libérer de cette passion qu'en s'y soumettant ». C'est ainsi que la révolution devient « le grand voyage », « la grande fête », l'épreuve libératrice et purgative des passions de l'être. C'est également pourquoi en période d'accalmie, de monotonie existentielle, de grisaille routinière, il faut penser la révolution mais non la préparer pratiquement. « Les seules organisations révolutionnaires sont celles qui n'imposent pas leurs lubies à la réalité, mais se consacrent aux tâches que celle-ci impose aux révolutionnaires (et bien souvent en période de « calme », ces tâches restent au niveau théorique) » (20). Et Authier préface Trotsky ! La révolution viendra d'elle-même, il faut l'attendre. C'est une conception de la lutte non pas seulement « économiste », mais encore réformiste dans le sens le plus repoussant du terme. L'action consciente de classe, la lutte révolutionnaire quotidienne, l'intervention collective des masses dans le processus d'aggravation des contradictions du système

(19) Trotsky : « Rapport de la délégation sibérienne », préface pages 11 et 12.  
(20) *ibidem*, page 15.

capitaliste, la prise en charge réelle et concrète de la mission historique du prolétariat ne trouvent aucun crédit aux yeux des bibliothécaires des *Cahiers Spartakus*. Ils ont choisi la théorie, qu'ils réduisent à son état le plus rudimentaire. Ou encore la calomnie triviale. Ainsi, ce curieux petit livre, intitulé *Le Luxemburgisme aujourd'hui*, où l'on enseigne que « Lénine fut un révolutionnaire marxiste environ une année durant sa vie, d'avril 1917 à mars 1918 » (21). Cette affirmation n'appelle vraiment aucun commentaire, si ce n'est de l'auteur lui-même qui nous apprend encore qu'à Zimmerwald, en 1915 « le seul parti marxiste et révolutionnaire influent représenté était le parti bolchevik » (22). Ajoutons qu'à cette réunion Lénine représentait le parti bolchevik. Enfin, pour l'auteur, la seule forme d'organisation valable aujourd'hui est le conseil d'usine et l'émancipation du prolétariat est inséparable de la révolution culturelle... « dadaïste ». Voilà qui renseigne sur le sérieux de la tentative...

(21) « Le luxemburgisme aujourd'hui », *Cahiers Spartakus*, page 18.  
(22) *ibidem*, page 32.

Il est clair que ce n'est pas de ce côté là que se trouve l'acquis de la pensée de Rosa. Nous devons redécouvrir Rosa dans la pratique révolutionnaire; nous devons l'opposer consciemment à la dégénérescence stalinienne; nous devons assurer cette tâche d'un point de vue d'organisation, car c'est là l'unique creuset dans lequel la théorie devient pratique. Nous devons construire l'organisation internationale des travailleurs. La IVème Internationale, qui a transmis jusqu'à nous l'héritage d'Octobre, de la Révolution allemande de 1918 et de l'Opposition de gauche, est le noyau actif de la vaste tentative que nous entreprenons aujourd'hui. L'expérience historique et théorique de Lénine, de Trotsky, de Rosa, la fraîcheur plein d'éclat de leurs œuvres, la possibilité de s'y référer aujourd'hui de façon pratique par le biais de la bataille pour la construction de l'organisation, la décadence bureaucratique et réformiste du stalinisme comme la crise de l'impérialisme, témoignent qu'une nouvelle situation historique existe qui actualise la révolution socialiste mondiale. L'avant-garde marxiste révolutionnaire assurera sa tâche historique dans la fidélité à Lénine, Trotsky et Rosa.

SAMI.

7 ans de dictature militaire au Brésil

# torture et «miracle économique»

par Eduardo Pinheiro et J.Mattos

En 1968, le mouvement étudiant et populaire des grandes villes du Brésil, bientôt relayé par des secteurs avancés du mouvement ouvrier, rappelait à l'opinion publique mondiale l'existence d'une dictature militaire depuis le coup d'Etat d'avril 1964. Il révélait également l'opposition grandissante au régime dans différentes couches de la population.

En 1969, l'enlèvement de l'ambassadeur américain au Brésil révélait à une échelle internationale l'action d'une nouvelle gauche révolutionnaire qui reprenait le drapeau de l'opposition à la dictature après le reflux du mouvement de masse de 1968.

Pourtant en 1970, la presse bourgeoise internationale, du *New York Times* au *Monde*, a parlé de succès de la dictature militaire, notamment dans le domaine de sa politique économique. L'extrême-gauche semblait marquer le pas, très durement touchée par la répression.

## UNE CONJONCTURE DIFFICILE POUR LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE.

La conjoncture politique actuelle au Brésil présente en effet un rapport de forces extrêmement défavorable pour la gauche révolutionnaire qu'il serait aussi dangereux de nier que de ne pas essayer de comprendre.

Ce rapport de forces favorable à la dictature militaire se manifeste par la grande offensive idéologique qu'elle a développée. Il s'explique par le fait qu'après avoir remporté toute une série de victoires militaires sur la gauche révolutionnaire, la dictature a accumulé un

certain nombre de victoires politiques, retrouvant ainsi l'initiative et jouissant de ce fait d'une stabilité relative pour la première fois depuis son avènement en 1964.

Car ce qui caractérise la dictature militaire brésilienne n'est pas seulement qu'elle réprime sauvagement et systématiquement toute menace potentielle. Ce qui la caractérise plus nettement c'est le fait d'avoir refondu tout l'appareil répressif de l'Etat, en créant de nouveaux organes, en remodelant d'autres, en les centralisant tous, et en révélant sans ambage que la répression est et sera toujours l'élément essentiel de sa politique. La militarisation de l'Etat et de la vie politique est étroitement liée au type de solution nécessaire à la survivance de l'exploitation capitaliste et de la domination impérialiste du pays.

L'année 1970 a montré cela clairement. Au moment même où le gouvernement annonçait ses plus grands succès, la répression, les tortures et les assassinats atteignaient un degré jamais vu antérieurement dans le continent. Les généraux au pouvoir déclarent : l'économie connaît une expansion, la population soutient le gouvernement, les groupes « terroristes » ont été écrasés.

Ce qu'il faut comprendre c'est la relation qui s'établit entre ces différents facteurs.

## QUELLE EXPANSION ?

L'époque de croissance organique du capital est dépassée, le système capitaliste n'est plus

capable de progresser en bloc. La croissance de certains pays et de certaines branches est possible, mais elle se fera à travers des distorsions, au détriment d'autres pays et d'autres branches. Cette idée de Trotsky (1) est plus que jamais actuelle pour expliquer le type d'« expansion » économique connue par le capitalisme brésilien ces trois dernières années.

Globalement il y a eu croissance : 8,3 % en 1968, 9 % en 1969 et autour de 9 % en 1970, selon les sources gouvernementales. Ces données reflètent un nouveau cycle d'expansion, par rapport à la période de crise conjoncturelle du système qui va de 1961 à 1967. A partir de 1964, quand les classes dominantes se sont dotées des instruments politiques de la dictature militaire, il leur a été possible de faire passer l'économie par une période de transition qui signifiait, du point de vue économique et politique, une nouvelle distribution du pouvoir au sein du bloc des classes dominantes, l'hégémonie des secteurs monopolistes, industriels et financiers, de la bourgeoisie. La nouvelle phase d'expansion économique reflète déjà les transformations opérées après 1964. Il ne s'agit donc pas d'une reprise de la période précédente d'expansion, mais d'une nouvelle étape du « développement du sous-développement » (2) brésilien : l'expansion des forces productives se fait par l'introduction et l'intensification de distorsions de plus en plus importantes.

En effet, ce qu'il y a de spécifique dans le nouveau cycle d'expansion du capitalisme au Brésil, c'est :

A) d'un côté l'accroissement et non la diminution de la dépendance et de l'intégration du capitalisme brésilien dans le système impérialiste international; ce sont les secteurs les plus monopolisés de l'économie — c'est à dire les plus intégrés au capital impérialiste — qui ont été les moteurs de ce cycle d'expansion; il s'agit tout particulièrement des secteurs de biens de consommation durables (3); sur la base de ces secteurs monopolistes, les grandes corporations financières ont envahi le marché brésilien, ébranlant ainsi le secteur bancaire national, une des dernières branches où le capital national se mouvait encore avec une certaine liberté.

B) D'un autre côté ce cycle d'expansion exclut ouvertement les masses laborieuses urbaines et rurales de la répartition de ses bénéfices; en effet, la période précédente d'expansion économique — entre 1956 et 1961, c'est à dire la période du gouvernement du président Juscelino KUBITSCHKEK — partagea ses miettes avec la masse des salariés des villes; le cycle actuel d'expansion maintient le même blocage des salaires des travailleurs que la dictature militaire institua pendant la phase de récession économique à partir de 1964;

poursuivre la politique de blocage des salaires de la classe ouvrière au moment où s'annonce la quatrième année d'expansion économique signifie que les déformations du capitalisme sous-développé font un pas de plus : le marché qui intéresse les capitalistes étant, d'un côté, celui des commandes gouvernementales — matériel électrique, pétrochimie, télécommunications, etc. — et, d'un autre côté, celui des biens de consommation durable — de l'industrie automobile en particulier — le marché de consommation populaire n'est plus essentiel à cette étape d'expansion capitaliste (4).

Tandis que la production industrielle se multiplie et que le marché de capitaux augmente, la classe ouvrière est victime d'un processus de paupérisation absolue, de perte nette de son pouvoir d'achat (ce qui a toujours été le cas de la paysannerie). (5)

#### L'EXPANSION DE LA TORTURE.

C'est sur la base de ce type de « solution » économique que la dictature militaire a été poussée à faire de la torture une pratique permanente, essayant d'empêcher que les organisations de la gauche révolutionnaire puissent capitaliser l'énorme potentiel explosif des masses ouvrières et paysannes. Un système qui, même quand il proclame son « miracle économique », maintient le blocage des salaires de la masse de la population, a besoin de faire de la répression systématique un élément permanent de sa survie. Aujourd'hui, l'annihilation, physique si possible, des groupes et des militants révolutionnaires est une condition de la politique économique du gouvernement et de la survie du capitalisme brésilien.

La dictature militaire, sous la direction du Général Médici, a réussi, en fin de compte, à inverser, pendant l'année 1970, le rapport de forces avec la gauche révolutionnaire qui était celui de 1968-69. Pour cela elle a utilisé la dite expansion économique pour rompre l'isolement social dans lequel elle se trouvait jusqu'à la fin de 1969. Avec la répression démultipliée en direction du mouvement révolutionnaire, elle a repris l'initiative politique, en arrivant à limiter les actions de propagande armée de la gauche révolutionnaire ainsi que leur effet par une colossale campagne idéologique (6). Le résultat de l'opération a été l'obtention du soutien de couches petites-bourgeoises urbaines — notamment les salariés de la nouvelle petite-bourgeoisie — et une neutralisation d'autres secteurs de cette classe, démoralisés par

(4) Ce qui explique le déclin rapide, même pendant cette période d'expansion, de l'industrie textile, des chaussures, alimentaire, etc.

(5) Le salaire minimum réel de la classe ouvrière brésilienne est tombé de l'indice 100 en 1963 à l'indice 56 à la fin de 1969; le budget minimum pour une famille de 5 personnes était calculé, par des organismes officiels en octobre 1969, autour de 130 dollars (environ 700F).

(6) Cette campagne idéologique, menée dans la presse soumise à la censure et utilisant les grands moyens comme la radio et la télévision, a eu comme quelques-uns de ses épisodes : l'utilisation de la victoire brésilienne au championnat mondial de foot-ball; les

les défaites politiques et terrorisés par la présence de l'Etat militaire tout-puissant. Les secteurs en question se sont partagés les dividendes de l'expansion économique en constituant le type de marché qui absorbe une bonne partie de la production industrielle de biens de consommation durables — automobiles, appareils électriques, électroniques, etc.

Cette reprise de l'initiative politique par la dictature militaire a produit, en même temps, les conditions de l'isolement de la gauche révolutionnaire. Sortie des mobilisations de masse, sa base sociale était constituée essentiellement par des secteurs radicalisés de la petite bourgeoisie et par le mouvement étudiant, désorganisé par la répression après le reflux de 1968.

Isolée socialement, la gauche révolutionnaire a vu les effets de la répression multipliés, par manque d'une base sociale qui puisse la protéger de ses coups. La conquête de secteurs des classes moyennes par le gouvernement et la neutralisation — par la peur ou par la démoralisation — d'une autre partie de celle-ci, a laissé les groupes révolutionnaires particulièrement vulnérables à la répression. Avec un effet en chaîne, ses victoires politiques et militaires augmentaient la présence politique incontestable de la dictature, aussi bien devant les classes dominantes que devant les travailleurs, sans défense et inorganisés face à l'offensive politique et idéologique du gouvernement.

#### LES PIEDS D'ARGILE DE LA DICTATURE.

Pourtant les limites de cette offensive de la dictature militaire sont claires. Du point de vue économique, elle est en butte en permanence à l'épuisement du marché pour sa production industrielle (7). Toute nouvelle année est annoncée comme « l'année du marché extérieur », comme c'est le cas pour 1971. Mais maintenant, plus qu'avant, cette voie est fermée : le protectionnisme que l'économie américaine en difficulté s'impose produit déjà des limitations au maintien du marché actuel lui-même, pourtant insuffisant.

Du point de vue idéologique, le gouvernement a essayé de gonfler son image de « grand entrepreneur de travaux publics » et de « nationaliste ». L'inconsistance de ces slogans ne tient debout que par la faiblesse de la propagande et de l'agitation révolutionnaires.

Mais c'est du point de vue politique que la dictature militaire présente les plus grandes

faiblesses. La bourgeoisie et l'impérialisme, en utilisant les forces armées comme leur parti national, gagnent en sécurité, en « ordre » pour maintenir leur système d'exploitation. Mais les militaires, en détruisant et en démoralisant la vie politique parlementaire, n'arrivent pas à la remplacer par d'autres formes organiques pour canaliser et exprimer le soutien des classes dominantes et des bases d'appui du gouvernement. Il en résulte un vide politique dans le pays qui est à l'origine de la résurgence constante de projets de coups d'Etat de la part de divers secteurs bourgeois mécontents qui ne disposent pas de canaux de pression ni de représentation politique. On peut faire beaucoup de choses avec des baïonnettes, mais on ne peut pas s'asseoir longtemps dessus.

Janvier 1971.

(1) Dans « L'Internationale communiste après Lénine ».

(2) Selon l'expression popularisée par A.Gunder Frank dans ses ouvrages (Maspéro).

(3) Dans le bilan des dix plus grandes entreprises de chaque secteur, en décembre 1968, la répartition dans le secteur des biens de consommation durable était : entreprises étrangères 78,4 %; entreprises nationales 21,6 %.

« révélations » à la télé de plusieurs renégats, militants de la gauche révolutionnaire passés du côté de la dictature; le projet Rondon visant à canaliser les énergies de la jeunesse étudiante vers des recherches et des enquêtes pour le « développement national »; la défense des 200 miles de droits maritimes sur le littoral brésilien; la construction d'une grande route transamazonique devant soi-disant œuvrer à « l'intégration nationale »; le Plan d'Intégration Sociale, instituant la participation aux bénéfices pour la classe ouvrière; etc.

(7) Comme le montre l'exemple de Volkswagen, pourtant la grande industrie dynamique ayant produit déjà plus d'un million de voitures, obligée de ralentir sa production et donc de licencier.

# LA CRISE DES STALINIENS AU VENEZUELA

Alfonso Ramirez

*En Amérique Latine se poursuivent, dans toutes les organisations, des discussions qui portent sur le bilan des dix années écoulées depuis la victoire de la révolution cubaine et sur les diverses orientations suivies depuis lors. Une des organisations les plus affectées par ces discussions est le Parti Communiste Venezuelien ; il avait d'abord été partisan de la lutte armée et avait soutenu les guerillas de son pays, puis il les avait abandonnées et avait été ouvertement combattu pour cela par Fidel Castro. Le PCV est à présent partagé entre plusieurs fractions. L'une d'elles, la plus à gauche, est dirigée par T. Petkoff, qui dirigea la Jeunesse et dont un frère tomba en combattant dans les guerillas. Nous publions la critique du dernier livre de T. Petkoff qui est parue à Caracas dans la publication *Vea y Lea*.*

*Depuis que cet article a été écrit, le PC Venezuelien a connu la scission. Nous publierons ultérieurement un article sur l'organisation formée par T. Petkoff.*

## Introduction

Si le premier livre de Teodoro Petkoff, *cheoeslovaquia - el socialismo como problema*, a confronté la direction conservatrice du Parti Communiste Venezuelien (PCV) à un problème réel, son deuxième, *Socialismo para Venezuela?* (Editorial Domingo Fuentes, Caracas, Juin 1970) constitue la preuve irréfutable de la gravité de la crise déchirant cette organisation.

Bien qu'il soit écrit sans rancune, sur un ton qui ne cherche pas à blesser des réputations sacrées, ce petit livre est en train de secouer la vieille structure du PCV comme un tremblement de terre. Petkoff est un anti-stalinien non seulement dans ses idées mais aussi dans son style littéraire qui n'a rien de commun avec le caractère répétitif et lourd de celui de Staline qui endort le lecteur patient et que les communistes éduqués à cette école trouvent encore digne d'être imité des dizaines d'années plus tard.

La première déclaration catégorique de l'auteur, caractérisant le système économique du Venezuela comme système capitaliste, pourrait sembler un simple lieu commun à une personne ordinaire. Il n'en est pas ainsi du point de vue officiel du PCV qui envisage

fondamentalement de chercher à sortir le pays de son sous-développement en suivant la voie capitaliste, puisque la ligne qu'il invoque est la lutte contre l'impérialisme, contre le féodalisme, contre les monopoles. Si les thèses de Petkoff devaient être acceptées, leur conclusion logique est très claire - la seule voie pour faire émerger le Venezuela de son retard passe par le combat contre le capitalisme, ou, comme il l'écrit : « ... à notre époque, la révolution devient socialiste, ou simplement, il n'y a pas de révolution ». (page 59)

## La bourgeoisie nationale

Traditionnellement les partis communistes d'Amérique latine ont soutenu que la bourgeoisie nationale constitue un allié qui doit être recherché par les révolutionnaires dans leur lutte contre la subordination à l'impérialisme. N'ont-ils pas dit qu'en ce qui les concerne, le capitalisme en soi n'est pas un ennemi ? Par conséquent, en accord avec cette thèse, il existe une bourgeoisie indigène inclinée à combattre l'impérialisme, à le vaincre et à développer parmi ces nations un capitalisme autonome (et en même temps libérateur). Ce qui n'est pas expliqué, c'est comment, si la bourgeoisie peut jouer un rôle aussi important,

on peut dire que, dans cette entreprise, le prolétariat exercera son hégémonie.

Petkoff soutient dans son livre qu'objectivement une telle bourgeoisie nationale ou progressiste n'existe pas, car les secteurs bourgeois dont les intérêts sont touchés par l'impérialisme et qui pourraient s'opposer à l'impérialisme, profitent en fait des liens économiques coloniaux. Et subjectivement, il est faux que la soi-disant bourgeoisie nationale possède une conscience nationaliste. Si la bourgeoisie est consciente de quelque chose, c'est que son capital provient du travail aliéné, des travailleurs, et alors nous devons nous demander : si la bourgeoisie latino-américaine réussit, comme l'espèrent les stalinien, à rompre avec l'impérialisme et à développer ces nations selon la voie capitaliste, quelle liberté cela apportera-t-il aux millions de travailleurs des villes et des campagnes ? Seule la bourgeoisie indigène serait libérée.

L'auteur nous informe que les thèses du 3ème congrès du PCV, tenu en 1961, qui parlaient des potentialités révolutionnaires de la bourgeoisie nationale, ont pris un nouveau tournant - on soutient maintenant que cette classe peut être neutralisée. Et il ajoute, pour indiquer ce qui a été acquis au travers d'une telle politique : « jusqu'à maintenant, l'opération « bourgeoisie nationale » ne nous a pas permis de gagner, soit cette bourgeoisie .... soit la classe ouvrière. » (page 75)

## Les « étapes » de la révolution

Vu que, de l'avis des vieux communistes vénézuéliens et latino-américains en général, le capitalisme et la soi-disant bourgeoisie nationale sont encore appelés à jouer un rôle progressiste, il est naturel qu'ils soutiennent que la voie au socialisme passe par une étape préliminaire, c'est-à-dire la révolution démocratique bourgeoise. Les tâches principales de cette étape seraient d'accomplir la réforme agraire et la transformation démocratique de l'Etat, qui briseraient notre dépendance envers le capital étranger. Le socialisme viendrait plus tard, comme seconde étape du processus révolutionnaire.

Cette vieille idée menchévique fut combattue par Lénine en 1905 lorsqu'il démontra l'incapacité de la bourgeoisie à conduire la révolution démocratique bourgeoise et proposa à la place une alliance du prolétariat et de la paysannerie pour diriger la révolution. Lénine déterminait le contenu de cette alliance en 1917 lorsqu'il dut convaincre son parti de la nécessité de prendre le pouvoir au nom de la dictature du prolétariat, entraînant derrière lui les masses paysannes. Du fait même que le pouvoir était détenu par le prolétariat, sa mission ne put se limiter aux simples tâches démocratiques ; il fut contraint simultanément d'entreprendre des restrictions étendues du

droit de propriété privée sinon le processus révolutionnaire tout entier déraillerait. Ce faisant, le prolétariat faisait les premiers pas vers l'instauration du socialisme.

Avec ces deux documents de Lénine en main, Petkoff affronte le vieux menchévisme, qui fut ranimé par Staline après que l'expérience de la révolution d'Octobre ait réfuté dans la pratique la théorie absurde de la révolution traversant de telles étapes. Dans la même lignée, l'auteur est capable de citer d'autres exemples historiques. Certains d'entre eux sont positifs, comme la révolution cubaine qui expropria rapidement les banques, les plantations et les industries détenues par les capitalistes étrangers, et dut agir de même avec les capitalistes indigènes, poursuivant ainsi l'accomplissement du cours ininterrompu d'une révolution dont l'issue fut socialiste. D'autres exemples sont « négatifs », comme les révolutions indonésienne et guatémaltèque pour lesquelles la tentative de s'arrêter à « l'étape » démocratique créa des illusions au sein des masses, permettant à la contre-révolution de les écraser.

Il serait bon de rappeler que la discussion sur les étapes du processus révolutionnaire était plus compréhensible dans la Russie de 1905 - où un régime autocratique était au pouvoir, où la terre se trouvait dans les mains des grands propriétaires et où les libertés bourgeoises les plus élémentaires étaient inexistantes - que dans notre ineffable démocratie représentative du Venezuela qui, après tout, nous permet d'écrire dans les journaux et a distribué 1.600.000 hectares de terre à environ 100.000 paysans.

L'application par son parti de la théorie des étapes à la situation fluide de l'année 1958 au Venezuela conduit Petkoff à demander : « Qu'est-ce que cette conception de l'unité nationale, dont la direction de notre parti fut le champion le plus franc en 1958, a de commun avec le marxisme ? » (page 93).

Et à la page suivante, il donne son avis : « La politique d'unité nationale, après le 23 janvier 1958, n'était rien d'autre qu'une nouvelle formulation de la politique de collaboration de classes, appartenant à l'époque de Browder au cours des années du gouvernement Médina, dont les traces ont été si difficiles à effacer dans la direction du parti. Ce démon de la collaboration de classe qui est réapparu avec une telle persistance, sans cesse, dans les activités politiques (époque de Médina, 1958, et maintenant certains signes inquiétants d'une conduite similaire envers le régime de Caldera) est très difficile à exorciser du fait que son fondement théorique se trouve dans les conceptions démocratiques bourgeoises que la troisième Internationale stalinienne imposa aux partis communistes des pays arriérés. En dernière analyse, le browderisme ne fut que la réduction à l'absurde de la politique des

fronts populaires et des alliances avec l'ineffable bourgeoisie nationale dans les pays coloniaux ». (page 94)

#### Les forces motrices

Au début du dernier chapitre de ce livre, l'auteur fait une déclaration dont l'honnêteté fait contraste avec la façon hypocrite dont la direction du PCV a considéré la possibilité des alliances politiques dans la lutte politique, son avance aux autres groupes intéressés à faire progresser la révolution. « Quiconque ne se considère pas comme un révolutionnaire sincère (en lisant ceci, on se demande si

Petkoff estime que c'est là la source d'une telle hypocrisie), considérera les autres comme de simples alliés de passage, des compagnons de route en quelque sorte, des personnes qui peuvent être manipulées, utilisées. Et même si telle n'est pas l'intention, objectivement, il traite ces alliés comme d'utiles imbéciles ». (page 106)

Après avoir dédicacé quelques pages à la classe ouvrière des Etats-Unis, dont la contribution à l'avènement du socialisme mondial n'est pas aussi distante que le croit le camarade Petkoff, ce dernier fait le compte-rendu du rôle joué par les travailleurs vénézuéliens dans les luttes politiques des années récentes. Celles-ci n'ont pas vraiment joué un rôle de premier ordre, et l'auteur explique ceci non seulement par la perspective et la formation de notre classe ouvrière, d'origine paysanne très récente, avec un fort pourcentage d'immigrants qui arrivent avec le rêve de devenir riches, avec une armée de réserve industrielle qui est presque plus vaste que celle qui est employée, mais aussi par le rôle vraiment inique joué par notre direction syndicale réformiste.

Il n'excuse pas les syndicalistes du PCV, bien qu'il ne leur attribue pas tous les reproches. Et avec raison : peut-on demander aux dirigeants syndicaux de suivre une ligne plus militante que celle suivie officiellement par leur parti ? « Tenter d'attirer une partie de la bourgeoisie implique nécessairement d'atténuer ou d'éliminer des références en opposition au système d'exploitation que la bourgeoisie incarne ». (page 126)

Petkoff conclut en déclarant qu'en plus de la classe ouvrière, il existe trois secteurs sociaux qui poussent le Venezuela vers le socialisme : la moyenne et pauvre petite bourgeoisie, la population marginale, et les paysans pauvres. Pour le principal, on peut être d'accord avec cette formulation tant qu'est effectué un examen prudent de la classe moyenne composée de petits propriétaires et qu'une considération adéquate est portée aux nouvelles classes moyennes, les cols blancs. Sur la population marginale de nos villes, il observe correctement qu'elle n'est pas sans

emploi mais non employée, qu'elle n'a jamais été employée et n'a aucun espoir de l'être à moins qu'une révolution ne lui ouvre une issue. La paysannerie pauvre, bien que son nombre décline dans la société vénézuélienne d'aujourd'hui, doit être gagnée par la classe ouvrière à sa cause, sinon on risque une défaite.

Deux observations doivent dissiper tout doute actuel quant aux forces motrices de la révolution. La première est qu'il est plus correct de dire que la révolution doit être dirigée par la classe ouvrière, qui est intrinsèquement la classe la plus révolutionnaire de la société, et qu'elle attirera la petite bourgeoisie sans le support de laquelle il est illusoire de penser à la victoire, avant de proclamer la formule imprécise d'une alliance entre ces deux classes, en oubliant de souligner la prédominance des travailleurs. (voir page 130)

Il est vrai que les étudiants (secteur le plus saillant de la petite bourgeoisie radicalisée) ont accompli un travail d'avant-garde en Amérique latine ; mais la seule façon dont ils peuvent garantir que leur participation n'ouvrira pas la voie à l'aventurisme, comme cela s'est produit au Venezuela avec le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) est d'identifier totalement leur lutte aux intérêts du prolétariat, comme cela s'est produit à Cuba avec la direction révolutionnaire.

Les dirigeants de la révolution vénézuélienne peuvent être d'origine sociale petite bourgeoisie, comme cela s'est trouvé dans presque toutes les parties du monde ; mais ils entrent dans le flot de l'histoire non en raison de leur origine sociale mais seulement lorsqu'ils deviennent des dirigeants de la classe ouvrière. Grâce à cela, lorsque Petkoff proclame qu'au Venezuela « une confrontation prend forme entre les pauvres et les riches, entre les possesseurs et les non-possesseurs » (page 136), ce mot d'ordre avec son attrait à résonance populaire doit être compris comme signifiant que seuls ceux qui n'ont rien d'autre que leurs salaires sont capables de conduire au domaine de la liberté ceux qui ont davantage que leurs salaires.

La seconde observation se rapporte à l'instrument politique exigé pour guider le processus révolutionnaire vers son point culminant dans la prise du pouvoir. La faillite de toutes les forces qui sont entrées en action en Amérique latine depuis la victoire de la révolution cubaine est due principalement au fait qu'au lieu d'entreprendre la formation d'une organisation durable, militante, des masses dans un parti politique de caractère fondamentalement prolétarien, ils ont cherché à y substituer des mouvements hétérogènes dans les villes ou les campagnes - très militants, peut-être, mais sans racines réelles dans la population urbaine ou rurale.

L'implication des masses dans l'action pure

et simple peut conduire à la dissipation du mouvement, comme cela s'est produit en janvier 1958, si aucun parti n'existe pour les guider. Les détachements armés qui sont entrés en campagne pour les guérillas ont ressenti, même lorsqu'ils étaient dirigés par un Che Guevara, l'absence d'une organisation implantée dans les masses. Et les généraux réformistes, imitateurs de Nasser ou du cachet péruvien, ne sont que cela - des réformistes ; et ni en Egypte ni au Pérou on ne peut vraiment parler de socialisme.

#### Internationalisme et Trotskysme

Qu'un membre du Parti Communiste Vénézuélien puisse avancer de telles idées pour un débat public et interne, montre que quelques membres du parti ont évolué du stalinisme le plus obscur vers les meilleures traditions du marxisme révolutionnaire, puisque Petkoff a clairement découvert des vérités du passé qui s'appliquent au présent. Et le fait qu'il puisse les avancer dans un livre sans avoir encore subi le destin de ceux si nombreux qui ont été excommuniés par les pontifs du parti, ne signifie pas qu'« un esprit de tolérance » ou qu'un certain sens du « fair play » règne dans le parti mais que ces idées sont apparues dans de nombreux esprits et que Teodoro Petkoff n'est pas seul.

L'auteur a annoncé qu'il se prépare à écrire un essai sur la politique internationale du mouvement révolutionnaire. On doit souhaiter qu'il le fasse bientôt, puisque son opposition à la théorie des étapes demeure sans conclusion s'il ne conçoit pas la révolution comme étant d'envergure internationale. Douglas Bravo a déclaré que la lutte actuelle pour le socialisme peut prendre beaucoup de son inspiration dans la lutte engagée par Bolivar, San Martin, O'Higgins, Artigas, « parce que ce continent, découpé en plus de vingt républiques n'est qu'une seule nation qui a été divisée ... pour mieux l'exploiter ». Et les Thèses d'avril de Lénine, que cite Petkoff, se terminent plus ou moins par les mots suivants : nous commençons la révolution mondiale, seule sa victoire garantira notre victoire et la transition vers un système socialiste.

Dans l'introduction du livre de Petkoff, l'étrange déclaration suivante apparaît : « Cette crise mondiale est la crise du stalinisme, dont la carcasse idéologique rigide, politique, organisationnelle et même morale est aujourd'hui battue par des courants toujours plus forts, plus lucides, et par d'importants courants qui se lèvent dans les partis communistes, qui en sont venus à comprendre qu'à partir d'un certain moment, le stalinisme ne bloquait plus seulement les sociétés où les partis communistes sont au pouvoir, mais, à égalité avec le trotskysme - qui chercha à être sa négation à une

époque - ne fournissent plus les réponses exigées par une force révolutionnaire luttant pour le pouvoir ». (page 8 et 9)

Les staliens ont tué le trotskysme à diverses occasions. Est-ce à cause de la faillite absolue de ces tentatives violentes qu'un anti-stalinien a décidé de les désavouer et de donner l'assurance que le trotskysme est mort d'une mort naturelle ? Mais la vérité est que le trotskysme est resté bien vivant - par dessus tout au niveau théorique.

Rappelons que le processus ininterrompu de la révolution culminant dans le socialisme fut exposé par Trotsky dès 1905 et, pour le désigner, il utilisa le nom déjà donné par Marx lui-même - la révolution permanente. S'il n'y avait pas eu Trotsky qui le premier commença à combattre le stalinisme aux côtés de Lénine et continua la lutte dans les prisons de Staline, le régime bureaucratique n'aurait jamais été expliqué scientifiquement, des avertissements opportuns n'auraient pas été donnés contre la montée du fascisme, et la politique criminelle de l'Internationale Communiste en Chine, en Espagne, en Yougoslavie, en France et en Indonésie parmi d'autres pays, n'aurait pas été dénoncée à titre de trahisons, et l'histoire de l'Union Soviétique serait restée enterrée sous le poids des pires calomnies.

S'il n'y avait eu le trotskysme, le centralisme démocratique cocomme principe organisationnel devant être suivi par les partis communistes aurait été oublié, de même que le droit de former des tendances, l'internationalisme prolétarien et tant d'autres principes léninistes que le stalinisme, prenant ombrage du reflux de la marée révolutionnaire mondiale, obscurcit par ses crimes.

Et le trotskysme fut le premier à caractériser le système cubain comme Etat ouvrier, un an avant que Fidel Castro ne reconnaisse sa nature socialiste ; et les meilleures analyses de la révolution coloniale et de la crise qu'affrontent les Etats ouvriers et le capitalisme mondial sont venues du camp du trotskysme.

Mais le trotskysme vit aussi dans le domaine de la pratique. Il est sorti très renforcé du soulèvement de Mai 68 en France. Aux Etats-Unis, il se tient à l'avant-garde de la défense de Cuba socialiste et dans la mobilisation de milliers de gens contre la guerre du Vietnam. Et, pour mentionner l'Amérique latine, au Pérou, le trotskyste Hugo Blanco est considéré comme un révolutionnaire modèle.

Le fait est que le trotskysme, malgré l'affirmation contraire de Petkoff, continue d'être la force la plus consciente d'opposition au stalinisme.

Après l'invasion de la Tchécoslovaquie, les héritiers de Staline ont encore tué le trotskysme. Mais ce phénix de la révolution ne va pas mourir, semble-t-il avant que la dernière des révolutions socialistes dans le monde n'ait été victorieuse. N'aurait-il pas été plus

approprié pour Petkoff et les autres véritables anti-staliniens de jeter aux visages des staliniens ces lignes de Don Juan Tenorio : « Ceux que vous avez tués sont tout à fait vivants » ?

#### L'aile droite et l'aile centriste

A l'opposé du point de vue gauche de Petkoff se trouve une aile droite du PCV qui défend la position même que le parti a soutenue depuis 1936. Examinons quelques phrases d'une déclaration faite par un représentant de l'aile droite, le Dr Pedro Ortega Diaz, et publiée dans *Deslinda* (dernière quinzaine d'octobre 1969) :

« Certains ont dit que notre révolution est anti-impérialiste et anti-capitaliste. Concrètement cette position est soutenue par le camarade T. Petkoff. Je veux attirer l'attention de mes lecteurs sur ce problème. Adopter comme but immédiat de notre révolution un combat contre l'impérialisme et contre toute sorte de capitalisme serait une si grave erreur avec des conséquences si nuisibles qu'elle ne pourrait être comparée qu'à celle que nous avons commise en approuvant et en mettant en pratique la ligne de l'insurrection et de la lutte armée dans les années 1960-67 ».

Pour l'aile droite du PCV, la lutte doit être anti-impérialiste et anti-féodale, mais non anti-capitaliste. Et, en conséquence, non dirigée contre la bourgeoisie en général. Voici ce qu'il dit :

« En parlant de la manière la plus scientifique, nous pouvons dire que cette domination s'exprime dans la contradiction : la nation vénézuélienne contre les monopoles étrangers. Les forces sociales correspondantes sont d'une part une partie des monopoles US et un secteur très étroit de notre bourgeoisie associé à ces monopoles, dont ils sont en même temps dépendants. Nous avons dénommé cette couche en tant que « bourgeoisie associée, dépendante » ; les têtes les plus typiques sont les Vollmers, Eugénio Mendoza et son groupe, les Boultons, l'autre groupe Mendoza, les Phelps, le groupe Zuloaga-Machado et d'autres.

Les grands propriétaires sont liés à ces groupes par des milliers de liens imbriqués et dépendants. D'autre part se trouve la nation vénézuélienne, qui est victime des Américains et de leurs partenaires ».

Ici se trouve la raison justifiant « de ne pas poser le problème de la liquidation immédiate du capitalisme ». « Offrir nos alliés aux ennemis impérialistes US est la pire affaire possible, et, pour nous, poser le problème de la révolution anti-capitaliste aujourd'hui signifie recruter des alliés pour nos principaux ennemis ».

Enfin regardons comment cette tendance relègue le socialisme à un futur lointain et

voilé : « ... toutes nos révolutions de libération ont un caractère socialiste dans le sens où elles s'attaquent à l'impérialisme US, qui est la principale force maintenant le capitalisme ».

Comme on peut le voir l'aile droite communiste vénézuélienne n'a pas dépassé la phase menchévique. Mais il existe aussi une tendance centriste, dirigée par Pompeyo Marquez, auteur des Thèses programmatiques qui sont actuellement discutées dans le parti.

Il affirme ce qui suit : « le Venezuela a cessé d'être un pays dans lequel le capitalisme est prédominant ». (Ceci et les citations ajoutées extraites des déclarations faites par Marquez, ou du projet de thèses, est paru dans le supplément spécial à *Tribuna Popular*, 25 juin 1970).

Apparemment Marquez est d'accord avec Petkoff en ce qui concerne la nécessité d'affronter le capitalisme et la bourgeoisie, à laquelle il dénie l'adjectif « national » : « En rejetant la voie du développement capitaliste, en disant que le capitalisme en tant que système pour notre pays conduit à un renforcement de la dépendance et mène à l'aggravation des problèmes économiques et des problèmes affrontés par les masses, nous devons présenter une alternative opposée à cette voie de développement capitaliste. L'alternative que nous proposons est de briser la dépendance et d'ouvrir au pays la perspective de la construction d'une société socialiste ».

Mais nous remarquons que Petkoff appelle spécifiquement à la révolution socialiste comme unique voie, alors que Marquez parle d'abord de briser la dépendance, et puis « d'ouvrir au pays la perspective de la construction d'une société socialiste ». Or, comme il le dit ailleurs : « ... ce que nous proposons est un développement indépendant qui doit évoluer d'une façon ininterrompue vers le socialisme ». Malgré le « ininterrompu », synonyme de permanent, Marquez parle d'évolution à la fin de laquelle nous espérons avoir le socialisme, alors que Petkoff est très catégorique — la façon de briser la dépendance est de briser le capitalisme. Quel système s'offre comme alternative ? Le socialisme. Alors, au travail.

En fin, Marquez se rapproche beaucoup plus d'Ortega Diaz que de Petkoff. En résultat, l'aile droite et l'aile centriste se sont mises d'accord pour exclure Petkoff du Bureau Politique et projettent de l'exclure définitivement du Parti.

Sur d'autres sujets, Marquez se trouve encore plus loin du marxisme révolutionnaire lorsqu'il pose la nécessité d'une « révolution populaire démocratique ». Cette définition, du fait même qu'elle ne définit rien d'un point de vue de classe, est éminemment stalinienne. Mais où Marquez montre le plus clairement qu'il n'a pas été capable de rompre avec son

passé stalinien, c'est lorsqu'on voit sa résistance à caractériser correctement la bureaucratie qui dirige la Russie.

Pour lui, les critiques de la bureaucratie, qui la montrent comme oppresseur du peuple russe et de ses intellectuels, comme jouissant de privilèges spéciaux, comme bourreau des révolutions politiques en Hongrie et en Tchécoslovaquie, comme compromise avec le capitalisme au travers de la coexistence pacifique, comme falsificatrice de l'histoire révolutionnaire la plus glorieuse — tout ceci, pour Marquez, signifie faire circuler « des thèses anti-soviétiques, anti-socialistes et anti-

communistes ».

Avec un saint patron comme Marquez en a un, en lequel il peut croire entendre ses prétendues prières révolutionnaires, il est compréhensible que cette position centriste puisse rapidement tomber vers la droite, surtout lorsque cette droite continue à s'éroder. Et cette érosion (incluant l'érosion biologique) a commencé il y a quelque temps.

La crise du Parti Communiste Vénézuélien est le reflet du déclin mortel du stalinisme. Il est logique que la jeunesse complète le processus de son achèvement.

# LES LIVRES

## LE HASARD ET LA NECESSITE de Jacques MONOD. (1)

Ayant fourni une contribution exceptionnelle à la connaissance du matériel génétique de la matière vivante, Jacques Monod essaie dans son livre de tirer de l'acquis scientifique des conclusions d'ordre philosophique sur l'homme, la nature, etc. Sa tentative est malheureusement orientée dans une direction que l'on ne peut qualifier que de réactionnaire, pas seulement parce que l'auteur s'attaque au marxisme (il le fait avec une méconnaissance surprenante de celui-ci), mais parce que son attaque contre le marxisme est le sous-produit d'une conception non scientifique qui, elle-même, est réactionnaire au plus haut point.

La matière vivante, dans sa diversité, est formée à partir de protéines et d'acides nucléiques, eux-mêmes formés à partir d'un nombre très réduit de radicaux chimiques :

*« Ces très nombreux radicaux (d'acides aminés formant les protéines) appartiennent à seulement 20 espèces chimiques différentes qui se rencontrent chez tous les êtres vivants des bactéries à l'homme »* (page 61).

Selon Monod l'existence dans la nature du phénomène d'invariance est très accusée. Le changement, c'est à dire l'évolution, n'est que le produit du hasard. Le résultat d'une longue chaîne de hasards est aujourd'hui l'homme qui vit seul avec ses problèmes face à une nature totalement indifférente à son existence et à son avenir.

A partir des considérations ci-dessus, Monod lance une double attaque en utilisant des catégories qui sont à cheval sur la biologie et la philosophie. Il s'en prend d'une part aux « vitalistes », c'est à dire à ceux qui expliquent la vie par un ou des principes surnaturels; il cite plus particulièrement le philosophe idéaliste à la mode pendant son adolescence, Bergson, aujourd'hui oublié sauf des professionnels de la philosophie. Il s'en prend d'autre part à ceux qu'il appelle les « animistes ». Il reconnaît (pages 43 et 185) qu'il donne à ce terme une définition toute personnelle. Pour lui sont « animistes » ceux qui partent de *« l'hypothèse que les phénomènes naturels peuvent et doivent s'expliquer en définitive de la même manière, par les mêmes « lois » que l'activité humaine, subjective, consciente et projective »* (page 44), ceux pour qui *« l'histoire humaine prolonge l'évolution biologique, qui elle-même fait partie*

*de l'évolution cosmique »* (page 45), et il condamne à ce titre en premier lieu Hegel et Marx. Pour ne prendre que le marxisme, on notera d'abord que, reconnaissant l'unité profonde de la nature, de la matière vivante et de l'humanité, il ne prétend nullement que les mêmes « lois » les régissent.

Aux « vitalistes » et aux « animistes » Monod oppose ce qu'il appelle le postulat d'objectivité, et la connaissance scientifique deviendrait vérité objective sur la base d'une éthique :

*« La connaissance vraie ignore les valeurs, mais il faut pour la fonder un jugement, ou plutôt un axiome de valeur. Il est évident que de poser le postulat d'objectivité comme condition de la connaissance vraie, constitue un choix éthique et non un jugement de connaissance puisque, selon le postulat lui-même, il ne pouvait y avoir de connaissance « vraie » antérieure à ce choix arbitral. Le postulat d'objectivité, pour établir la norme de la connaissance, définit une valeur qui est la connaissance objective elle-même. Accepter le postulat d'objectivité, c'est donc énoncer la proposition de base d'une éthique : l'éthique de la connaissance. »* (page 191)

Le marxisme étant l'objet principal de la critique de Monod, nous pourrions mieux saisir sa pensée en partant de ce qu'il en dit. Il commence par le résumer en ce qu'il appelle une « vulgate » formulée en huit points (pages 47 et 48). Première observation : Monod, ayant sans doute quelques raisons de penser qu'on objectera que cette « vulgate » n'exprime pas la véritable pensée de Marx, immédiatement après l'avoir exposée, ajoute :

*« On peut contester cette reconstitution, nier qu'elle corresponde à la pensée authentique de Marx et Engels. Mais cela est somme toute secondaire. L'influence d'une idéologie tient à la signification qui en demeure dans l'esprit de ses adeptes et qu'en donnent les épigones »* (page 48).

Propos d'une désinvolture d'autant plus inadmissible qu'ils proviennent d'un homme qui a des prétentions extrêmes de rigueur scientifique. Monod juge-t-il par exemple la pensée de Darwin sur les nombreuses déformations qu'en ont faites des darwiniens depuis plus d'un siècle ? Juge-t-il la pensée de Freud sur tout ce qui est présenté comme psychanalyse, sans parler des nombreux charlatans qui s'enrichissent en invoquant le nom de Freud ?

La « vulgate » de Monod est dans une grande mesure une réaction au « matérialisme dialectique » à la Lyssenko et à la Staline qu'on lui a enseigné pendant son passage au Parti Communiste. Mais il combat autre chose que ce que les mêmes stalinien les plus endurcis ont pu lui exposer. Dans le « marxisme » en 8 points de Monod, entre la matière et la pensée consciente, il n'est nulle part question de la société humaine et de l'activité laborieuse de l'homme comme moments fondamentaux dans le développement qui va de la matière inerte puis vivante à la pensée de l'homme. Monod se trompe aussi tout à fait quand il déclare que *« pour Marx... l'histoire se déroule selon un plan immanent, nécessaire et favorable »* (page 184). L'évolution qui est effectivement une combinaison éminemment dialectique de la nécessité et du hasard, ne répond à aucun « plan immanent », elle n'est pas le résultat d'un quelconque « projet » (nous verrons plus loin l'emploi abondant et abusif que Monod fait de ce mot). Mais, elle ne se produit pas d'une façon quelconque : il y a un sens, c'est à dire une direction, dans le développement de la nature comme de la société. Les lois ne sont pas le résultat d'un « projet »; elles ne sont pas dictées à la nature ou à la société; les sciences ne font que les découvrir.

Monod reconnaît — on s'en doute — l'existence de lois chimiques, physiques et biologiques; mais jamais il n'est question pour lui de lois historiques, de lois de développement des sociétés humaines, et il ne voit pas que la logique est une science s'efforçant de découvrir les lois du mouvement de la pensée humaine. Dans tout son livre, il n'y a qu'une phrase méprisante sur le matérialisme historique. L'homme n'y apparaît jamais comme être social et actif, c'est essentiellement un tube laboratoire où s'opèrent des réactions entre protéines et autres constituants chimiques plus ou moins complexes.

### L'animiste qui s'ignore.

Avant d'examiner la nature de cette conception, il faut souligner d'autres traits de la pensée de Monod. Il combat comme « animistes » ceux qui considèrent qu'il existe une unité, un développement (dialectique) qui s'étend de la matière la plus élémentaire aux formes raffinées de la pensée. Nous avons déjà dit qu'il s'agit d'une définition de l'animisme particulière à Monod. Le plus curieux c'est que Monod ne remarque pas que cette unité — qu'il reproche à des penseurs comme Hegel et Marx — existe aussi chez lui, mais sous une toute autre forme qui le conduit à l'animisme tel qu'il est couramment défini.

Son point de départ, c'est le matériel génétique invariant auquel il attribue une propriété pour laquelle il a créé un néologisme, la *téléonomie*. Citons-le abondamment afin de ne pas dénaturer sa pensée :

*« Toutes les adaptations fonctionnelles des êtres vivants comme aussi tous les artefacts façonnés par eux accomplissent des projets particuliers qu'il est possible de considérer comme des aspects ou des fragments d'un*

*projet primitif unique qui est la conservation et la multiplication de l'espèce. Pour être plus précis nous choisirons arbitrairement de définir le projet téléonomique essentiel comme consistant dans la transmission, d'une génération à l'autre, du contenu d'invariance caractéristique de l'espèce. Toutes les structures, toutes les performances, toutes les activités qui contribuent au succès du projet essentiel seront donc dites « téléonomiques »... »* (pages 26-27).

*« Téléonomie, notion qui... implique l'idée subjective de « projet ». Rappelons l'exemple de l'appareil photographique : si nous admettons que l'existence de cet objet et sa structure réalisent le « projet » de capter des images, nous devons de toute évidence admettre qu'un « projet » semblable s'accomplit dans l'émergence de l'œil d'un vertébré »* (page 26).

*« L'objectivité nous oblige à reconnaître le caractère téléonomique des êtres vivants, à admettre que dans leurs structures et performances, ils réalisent et poursuivent un projet »* (page 33).

*« Toutes ces performances téléonomiques des protéines reposent en dernière analyse sur leur capacité de reconnaître d'autres molécules »* (page 60).

*« Ces phénomènes prodigieux par leur complexité et leur efficacité dans l'accomplissement d'un programme fixé à l'avance, imposent évidemment l'hypothèse qu'ils sont guidés par l'exercice de fonctions en quelque sorte « cognitives »... »* (page 72).

*« La structure achevée n'était nulle part en tant que telle, préformée. Mais le plan de la structure était présent dans ses constituants eux-mêmes. L'information était présente, mais inexprimée, dans les constituants »* (page 102).

*« Parmi les milliers de conformations repliées, en principe accessibles à la fibre polypeptidique, une seule est en fait choisie et réalisée »* (page 107).

Nous ne sommes pas en présence de locutions animistes courantes, comme chacun en prononce quotidiennement : « Qu'est-ce qui lui prend ? » quand l'auto ne démarre pas bien, « Ou s'est-il caché ? » quand on ne retrouve pas un objet. Nous sommes en face d'une conception, non scientifique, de Monod, à savoir que dans le matériel génétique invariant il y a un « projet », que ce matériel « poursuit » ce projet, qu'une protéine « reconnaît » d'autres molécules, est « guidée » par des fonctions « cognitives », transmet une « information », etc... C'est l'animisme tel qu'il est défini couramment mais exprimé dans un vocabulaire puisé à un jargon philosophique moderne plus ou moins valable.

Cette conception est aberrante. A la base de tout se trouve évidemment la matière. Plus particulièrement, à la base de la matière vivante, se trouve le matériel génétique le plus simple. Mais, dans ce matériel et dans les protéines les plus élémentaires, il n'existe pas de « projet », de « information », etc... comme dans la réalisation de l'appareil photographique il y a le projet de son constructeur. Il faut atteindre un niveau élevé d'organisation de la matière vivante pour qu'apparaissent chez

certaines espèces une sorte de système nerveux susceptible d'éprouver des sensations.

Il faut aller beaucoup plus loin dans l'évolution des espèces pour qu'apparaissent des hémisphères cérébraux. Il faut arriver chez l'homme pour que ceux-ci aient pour fonction la pensée. Le terme « téléonomie » fabriqué par Monod élève certaines propriétés physiques, chimiques ou biologiques de la matière au niveau de la téléologie qui caractérise le cerveau humain, c'est à dire sa capacité de concevoir un projet qui sera réalisé par l'activité de l'homme.

L'homme est un être biologique — quel matérialiste, quel marxiste, pourrait le contester ! — et certainement dans ses gènes se trouve « quelque chose » qui est à l'origine de sa faculté de penser; mais ce n'est pas là que la pensée prend naissance. Elle est le produit non seulement d'un haut degré d'organisation de la matière vivante, mais aussi et surtout de la vie active et sociale de l'homme. Celui-ci n'est pas qu'être biologique, il est aussi être social, être travailleur. Il est plus dangereux, il est faux — et réactionnaire — d'éliminer pratiquement ces deux caractéristiques fondamentales qui font sortir l'homme de l'animalité.

#### Hasard et nécessité.

En dépit du titre, Monod n'accorde dans son livre qu'une place assez limitée à ces deux notions, et sur ce point aussi il fait preuve en matière philosophique d'une faiblesse stupéfiante. Sa pensée unilatérale — non dialectique — se manifeste par exemple dans la phrase suivante :

« L'évolution n'est nullement une propriété des êtres vivants puisqu'elle a sa racine dans les imperfections mêmes du mécanisme conservateur qui, lui, constitue bien leur unique privilège » (page 130).

En écrivant ces mots, Monod postule qu'il y a dans la nature « perfection » et « imperfection », sur une base qui n'a absolument rien de scientifique. Rien ne permet de dire que l'invariance est la propriété spécifique de la matière et l'évolution son « imperfection ». Toutes deux sont des propriétés de la matière et il n'y a d'« imperfection » que pour quelqu'un qui pense en catégories absolues et métaphysiques. Aussi bien l'invariance que l'évolution sont inhérentes à la nature comme à la société. S'il n'y avait pas d'invariance, s'il n'y avait qu'évolution, on n'aurait rien de définissable, mais la chaos complet. Les deux, répétons-le, sont aussi réelles l'une que l'autre. Monod semble faire reposer ses définitions de « perfection » et d'« imperfection » sur le fait que la nature ne conserve qu'un nombre infime des mutations qui se produisent :

« L'extraordinaire stabilité de certaines espèces, les milliards d'années que couvre l'évolution, l'invariance du « plan » chimique fondamental de la cellule ne peuvent évidemment s'expliquer que par l'extrême cohérence du système téléonomique qui, dans l'évolution, a donc joué le rôle à la fois de guide et de frein, et n'a retenu, amplifié, intégré qu'une infime fraction des chances que lui

offrait, en nombre astronomique, la roulette de la nature » (pages 137-138).

A la pensée de Monod, nous pouvons opposer celle d'un autre généticien éminent, prix Nobel également, d'une génération plus ancienne que Monod. Le professeur H.J. Muller, célèbre par ses travaux sur les chromosomes et les gènes, a écrit en 1935 un livre, *Hors de la nuit* (2), dont nous citerons quelques passages, et qui, peut-on dire constituait, 35 ans par avance, une réponse irréfutable au livre de Monod :

« Durant des millions d'années, les forces chimiques aveugles ont dû agir et interagir pour former des composés organiques toujours différents et sans cesse plus compliqués, ainsi que des systèmes de composés. Ce fut un moment critique de l'évolution quand parmi ces combinaisons changeantes, il advint que se formèrent ces matériaux que nous appelons les gènes. Les gènes sont eux-mêmes sujets à des altérations chimiques, internes et accidentelles, — les mutations. Parmi (les gènes mutables) qui se formèrent... il en était relativement peu qui fussent aptes à survivre et à s'accroître; la survie et la croissance n'étaient que dans les cas exceptionnels où la mutation avait produit des gènes dont l'action favorisait particulièrement la croissance et la multiplication des gènes eux-mêmes ou des systèmes organiques (protoplastes) qui les contenaient... En dépit du grand excès des variations préjudiciables, ce que nous appelons le progrès finit par se produire... les variations défectueuses disparaissent dans la mêlée, tandis que survivent les variations accidentelles bienfaisantes ». (pages 28-30).

Il n'est pas question ici de « projet », d'« information » et d'autres propos animistes, mais de « forces chimiques aveugles », d'« altérations accidentelles », de gènes « mutables », etc... Plus encore, il n'y a pas d'opposition absolue entre la fixité des radicaux génétiques (qui obsède Monod) et leurs altérations. Le fait que Muller, lorsqu'il écrivit son livre, ne disposait pas de l'apport scientifique de Monod, ne change rien à l'affaire.

Revenons à la question du hasard. Monod distingue deux hasards : celui des grands nombres qui se pose quand un phénomène dépend d'un nombre considérable de facteurs et dont la solution scientifique est donnée au moyen du calcul de probabilités, et le hasard tout à fait fortuit résultant de la rencontre de deux séquences de phénomènes tout à fait indépendants; il mentionne le cas d'un nommé Dupont qui, marchant dans la rue, recevrait sur la tête un objet lâché involontairement par une personne travaillant sur un toit. C'est, dit-il, cetype de hasard qui intervient dans les mutations qui se produisent dans les gènes (page 128). Mais, quelques pages plus loin, il exprime le même point de vue que Muller à savoir que ne se maintiennent que les rares mutations donnant des organismes supérieurs.

(2) Traduit de l'anglais et préfacé par Jean Rostand (Editions Gallimard, 1938).

C'est là un hasard qui n'a rien à voir avec celui de l'exemple du Dupont mentionné plus haut. Que dirait Monod si, dans un nombre très limité de cas, au lieu de mourir, un Dupont voyait ses capacités accrues ? Le hasard dans les mutations ne provient pas de phénomènes extérieurs, il est au niveau du « mécanisme » intérieur qui produit la mutation favorable.

#### Une philosophie réactionnaire.

Nous avons qualifié la conception de Monod de profondément réactionnaire. Pourquoi ? Les philosophies qui voient dans l'homme essentiellement un laboratoire où s'exercent des forces chimiques, physiques, biologiques, et qui ignorent ou sous-estiment le côté social et producteur de l'homme, contiennent en elles une logique socialement et politiquement réactionnaire. L'exemple le plus remarquable à notre connaissance est celui d'un autre biologiste, Alexis Carrel, dont le livre *L'Homme et l'inconnu* est bourré de données scientifiques incontestables, mais pour qui l'homme n'était qu'un appareil de laboratoire, seuls quelques hommes exceptionnels étant doués de pensée d'origine surnaturelle.

Ce livre servit de Bible aux courants fascistes avant la guerre. Le racisme s'inspire d'une telle conception « biologique » de l'homme, les réactionnaires voyant les différences entre hommes essentiellement dans le sang ou la race, leurs « connaissances » étant basées sur ces notions d'un passé lointain et non sur la découverte du gène. Certes Monod n'est ni fasciste ni raciste. Mais la logique de sa philosophie conduit son raisonnement près de ces conceptions « eugéniques » qui ont fleuri sous le nazisme et devant lesquelles, à juste titre, il recule effrayé :

« Non seulement la génétique moléculaire moderne ne nous propose aucun moyen d'agir sur le patrimoine héréditaire pour l'enrichir de traits nouveaux, pour créer un « surhomme » génétique, mais elle révèle la vanité d'un tel espoir... Le seul moyen d'« améliorer » l'espèce humaine serait d'opérer une sélection délibérée et sévère. Qui voudra, qui osera l'employer ? » (page 180).

On comprend qu'il condamne les idées qui ont provoqué tant d'horribles expérimentations. Mais, dans sa philosophie « biologique » il ne trouvera aucun argument, aucun point d'appui pour résister à cet « eugénisme ». Il invoquera une « éthique ». Mais d'où pourrait-elle provenir ? Quelles seraient ses origines ? Dans la pensée de Monod, on ne peut que retourner infailliblement au matériel génétique et on reste ainsi enfermé dans un cercle vicieux.

La vérité est que l'homme, appartenant à la nature, appartient aussi à une « seconde nature », à une « nature dans la nature », à savoir la société où il exerce une activité laborieuse. C'est dans la civilisation ainsi engendrée que se trouvent les éléments (parmi lesquelles les sciences) qui lui permettent de dominer peu à peu et la nature et les contraintes sociales qui ont été engendrées par le niveau longtemps insuffisant des forces

productives. Inutile de développer ici les données essentielles à ce sujet. Mais tournons-nous une fois de plus vers le généticien Muller. Celui-ci condamne les procédés « eugéniques » du genre préconisé par les fascistes en invoquant non seulement des raisons morales mais aussi leur caractère illusoire. S'il y a des gènes de débilité mentale, explique-t-il, ils ne se trouvent pas seulement chez les débiles mentaux, mais dans un nombre d'individus normaux où ils ne sont pas dominants qui est trente fois supérieur au nombre des débiles mentaux (page 113). Il démontre qu'« il y a place pour un progrès génétique de l'homme, et non seulement en ce qui concerne l'intelligence, mais encore en ce qui concerne ces caractères de tempérament qui permettent le comportement social, coopératif. Et après que la société dans son ensemble aura adopté un idéal ouvertement social et que les changements s'en seront ensuivis dans l'économique, l'éthique, l'éducation... il deviendra nécessaire d'utiliser tous les moyens matériellement réalisables vers cet idéal. Ainsi l'on reconnaîtra comme il convient, pour la première fois, le désirable et le possible de la génétique, ainsi que le perfectible du milieu humain » (page 147). Il précise certains de ces moyens « matériellement réalisables », en suggère d'autres particulièrement audacieux, qui pourraient dans le cours d'un siècle ou deux, amener la majorité de la population à égaler en qualité génétique innée les grands hommes reconnus par l'histoire de l'humanité.

La conception enfermant l'homme dans sa nature biologique ne contient pas plus de solution pour l'avenir qu'elle n'a d'explication scientifique du passé. Dans une telle conception, le socialisme tiré d'une « éthique » équivaut à une religion qui, condamnant l'homme sur cette terre à cause de sa qualité biologique, invariante sauf très rare hasard heureux, lui promettrait le bonheur dans un autre monde inexistant. Ce socialisme là ne peut avoir aucun écho. C'est le socialisme déduit des lois qui ont été dégagées par Marx de l'étude du développement des sociétés qui seul a une base de granite. Sans aucun doute, le fascisme a montré entre les deux guerres que la civilisation est encore bien fragile; sans doute des accidents ont pu encore se produire dans la toute première partie de la construction du socialisme, comme on l'a vu avec le stalinisme. Mais malgré cela, c'est sur cette base et sur cette base seule que se justifient les sacrifices qui sont demandés pour la cause du socialisme.

Comment se fait-il que le livre de Monod soit devenu un best-seller ? Monod se déclare athée, il attaque Teilhard de Chardin, il est à la fois pessimiste et socialiste. Une telle mixture au fond n'est pas pour effrayer la bourgeoisie française. Elle ne croit plus guère à ses valeurs de jadis et n'a rien d'autre à mettre à leur place. Dans un monde ébranlé par une énorme poussée révolutionnaire, elle vit au jour le jour, et toute journée qui s'écoule est pour elle un jour de gagné. Après ces générations qui se révoltaient contre la misère et la faim, voici celles qui se dressent contre la « société de consommation ». Où trouverait-elle une solution pour s'enrichir sans danger ? Or, voici

qu'un prix Nobel (et la bourgeoisie française n'en avait pas eu à se mettre sous la dent depuis longtemps), homme de « gauche » par surcroît, conclut son livre en disant qu'il faut rejeter le marxisme :

« Le seul espoir du socialisme n'est pas dans une « révision » de l'idéologie qui le domine depuis plus d'un siècle, mais dans l'abandon total de cette idéologie » (page 194).

Un « socialisme » éthique ne fait pas peur à la bourgeoisie; elle a tant vu de « socialismes » de cet ordre qui n'ont jamais ému les masses ouvrières. Pourquoi n'utiliserait-elle pas un livre écrit par un savant incontesté ? Ce n'est sans doute pas ce que désirait Monod; mais, après tant d'autres, la lutte de classes qu'il ne saisis pas se saisit de lui. Gageons toutefois que son

livre ne fera pas long feu et que d'autres champions de l'anti-marxisme ne tarderont pas à lui succéder. Depuis plus d'un siècle, la liste des pourfendeurs du marxisme s'allonge de façon de plus en plus monotone.

Nous concluons en regrettant l'absence, à notre connaissance, d'un livre qui examinerait d'un point de vue matérialiste et dialectique les acquisitions de la génétique. Car, parmi les acquisitions des sciences modernes, celles de la physique contemporaine et celles de la génétique sont probablement les plus susceptibles de faire progresser le matérialisme dialectique (pas le « diamat » des stalinien) et de mettre en lumière un déterminisme beaucoup plus riche que le déterminisme mécaniste laplacien, qui a encore trop souvent monnaie courante.

Pierre FRANK.

## TROTSKY EN EXIL

De Peter Weiss.

Peter Weiss occupe une place à part dans le nouveau théâtre, et une place éminente. Depuis Brecht, dont il procède, il est un des très rares auteurs qui ont réussi à créer un théâtre politique lucidement engagé et d'une haute valeur poétique. La manière dont il a résolu le problème posé à son art par notre temps est à la fois originale et reliée aux traditions dramatiques les plus anciennes. S'il a qualifié l'*Instruction* d'oratorio, toutes relèvent d'une dramaturgie proche de celles de la tragédie antique et des mystères médiévaux, mais où le destin et les divinités anciennes ont cédé la place aux classes et aux forces politiques, c'est à dire aux vraies puissances souveraines qui dominent — inconsciemment ou plus ou moins consciemment — les volontés individuelles. Ses œuvres échappent ainsi à l'anecdote pour traiter des seuls grands conflits de l'humanité d'aujourd'hui. Son *Marat-Sade* s'attaquait à la problématique de la révolution en général, mais souffrait d'opposer un Sade idéal à un Marat stalinisé, et idéalisant le stalinisme. Avec le *Discours sur la ... guerre de Libération du Viet-Nam* et le *Fantoche lusitanien*, Weiss passait des problèmes abstraits de la révolution à leurs aspects concrets modernes. Ce cheminement ne pouvait que le mener à Trotsky, c'est à dire la

figure tragique la plus parfaite de notre temps, en cela qu'elle est celle d'un homme qui — comme Lénine auparavant — subordonna entièrement sa vie au flux et au reflux du mouvement ouvrier, en connut les pires épreuves comme les plus hautes gloires, et devait polariser les plus grandes haines de toutes les forces de la réaction et devenir le drapeau vivant des ultimes résistances comme de la renaissance de la révolution.

*Trotsky en exil* (1), mise en œuvre des problèmes de la révolution mondiale concrète, fait parler à Trotsky, ses compagnons et adversaires, leur véritable langage (à l'avant dernière scène près). Certains, sans doute, trouveront la complexité du réel moins dramatiquement séduisante que des figures élevées à la puissance du mythe; mais, paradoxalement, ce qui risque de nuire à cette dernière œuvre, c'est précisément sa richesse, que les idées foisonnantes s'y entrecroquent selon un rythme qu'évite ordinairement le théâtre, voire s'y télescopent comme dans la scène du congrès de 1903 où Trotsky, en l'espace de deux ou trois répliques, de « trique de Lénine » devient son critique

(1) *Trotsky en exil*, éd. du Seuil.

acérbe qu'il ne fut qu'un an plus tard. Le spectateur, profane de l'histoire du bolchévisme, risque fort de perdre pied de temps à autre, mais, en revanche, la restitution d'une vérité si soigneusement, si longtemps et si bien occultée en incitera plus d'un à aller approfondir sur pièce ces moments épiques où se jouait, en fin de compte, le sort de toute l'humanité, dans de douloureux affrontements où ceux qui s'élevaient à sa plus haute conscience affrontaient ceux qui s'en révélaient incapables.

Peter Weiss s'est astreint à un véritable ascétisme poétique, se refusant toute facilité rhétorique, enchaînant des phrases sèches, lourdes de sens, arrachées toutes vives à l'histoire. Le voilà le théâtre irrécupérable, étranger à tout compromis, réclamé et recherché par tant de créateurs auxquels Mai a donné une conscience aigüe des faux prestiges littéraires.

Parce que notre admiration pour Weiss est immense, nous nous devons de lui dire que son travail souffre toutefois de défauts qui semblent d'ailleurs ceux de sa source principale, le *Prophète* d'I. Deutscher. Ainsi en va-t-il de l'interprétation de la cruciale année 1924 qui nous semble prendre trop pour argent comptant les critiques « diplomatiques » du « testament » de Lénine. Mais, surtout, le portrait d'ensemble de Trotsky se fausse par l'incompréhension de ce que fut sa conception de la « défense inconditionnelle de l'URSS » qui amène Weiss à faire dire à l'exilé de Coyoacan, parlant de Siqueiros arrêté après son organisation de l'attentat du 24 mai 1940 : « Au fond il appliquait ma thèse : défendre l'Union Soviétique en toutes circonstances ». Mot invraisemblable (même si on le jouait dans le ton de l'ironie), monstrueux dans la bouche de Trotsky qui, précisément, considérait que la défense de l'URSS ne pouvait être assumée correctement que par l'aile bolchevik-léniniste (trotskyste) du Parti communiste soviétique, et devait culminer avec le renversement de la bureaucratie thermidorienne. Dans la même scène, qui s'intitule « le testament » et se charge ainsi du plus lourd poids de signification, des propos tout aussi opposés à leurs véritables points de vue (et aussi à leur véritable tempérament) sont prêtés à Rosmer et à Hansen. L'idée que les « aveux » des procès de Moscou pouvaient servir la cause du communisme ou de l'Etat ouvrier en quoi que ce soit et qu'il était possible de balancer dans la question de

savoir qui servait le mieux cette cause, des capitulars ou des inflexibles, est complètement étrangère à notre mouvement, et, si possible, encore plus à Rosmer qui aurait été indigné qu'on la lui prête. Notre thèse a toujours été que l'aveu n'était que le terme d'une capitulation politique antérieure aux procès et révélant une incompréhension dramatique de la nature du stalinisme (2). Souhaitons donc que ces échardes — graves pourtant — soient arrachées par Peter Weiss avant que la pièce se joue et se rejoue. Il est aisé de vérifier ces erreurs sur textes (et de la bouche d'Hansen). Weiss qui a tâtonné, nous dit E. Fischer, et plusieurs fois réécrit la fin du *Marat-Sade*, sait que ce sont par ces ultimes scènes que tout un drame prend son sens; il ne peut donc méjuger la portée de cette déviation.

Aussi importants que nous apparaissent ces défauts, il n'en reste pas moins que *Trotsky en exil* est une pièce courageuse, émouvante, qui fait le plus grand honneur à son auteur, lequel aura du mal à forcer les oppositions ouvertes et sournoises et à se faire jouer, mais qui ne pourra que finir par s'imposer et triompher.

Michel LEQUENNE.

(2) C'est une erreur de traduction qui féminise Liova, diminutif de Léon, prénom du fils de Trotsky, assassiné à Paris par le Guépéou, ce qui entraîne un fâcheux contresens, mais l'erreur est de Peter Weiss — sur la base de quelle information ? — qui fait invoquer le Dieu d'Israël à Zinoviev condamné. L'homme était brisé, il est vrai, mais rien ne permet de penser qu'il ait pu perdre ainsi la raison.

## LA «BOLCHEVISATION» DU P.C.F. (1923-28)

Voici un petit livre qui traite d'une opération, dite « bolchevisation », qui fut d'une importance capitale dans la dégénérescence de l'Internationale communiste et de ses sections. C'est le Vème Congrès de l'Internationale communiste, dirigé par Zinoviev, qui la lança; elle devait conduire ceux qui la votèrent et la mirent en application tout à fait ailleurs qu'ils ne le désiraient : au lieu de construire des partis bolcheviks, ils mirent en route un mécanisme qui aboutit en fin de compte à faire des partis communistes des partis réformistes d'un type nouveau.

Le livre de Jederman traite de l'histoire du PCF en la plaçant fort justement dans le cadre des développements internationaux et, plus particulièrement, soviétiques qui la conditionnèrent. Il souligne que cette « bolchevisation » comporta plus particulièrement en France, en raison des origines social-démocrates à l'époque encore insuffisamment extirpées du PCF, une double opération, à savoir une bureaucratisation et une prolétarianisation de ses cadres. Pour un grand nombre de militants, notamment pour les militants ouvriers du parti, souvent issus du courant syndicaliste révolutionnaire d'avant la guerre de 1914-1918, c'était essentiellement la prolétarianisation qui leur fut directement sensible; la bureaucratisation ne leur apparut pas comme le grand danger qu'il devait devenir. Le fait que Monatte et quelques autres leaders du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 se soient opposés à la « bolchevisation » ne saurait cacher le fait que la plus grande partie des militants de cette provenance aient participé à la « bolchevisation ». A l'époque même, on ne peut pas dire qu'ils l'aient fait par corruption ou réformisme; ils y voyaient l'élimination des tares social-démocrates et la construction d'une véritable organisation ouvrière; corruption et réformisme ont pénétré insidieusement et lentement dans le PCF avant de le gangrener définitivement.

D'autre part le livre de Jederman montre également fort bien que les opposants à la

De Jederman (1).

« bolchevisation » étaient d'une grande faiblesse politique. La plupart d'entre eux glissèrent également vers le réformisme, soit en rejoignant la social-démocratie soit en prenant la voie droitiste particulière au mouvement ouvrier français, celle de l'« indépendance du syndicalisme ».

C'est ce qui explique pourquoi le mouvement trotskyste en France qui fut formé par les membres du Parti Communiste ne fut pas créé comme un produit direct par une aile ou une tendance lors d'une des nombreuses crises, mais par un rassemblement de militants individuels autour de Trotsky en 1929, pour fonder le journal *La Vérité*, quand les groupes oppositionnels précédents avaient disparu ou s'effondraient. Les conditions de création du mouvement trotskyste en France expliquent pour beaucoup les difficultés qu'il devait ultérieurement rencontrer à former une organisation stable.

Dans le livre de Jederman, un point mérite quelques observations. L'auteur souligne que la question de la cellule « organisme de base » du parti fut longuement discutée. Il est tout à fait vrai que les droitiers du parti firent beaucoup de bruit sur cette question. Mais il faut dire aussi que pour les opposants de gauche, à l'époque, c'était aussi un problème difficile. Il faut se replacer dans la situation du mouvement ouvrier d'avant Juin 1936, où même les sections syndicales n'avaient pas droit de vie. Les cellules d'usines, numériquement très faibles, dont les membres changeaient fréquemment et dont l'existence était fragile, n'étaient pas propices à la discussion et à l'élaboration politique. Nombre de militants se repliaient sur les cellules de rues. Instrument d'intervention dans les entreprises, les cellules d'usines étaient alors impropres à assurer la vie politique, et de ce fait, favorisaient la domination de l'appareil sur le parti. Quand, après Juin 1936, les conditions existèrent pour que les cellules aient une stabilité minima, le PC avait cessé depuis plusieurs années d'être un parti révolutionnaire.

## LA POLITIQUE COLONIALE DU P.C.F. (1920-65)

De J. Moneta (1).

Un livre qui paraît autour du 50ème anniversaire du PCF, en contribution à son histoire, mais que la direction du PCF se gardera de faire connaître. Plus encore, le préposé actuel aux problèmes coloniaux, Suret-Canale, a écrit un article 100 % stalinien contre lui. Pourquoi ? Précisément parce qu'il est avant tout un recueil de documents du PC, de ses leaders, de ceux qui dirigèrent travail

colonial. Ces documents permettent de suivre les changements de position de ce parti au cours de son existence : parti issu de la social-démocratie œuvrant à rejeter les tares de celle-ci, parti révolutionnaire, puis parti stalinisé qui subordonne (et même sabote) — notamment en Afrique du Nord, puis au Viet-Nam, et de nouveau en Afrique du Nord — la lutte anti-impérialiste pour servir les besoins de la diplomatie du Kremlin. L'auteur n'a écrit qu'un commentaire assez succinct pour situer les documents dans leur contexte historique, et

marquer les procédés staliniens pour « justifier » au nom du marxisme les trahisons multiples. Il mentionne également comment la direction du PCF à diverses reprises a tronqué ses propres textes antérieurs pour se présenter en ami de toujours des peuples coloniaux.

Parmi les nombreux documents qui illustrent ce livre, citons tout particulièrement la déclaration de Laval-Staline de mai 1935 qui inaugure le grand tournant « patriote » du PCF, le discours de Thorez sur « l'Algérie, nation en formation » de 1937, la dénonciation des « actes de terreur individuels » de novembre

1954 contre ceux qui déclenchèrent la lutte armée en Algérie ...

Par l'énorme documentation qu'il apporte sur la politique d'un parti communiste ayant une large base de masse, dans un pays qui était à la tête d'un grand empire colonial, ce livre éclaire crûment la politique stalinienne dans un domaine exceptionnellement important.

Il doit être lu aussi bien par les militants révolutionnaires français aux prises avec le PCF que par les militants des mouvements révolutionnaires des pays coloniaux et semi-coloniaux.

## LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION CHEZ LE JEUNE MARX

de Michaël LGWY.

Au début de son livre *La théorie de la Révolution chez le jeune Marx* (1), Michaël Lowy explique dans une note qu'il partage avec Althusser « la conception générale des œuvres de jeunesse de Marx comme une « longue marche théorique », et l'hypothèse d'une « coupure épistémologique » à la hauteur des « Thèses sur Feuerbach » et de l'« Idéologie allemande ». Mais il prend soin de préciser que selon lui cette « coupure » est aussi politique, et que sa lecture du « jeune Marx » est profondément différente de celle d'Althusser. C'est sur ce point qu'il convient d'insister pour montrer l'intérêt du livre de Lowy par rapport aux productions récentes sur la formation de la pensée de Marx.

Dans un article de 1960 intitulé *Sur le jeune Marx* (Pour Marx, page 47), Althusser explique qu'il faut voir dans la longue marche de Marx hors de la nuit idéologique du néo-hégélianisme « moins un rôle de formation théorique qu'un rôle de formation à la théorie », vers une sorte de « degré zéro » de la Science, de coupure radicale (il ne faut surtout pas penser en termes de dépassement : le concept est par trop hégélien) où Marx devient Marx. C'est en termes de « changement d'élément », de « changement de terrain », qu'il faut penser la coupure, et par là même rejette-t-on ce qui la précède dans le néant de l'idéologie. Cette appréhension de la démarche marxienne de son point de départ jusqu'aux années 40 a conduit Althusser à fausser totalement le marxisme, à l'amputer, sous prétexte de pureté théorique, de son côté proprement politique, à l'ériger en Science, en Théorie autonome et, finalement, a-historique, au détriment de son rôle révolutionnaire.

Le livre de Lowy, au contraire, se situe dans une perspective totalisatrice, et nous permet d'appréhender ce qui fait l'unité profonde de l'œuvre de Marx. L'aspect sous lequel Lowy saisit la genèse du marxisme — la rencontre de Marx, intellectuel hégélien, avec le prolétariat de son temps — lui permet de nous donner de la problématique marxienne un cadre d'approche global, dans lequel des études comme celle de Mandel sur « La formation de la pensée économique de Marx » viennent s'intégrer comme des compléments. « L'hypothèse du caractère potentiellement révolutionnaire et communiste du prolétariat est le trait d'union, la liaison organique entre la théorie politique de Marx et sa sociologie, économie, philosophie de l'histoire, etc. » (page 32). Cette perspective autorise deux conclusions : d'une part la coupure n'est pas à proprement parler une « coupure épistémologique ». Les Thèses sur Feuerbach et l'Idéologie allemande ne marquent pas seulement le passage de Marx de l'idéologie à la science, mais bien plutôt une prise de conscience, au terme d'une longue maturation théorique, du rôle révolutionnaire du prolétariat, et de Marx lui-même comme son représentant. D'où l'importance de la révolte des tisserands silésiens dans ce processus. « C'est l'insurrection des tisserands qui a, d'une certaine façon, « déclenché » chez Marx le processus d'élaboration théorique qui aboutit en 1846 à la rupture définitive avec toutes les implications du jeune hégélianisme, y compris Feuerbach » (page 99).

La deuxième conclusion, corollaire de la première, c'est l'unité profonde de la théorie et de la pratique de Marx, abusivement séparées par Althusser. En effet, la conséquence immédiate de la prise de conscience par le jeune Marx du rôle révolutionnaire du prolétariat au travers de la révolte des tisserands silésiens, c'est le début d'une activité politique systématique et organisée. En

(1) Maspéro Editeur . Paris .

(1) Editions Maspéro . Livre rouge .

45, dit Engels, Marx avait complètement construit sa théorie matérialiste de l'histoire ... Mais notre intention n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, ces nouveaux résultats scientifiques aux oreilles du monde « savant » ... Nous avions l'obligation de donner à notre conception une base scientifique. Mais il ne nous importait pas moins de gagner à notre conviction prolétariat européen, à commencer par celui de l'Allemagne. Dès que nous eûmes tout tiré au clair, nous nous mîmes à l'ouvrage.» (cité par Lowy, page 137). L'œuvre de Marx ne se réduit donc pas au seul *Capital*, on ne sépare pas le « scientifique » de l'idéologique ou du « politique » comme le bon grain de l'ivraie, et la théorie révolutionnaire de Marx ne prend son sens que par la pratique révolutionnaire qu'elle fonde.

L'intérêt du livre de Lowy, c'est de montrer que cette unité dialectique de la théorie et de la pratique révolutionnaires dans l'œuvre de Marx est issue précisément de ces années de réflexion pendant lesquelles, s'arrachant à l'idéologie ambiante, il comprit peu à peu le rôle du prolétariat dans la société et dans la révolution à venir. Le saut qualitatif qui s'opère dans les années 44-45 constitue donc bel et bien un « dépassement », en ce sens que cela même qui est radicalement nouveau dans la conception révolutionnaire de Marx s'éclaire par le processus dont elle est issue.

La théorie de la révolution chez le jeune Marx a cependant une autre fonction que de servir d'antidote aux aberrations althussériennes : celle de nous donner la conception marxienne, jusqu'alors mal connue faute d'une étude spécifique, des rapports avant-garde masses. Par là même les rapports entre cette conception et les théories du parti révolutionnaire des marxistes du XXème siècle s'éclairent d'un jour nouveau, et l'on peut regretter que la partie du de Lowy qui leur est consacrée soit aussi brève et allusive.

Lowy dégage trois étapes dans la mise au point par Marx de la théorie du prolétariat, sujet de la révolution communiste. Ce devenir est étroitement lié au développement du mouvement ouvrier de l'époque, et aux relations que Marx entretint avec lui. Dans une première phase, entre 42 et 44, l'intellectuel bourgeois Marx prend

violemment la défense des « pauvres » contre l'égoïsme de l'intérêt privé et l'Etat prussien bureaucratique. S'il adhère enfin au communisme, c'est encore sur des bases philosophiques, bien que son arrivée à Paris lui ait donné l'occasion de « découvrir » le prolétariat et de le substituer à la notion vague d'« humanité souffrante ». Début 44, le prolétariat est encore conçu comme un élément purement passif, comme l'arme matérielle des philosophes, le pôle actif étant du côté de « ceux qui pensent ». Pendant les deux années qui suivront, le contact avec les sociétés secrètes ouvrières parisiennes, puis la révolte des tisserands silésiens, l'amèneront à reconsidérer le rôle du prolétariat dans la révolution, à le considérer comme son élément actif. Ce renversement le conduit à repenser le rôle des intellectuels issus des autres classes : la théorie de l'auto-émancipation du prolétariat étant clairement affirmée, à l'encontre des socialistes utopiques et autres tenants du mythe du « sauveur suprême », les intellectuels n'ont plus pour fonction que de clarifier et renforcer cette conscience communiste qui est le fruit du processus concret et pratique de la lutte des classes. C'est seulement une fois le prolétariat constitué en sujet historique et politique de la révolution que Marx donne les fondements du rapport avant-garde masses, parti-classe, tel qu'il sera repris et développé par Lénine, Trotsky, Rosa. La conception marxienne du rapport entre le parti et le prolétariat est à la fois le fondement et le résultat de l'expérience concrète que firent Marx et Engels de la construction d'un parti révolutionnaire à partir des années 46-48. Si l'on comprend bien comment les ambiguïtés et l'inachèvement de la théorie du parti permirent le développement de théories différentes comme celles de Lénine et de Rosa, peut-être Lowy a-t-il eu cependant tendance à considérer les conceptions du jeune Marx à la lumière de ces derniers, insistant moins sur l'inachèvement que sur les géniales anticipations, donnant pour systématisé ce qui n'était parfois que pressentiment.

Mais c'est un point de critique annexe, l'intérêt du livre de Lowy étant de présenter au public un Marx relativement peu connu, aux prises avec le mouvement ouvrier de son temps, et de recentrer la totalité de l'œuvre de Marx autour de ce qui en fait la signification profonde : la théorie de l'auto-émancipation du prolétariat.

Denise AVENAS.

## CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE numéro 2 de la revue économique

Dans son deuxième numéro, la revue *Critiques de l'économie politique* cherche à analyser les raisons de la crise du système monétaire international qui, depuis 1960, fait les malheurs de la bourgeoisie mondiale.

De 1950 à 1960 le capitalisme s'était développé sans crises. Alors que les bourgeois en tiraient l'espoir d'un salut définitif et que les lambertistes niaient le fait, E.Mandel avait montré les contradictions en œuvre dans cette apparente félicité générale.

Il est aujourd'hui possible, après dix ans de crise du système monétaire international, de préciser la signification de cette crise. Cela suppose un détour théorique quant à la monnaie dont l'usage est international. C'est à quoi répondent les articles relativement abstraits de P.Florian et de A.Schubert. Cette étude effectuée, un essai d'explication de la crise est donné au plan théorique, empiriquement vérifié par « une nouvelle

lecture de la balance des paiements américains ». La thèse centrale est qu'après dix ans de développement général, le capitalisme connaît, à nouveau, la loi coercitive de la concurrence à un niveau exacerbé. L'hégémonie américaine est remise en cause par l'Allemagne occidentale et le Japon qui profitent des contradictions yankees.

Première tentative de compréhension de la période actuelle du capitalisme, ces articles, bien qu'ardus, constituent un apport théorique important aux luttes.

Notons que, par ailleurs, la rédaction a ouvert une nouvelle rubrique permanente d'étude des branches et économies nationales, montrant comment les luttes ouvrières s'insèrent dans les manœuvres économiques de la bourgeoisie. Cette rubrique dont l'intérêt militant est direct et immédiat est une contribution importante au développement des luttes.

## LIVRES REÇUS

- CH. Bettelheim : *L'économie allemande sous le nazisme* (tomes I et II, petite collection Maspéro).  
Lionel Richard : *Nazisme et littérature* (F.Maspéro éditeur).  
Richard Gombin : *Les socialistes et la guerre* (Mouton, éditeur).  
R.Estel, G.Fabre E.Marienstras : *En marge : les minorités aux Etats-Unis* (F.Maspéro, éditeur).  
Lumumba vivant (La Taupe éditeur, Bruxelles).  
Pierre Teruel-Mania : *De Lénine au Panzer-Communisme* (Maspéro éditeur).

Dans le No 43 (Mai 1970) de notre revue avait paru une critique écrite par Jacques LAHIRE du livre d'Arghiri EMMANUEL, L'ECHANGE INEGAL. L'auteur nous ayant demandé de répondre à cette critique, nous l'avons accepté très volontiers et publions ci-dessous cette réponse. Nous informons en même temps nos lecteurs que la discussion ainsi ouverte, vu son caractère principalement économique, se poursuivra dans les pages de la revue Critiques de l'économie politique.

## L'ECHANGE INEGAL (réponse à Jacques Lahire)

Je me réjouis d'autant plus de ce « droit de réponse », si libéralement accordé par la QUATRIEME INTERNATIONALE, que la critique de Jacques LAHIRE me semble être le fruit d'une lecture attentive et sérieuse de mon ouvrage et que je ne peux pas en dire autant de toutes les autres critiques dont j'ai été depuis quelques temps l'objet dans la presse périodique.

### QUELQUES POINTS SECONDAIRES.

Il y a néanmoins, à mon avis, quelques malentendus de détail que je voudrais dissiper avant d'aborder les véritables divergences d'opinion :

1) Jacques LAHIRE me reproche d'avoir qualifié d'erreur d'optique l'identification des termes de l'échange des pays pauvres avec ceux des produits primaires. Cela correspond effectivement à mon affirmation. Mais il conclut qu'« il n'y a aucun doute quant au caractère primaire des produits exportés par les pays faiblement développés », comme si, moi, j'avais nié ce caractère, ce qui constitue une pensée qui ne m'a jamais effleuré.

Pour arriver à cette conclusion, Jacques LAHIRE définit le *secondaire* « par l'importance du capital constant circulant relativement au capital constant fixe ».

Cette définition m'a coupé le souffle. En voilà enfin un traitement théorique, scientifique — le premier à ma connaissance —, de la distinction du « secondaire » d'avec le « primaire », distinction que Colin Clark, Fourastié, etc... avaient abandonnée dans les sables mouvants de l'empirisme.

Malheureusement, à y regarder de plus près, cette définition ne colle pas. Une machine-outil de grande précision comporte une proportion de capital constant circulant par rapport au capital fixe bien moindre que celle de l'aviculture moderne. La machine-outil est-elle pour autant plus « primaire » que les poulets ? Tout dépend par ailleurs du

degré d'intégration verticale de la branche considérée. Si elle n'emploie pas beaucoup de sous-traitants, l'usine aéronautique qui construit le Concorde consomme très peu d'inputs matériels par rapport à la valeur de ses installations fixes. Par contre, un exportateur de café à la Côte d'Ivoire qui achète le café en parche aux planteurs et le traite dans son usine, emploie une proportion très élevée de capital constant circulant par rapport à la valeur de l'usine de décorticage. S'ensuit-il que le café est plus « secondaire » que le Concorde ?

Mais là n'est pas la question. Car, quelle qu'en soit la définition, je suis volontiers d'accord avec Jacques LAHIRE que la majeure partie des exportations des pays sous-développés appartient au secteur primaire, et je ne l'ai jamais nié. *Mais cela ne signifie pas que les exportations « primaires » mondiales appartiennent aux pays sous-développés, ni, par conséquent, qu'on a le droit d'identifier les termes de l'échange de ces pays avec les termes de l'échange des produits primaires.*

C'est en cela que consiste l'« erreur d'optique ». Sinon si je pensais que les exportations des pays sous-développés n'étaient pas primaires, alors je n'aurais jamais parlé d'« erreur d'optique », mais d'erreur tout court et même de grossière. Les exportations des pays sous-développés sont bel et bien primaires. Mais la part de ces pays dans la valeur globale des produits primaires exportés dans le monde en 1953 n'atteignait que 47 %, les exportations des pays « socialistes » non comprises. Ceci explique que pendant que les termes de l'échange des pays pauvres dégringolent, ceux de l'ensemble des biens primaires ne se portent pas mal du tout.

2) Concernant la péréquation du taux de profit, je ne comprends pas pourquoi J.LAHIRE fait un si grand cas de la « prime de risque ». Je n'ai nulle part utilisé cette « prime » comme un argument en faveur de la péréquation. Je

considère cette péréquation comme un fait d'expérience qui ne peut se démontrer que statistiquement, donc, tendanciellement et approximativement. Quant aux différences éventuelles peu m'importe qu'elles représentent ou non la prime de risque. Ce qui m'intéresse et ce que je dis, c'est que ces différences sont d'un ordre de grandeur tel qu'elles ne peuvent en aucune façon prétendre COMPENSER la différence des salaires.

Il est bien entendu que celui qui prétendrait le contraire aurait le droit de rejeter ma théorie sans la réfuter, puisqu'il récuse son fondement essentiel. Je constate toutefois que jusqu'ici personne, même parmi mes critiques les plus durs, ne l'a prétendu. (Jacques LAHIRE a-t-il cette intention ? Alors la discussion sur le contenu même de ma thèse devient sans objet). Bien au contraire, certains de mes critiques ont mis l'accent sur les surprofits monopolistes des exportateurs des pays industriels, ce qui engendre des différences dans le sens opposé, lesquelles non seulement ne compensent ou n'atténuent les différences de salaires, mais les aggravent.

3) « La valeur est présentée par Emmanuel comme la somme des rémunérations des facteurs », dit Jacques LAHIRE. Non, bien sûr ! Je n'ai jamais dit cela. La valeur ne peut être la somme des rémunérations des facteurs puisqu'elle est la quantité physique d'un seul facteur : le travail. Mais les marchandises ne s'échangent pas selon leur valeur, mais selon leur « prix de production », et c'est le prix de production qui est la somme des rémunérations des facteurs, pas la valeur.

4) Pour en finir avec les points de détail, bien qu'ici il ne s'agisse pas d'un malentendu de lecture, je m'arrête un instant à la question de l'importance même des différences des salaires entre pays faiblement développés et pays industrialisés. Je l'ai estimée en moyenne à 20 fois. Charles Bettelheim, qui est pourtant un adversaire résolu de ma théorie, l'estime, lui, entre 20 et 30 fois. J.LAHIRE conteste cette estimation. Les ouvriers du secteur industriel des pays d'Amérique Latine ont, dit-il, un salaire environ 4 à 5 fois moindre que celui de leurs homologues des Etats-Unis (compte-tenu de la différence de l'intensité du travail).

Tout le monde sait que les pays d'Amérique Latine ne sont pas les moins développés de la terre, que parmi eux, il y

en a qui ne sont pas sous-développés du tout, que dans ces pays le salaire industriel est disproportionnellement au dessus du salaire moyen, et que les ouvriers industriels sont une petite minorité de leur prolétariat. Alors en vertu de quoi une différence de 4 à 5 fois des salaires industriels de ces pays, (compte-tenu de la différence de l'intensité du travail), à supposer qu'elle soit exacte, serait incompatible avec une différence de 20 fois les salaires moyens toutes catégories de l'ensemble des pays sous-développés et compte non tenu de l'intensité ?

Jacques LAHIRE sait-il que, par exemple, au Congo-Kinshasa, le salaire urbain moyen est à peine supérieur à 2 francs français, et le salaire agricole inférieur à 1 franc par jour ? Je sais bien que les salaires du Congo-Kinshasa constituent un cas extrême (qu'ils ont été relevés tout récemment de 30 %), et je m'excuse de poser cette question sous cette forme directe, mais il m'a été donné de remarquer que beaucoup d'économistes européens ne se doutent vraiment pas du niveau dramatique des salaires dans le Tiers-Monde, ce qui trahit peut-être une auto-défense subconsciente à l'égard d'une réalité incommode.

### NECESSITE ET CONTINGENCE.

Nous en arrivons maintenant aux points plus fondamentaux de la controverse. Jacques LAHIRE me reproche d'attribuer l'échange inégal à un « disfonctionnement » et non à une nécessité structurelle du système capitaliste. « Disfonctionnement », je ne sais pas ce que c'est exactement. Je suis quelque peu allergique à cette vague de néologismes qui alimente depuis quelques temps en France le jargon socio-philosophique. Non pas par purisme linguistique mais parce que je me méfie des « mots ». Et je crois que des concepts que personne ne s'est donné la peine de définir et qui semblent n'être communicables que par incantation ne sont que des mots. Toute formation sociale possède des éléments essentiels, structurels, et d'autres qui ne sont qu'historiques. Faire le départ entre les deux est une tâche extrêmement difficile pour ceux qui vivent cette formation, et c'est souvent une question oiseuse pour ceux qui l'étudient après sa disparition. Les classiques du marxisme ont bien dit, par exemple, que la propriété privée de la terre n'est pas une nécessité structurelle du mode de production capitaliste. Mais si le capitalisme termine partout sa

carrière avec propriété privée de la terre, examiner ensuite si cela était « inévitable » ou si ce n'était qu'un « disfonctionnement » deviendra par byzantinisme.

On ne peut approfondir ici ce sujet, mais on peut dire que, l'homme étant à la fois l'étudiant et l'auteur de l'histoire, la nécessité historique lui apparaît de prime abord comme une nécessité théorique. Ainsi Lénine tenait l'Etat-rentier et l'Etat-usurier — l'Angleterre et la France du début du vingtième siècle — comme l'aboutissement inéluctable de la maturation extrême du capitalisme. Un demi-siècle de maturation additionnelle du capitalisme dans les grands pays industriels a fait disparaître complètement et les rentiers oisifs et les « tondeurs de coupons ». Et ce sont les capitalistes actifs investisseurs directs, qui ont pris leur place sur la « Promenade des Anglais ».

Le même Lénine distinguait dans ses cinq composantes de l'impérialisme le partage du monde par les monopoles (No 4) et le partage « territorial » du monde par les grandes puissances (No 5). La flexibilité du premier contredisait la rigidité du second et engendrait la nécessité du repartage et de la guerre. Ce second partage, c'est à dire la domination politique directe des colonies, qui était alors considéré comme une composante — la cinquième — structurelle et « inévitable » de l'impérialisme, n'existe plus aujourd'hui, et certains marxistes vont maintenant jusqu'à considérer que la période du colonialisme, 1870-1960, quoique nécessaire historiquement, ne fut qu'un avatar malheureux et temporaire — un « disfonctionnement » ? — de l'impérialisme. (1)

Faut-il multiplier les exemples ? Devons-nous parler de l'impôt sur le revenu, que Marx considérait comme incompatible avec le capitalisme au-delà d'un certain pourcentage ? Montrer comment en Egypte, en Yougoslavie (pour ne pas parler des autres pays de l'Est, qui n'en sont pourtant pas loin), le capitalisme a pu survivre à la suppression même des capitalistes ?

Et vous croyez que le capitalisme ne pourra pas survivre à la suppression de l'échange inégal. Et si cela était ? Quelle différence cela ferait-il pour l'action pratique actuelle des peuples des pays sous-développés ? Cela devrait-il les empêcher de poursuivre l'objectif spécifique de la suppression de

l'exploitation commerciale qu'ils subissent ? L'argument qui m'est opposé semble, en termes simplifiés, revenir à ceci : puisque le salut suprême ne peut venir que de la révolution socialiste, pourquoi perdre son temps avec l'Echange Inégal qui n'est après tout qu'un sous-produit des rapports de production capitalistes et qui disparaîtra automatiquement avec tout le reste, lors de la destruction de ces rapports ?

Je dois dire d'abord qu'un tel argument risque d'être fort mal accueilli par les pays du Tiers Monde, surtout s'il est énoncé par des ressortissants des pays capitalistes développés, lesquels en attendant cette révolution socialiste qui tarde drôlement à venir, semblent s'accommoder fort bien et des rapports capitalistes de leurs pays respectifs et du drainage des richesses que ces rapports engendrent depuis les pays sous-développés vers leurs propres pays.

Je dirai ensuite que la révolution socialiste ne peut éliminer définitivement l'Echange Inégal que si elle est universelle. Sinon, il se forme à côté du marché international socialiste, un marché international capitaliste de référence, et le pays pauvre continue à subir l'inégalité en faveur du pays riche, quels que soient les rapports sociaux de l'un et de l'autre. Mais encore faut-il que cet universalisme recouvre le socialisme-dans-plusieurs-pays et non pas plusieurs « socialisme-dans-un-seul-pays » selon le modèle actuel. Ce modèle n'a été prévu par personne. Staline lui-même ne prévoyait son socialisme-dans-un-seul-pays qu'en attendant que d'autres pays fassent leur révolution. La réalité a dépassé le stalinisme.

Je sais bien que le modèle actuel n'a pas l'adhésion de tout le monde, et des lecteurs de cette Revue moins que de tout autre. Mais force m'est de constater que personne n'a jusqu'à présent expliqué comment on va s'y prendre, lors de la future révolution socialiste — la vraie, la bonne — pour convaincre le prolétariat victorieux dans un grand pays industriel au revenu national de 3 ou 4 000 dollars par tête, d'intégrer son économie et la

(1) Cf. Catherine COQUERY - VIDROVITCH, « De l'impérialisme ancien à l'impérialisme moderne, l'avatar colonial », Communication au 7<sup>ème</sup> Congrès mondial de sociologie, Varna, septembre 1970. Publié en France in « L'HOMME ET LA SOCIETE », No 18, quatrième trimestre 1970.

mettre en pool avec celle d'un autre pays ayant à peu près la même population et accédant au socialisme au moment où son revenu par tête n'est par exemple que de 100 dollars. Ou en l'absence de cette intégration comment on fera alors pour abolir l'échange inégal entre ces deux pays, dès lors que le niveau de vie des ouvriers et par conséquent le coût du travail intervenant dans les exportations de l'un sera 20, 30 ou 40 fois supérieur à ceux de l'autre. De telles différences n'existaient pas du temps de Marx, d'Engels, de Lénine et de Trotsky, et il ne faut surtout pas chercher chez eux, comme le préconise Jacques LAHIRE, des solutions définitives a priori de ce problème inédit.

Enfin, les pays défavorisés pas l'échange peuvent légitimement penser que, puisque les surprofits de l'exploitation internationale semblent constituer une des circonstances qui retardent la révolution socialiste à l'intérieur des pays avancés, tarir cette source peut en fin de compte être le plus court chemin pour arriver à ce but final.

#### RAPPORTS DE PRODUCTION ET D'ECHANGE.

« Dans l'analyse marxiste », dit encore Jacques LAHIRE, « le développement inégal (sphère de la production) permet l'échange inégal, au sens large (sphère de la circulation). Chez EMMANUEL les relations sont inversées : le phénomène premier se situe au niveau de la sphère de la circulation; il va jusqu'à suggérer que le développement inégal est induit par l'échange inégal (au sens étroit) ».

Si cela était vrai, cela prouverait que mon analyse contredit l'analyse marxiste, mais pas nécessairement qu'elle est fautive. Pour prouver qu'elle est fautive il eût fallu quelque chose de plus que cet argument d'autorité. Mais cela n'est pas vrai et dans son argument même d'autorité, Jacques LAHIRE fait une fâcheuse confusion entre le développement inégal des branches et le développement inégal des pays. Le premier engendre effectivement l'échange inégal au sens large et ceci non seulement selon l'analyse marxiste reçue mais aussi selon la mienne propre (2). Le second n'a fait l'objet d'aucune analyse systématique par le marxisme reçu, tout

au moins par celui des grands classiques auxquels pense Jacques LAHIRE. Car il y a ici une seconde confusion. La loi du développement inégal formulée par Lénine et à laquelle apparemment se réfère Jacques LAHIRE n'a rien à voir avec la division actuelle du monde en pays développés et pays sous-développés. Lénine ne parle que du développement inégal des grandes puissances industrielles et sa loi conditionne le repartage périodique du monde par ces grandes puissances. C'est un développement inégal qui bouleverse et modifie constamment l'ordre de préséance et de domination. Le développement inégal dont nous parlons aujourd'hui et dont il est question dans mon livre, est en quelque sorte son contraire : c'est celui qui fige, qui polarise le monde en deux zones entre lesquelles l'écart demeure et s'élargit.

L'attachement inconditionnel de Jacques LAHIRE à une prétendue théorie marxiste du développement lui fait dire qu'au 18<sup>ème</sup> siècle « les importations de céréales ont eu un effet sur la structuration de l'économie anglaise par le détournement de forces productives du secteur pré-capitaliste vers le secteur capitaliste ». Naturellement c'est une erreur. L'Angleterre du 18<sup>ème</sup> siècle n'importait pas de céréales, sauf occasionnellement, en cas de calamités naturelles, et en quantité très limitée. Elle en exportait même régulièrement, et cette exportation allait en augmentant jusqu'à atteindre vers 1750 environ 15 % des besoins totaux annuels de l'Angleterre exprimés en calories. La situation ne se renversa qu'au début du 19<sup>ème</sup> siècle, et encore, en 1838-42, les importations totales excédèrent à peine 10 % de la consommation. Les lois sur les céréales n'avaient pas comme but d'importer des céréales en les taxant, comme le dit Jacques LAHIRE, mais de taxer leurs importations pour les interdire. Elles ne pouvaient pas constituer une « astuce » des capitalistes — une pensée que Jacques LAHIRE m'attribue ironiquement — sinon pour autre chose, mais pour cette raison bien simple que ce ne sont pas les capitalistes qui les ont votées, mais les propriétaires terriens et contre une résistance acharnée des capitalistes. Leur but était l'enrichissement des

(2) Ceci n'est qu'approximatif car ce qui engendre, à proprement parler, l'échange inégal au sens large, c'est l'inégalité de l'accumulation du capital et non l'inégalité du développement. Or il n'y a aucune coïncidence nécessaire entre les

branches à haute composition organique du capital et celles qui sont les plus avancées techniquement, c'est à dire sur le plan du développement des forces productives.

propriétaires, un point c'est tout. Mais leur effet objectif second a été le renchérissement du coût de la vie en Angleterre, l'élévation du salaire nominal — le salaire réel demeurant bas — et partant la bonne tenue des termes de l'échange anglais. Lorsqu'elles furent abolies — cette fois par les capitalistes et contre la résistance acharnée des propriétaires — les organisations syndicales étaient déjà assez fortes pour s'opposer au renversement de leurs effets. Le salaire nominal anglais fut maintenu malgré la baisse des prix, et commença même à s'améliorer.

Par ailleurs je n'ai jamais dit que ce jeu autour des lois sur les céréales fut l'unique cause, ou même la cause principale, ou même une cause majeure, du développement de l'Angleterre au 18<sup>ème</sup> et au 19<sup>ème</sup> siècle.

En terminant, je voudrais ajouter quelques mots au sujet de cette fameuse primauté de la « sphère » de la production sur celle de la circulation dont me harcèlent impitoyablement mes contradicteurs et Jacques LAHIRE aussi.

Des deux choses l'une : ou bien on ne peut en aucune façon dissocier l'échange de la production, ou on le peut. Si on ne les dissocie pas, le reproche qui m'est fait, à savoir de situer l'exploitation dans la « sphère » de la circulation, est vain, puisqu'il n'y a pas de sphères, et tout est situé d'emblée dans l'ensemble du processus. Mais si on les dissocie pour les besoins de l'analyse, alors on peut dire que l'exploitation ne réside pas essentiellement dans la production mais dans l'échange.

En effet le fondement de l'exploitation est constitué avant la production par le contrat de louage des services de l'ouvrier (achat de la force de travail), qui est, selon Marx, un acte d'échange, et qui doit l'être encore plus clairement par exemple pour Bettelheim, qui déclare que la force de travail est une marchandise comme une autre et le salaire un prix comme un autre.

Mais cet acte n'est encore qu'une précondition de l'exploitation, laquelle demeure implicite, puisqu'on ne sait pas encore qui exploite qui et de combien. Tout cela dépendra de la réalisation ultérieure du produit et de son prix, et des transferts de plus-value que l'une et l'autre entraîneront plus tard dans le marché d'une couche moyenne à l'autre (industriels, rentiers, banquiers, etc...) et d'un pays à l'autre. Même le taux et le volume de l'exploitation à charge du premier exploité, l'ouvrier, ne sont pas

encore déterminés, puisque le contrat de travail ne fixe que le salaire nominal, alors que le salaire réel dépendra de la fixation ultérieure des prix, et notamment des prix des biens de consommation ouvrière par le jeu de la péréquation du taux de profit.

Ensuite vient l'acte de production proprement dit pendant lequel rien ne se passe sur le plan de l'exploitation. Il s'agit alors d'une action de l'homme sur la nature. Pendant que cette action se déroule, le fondement de l'exploitation — préétabli par l'acte antérieur d'achat de la force de travail — demeure, pour ainsi dire, gelé et n'en est pas affecté.

Enfin, le troisième acte, celui de la circulation des marchandises, a lieu, et ce n'est qu'à ce moment que les bénéficiaires et les victimes de l'exploitation sont définitivement désignés, et que l'importance quantitative de l'exploitation dans chaque cas est déterminée et consolidée. En outre, ce n'est qu'alors et par ces mêmes déterminations et consolidations, que les rapports sont reproduits.

A ce propos, je voudrais évoquer une très vieille querelle sur la distinction entre « rapports de production » et « rapports sociaux de production ». Plekhanov avait mis les choses au point. Marx et Engels, dit-il, négligeaient parfois cette distinction, ce qui a provoqué pas mal de malentendus chez leurs interprètes. Mais quand il s'agissait de la contradiction fondamentale entre forces productives et rapports sociaux, ils prenaient soin d'expliquer que les rapports sociaux de production ne sont autre chose que les rapports de propriété (rapports d'appropriation) et que ce sont ceux-là qui entrent en conflit avec les forces productives. Par contre, les « rapports de production » tout court désignent alors l'organisation technique du travail productif. En tant que tels, dans la dialectique rapports sociaux / forces productives, ils n'appartiennent pas aux rapports sociaux, mais font partie intégrante des forces productives.

Or, les forces productives produisent un surprofit indépendamment du système social, aussi bien en système féodal et capitaliste qu'en système socialiste, c'est à dire indépendamment du mode d'appropriation, alors que c'est ce mode d'appropriation qui décide s'il y a exploitation et de qui par qui. Il est alors évident que cette appropriation n'a rien à voir avec les rapports de production au sens étroit. Elle se fonde dans l'échange,

suite page 64

# Nouvelles du Mouvement Ouvrier et de L'Internationale Afrique du Sud

## Révolte au Pondoland.

Pour la deuxième fois en dix ans, une révolte paysanne secoue actuellement la province de Pondoland en Afrique du Sud. La révolte actuelle, comme celle de 1960, est provoquée par le soi-disant *Rehabilitation Scheme* du régime d'*Apartheid*, qui aboutit à l'expulsion de nombreux cultivateurs et éleveurs de leurs terres ancestrales, afin de créer l'armée de réserve industrielle dont le capitalisme a besoin. Selon des sources gouvernementales, 600 combattants seraient impliqués dans la lutte, et une trentaine aurait été tuée. Le gouvernement raciste de Prétoria essaie de présenter ces collisions armées comme le résultat de « conflits inter-tribaux ». Il s'agit là d'un mensonge évident, typique des méthodes utilisées par les avocats de l'*Apartheid* contre toute forme de résistance des Africains.

## Algérie

### Lutte des étudiants et dissolution de l'UNEA.

Après des mesures de répression qui s'étaient abattues sur divers militants de l'Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA) en décembre 1970, une grève a éclaté à l'Université d'Alger au début de janvier 1971. Le 15 janvier, les forces de répression « nettoyaient » l'enceinte de l'Université; puis le pouvoir menaçait de rayer des listes tout étudiant qui n'aurait pas repris les cours le 19 février.

## Allemagne

Le GIM (section allemande de la IV<sup>ème</sup> Internationale) a tenu, le 10 février, son premier meeting public à Berlin-Ouest qui a été un important succès. Près de 2500

### Arrestation de dirigeants du Unity Movement.

une vingtaine de dirigeants du Unity Movement, l'organisation de résistance anti-impérialiste et anti-raciste la plus radicale et la plus proche de la stratégie de révolution permanente en Afrique du Sud, viennent d'être arrêtés au cours des dernières semaines. Parmi ceux qui ont été arrêtés se trouvent Leo Sihlali qui venait à peine de sortir de la prison sinistre de *Robben Island* (Sihlali est un ancien président du *Unity Movement*), l'avocat Louis Mtshizana, ancien dirigeant des Jeunesses du Mouvement, qui venait également de sortir de prison au cours de l'année 1970, Alfred Wilcox, secrétaire d'ADPUSA, l'aile politique du *Unity Movement*, et l'avocat Kader Essack, du Natal.

Finalement ce fut la dissolution de l'UNEA, que le groupe Boumédienne a cherché en vain à transformer en simple courroie de transmission du pouvoir.

L'UNEA a été dirigée par des militants influencés par l'ex-PC algérien, devenu « parti de l'avant-garde socialiste ». Ce parti est idéologiquement et politiquement paralysé devant l'attaque du FNL, puisqu'il affirme, lui aussi, le caractère foncièrement « progressiste » de l'actuel régime.

personnes ont écouté les exposés d'Ernest Mandel sur la crise du stalinisme à la lumière notamment des récents événements de Pologne, de Herwart

Achterberg sur la montée des luttes ouvrières en Allemagne Occidentale, et d'Alain Krivine sur la construction du parti révolutionnaire. A l'unanimité moins trois voix, elles ont voté une résolution de solidarité avec les camarades du Parti Socialiste Révolutionnaire de Tchécoslovaquie sur le point d'être jugés à Prague.

Un important Congrès des apprentis.

Les 13 et 14 février a eu lieu à

## Argentine

Premières actions de l'Armée Révolutionnaire du Peuple.

Selon *El Combatiente*, organe du Parti Révolutionnaire des Travailleurs (section argentine de la IVème Internationale), l'escalade de la guerre populaire se poursuit. Parmi les actions de l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP — Ejército Revolucionario Popular), il faut signaler la brève occupation de l'usine FIAT, près de Cordoba, avec assemblée générale des travailleurs et discussion du commando armé avec l'ensemble des ouvriers de l'entreprise, qui applaudirent chaleureusement les révolutionnaires.

Selon un reportage de l'agence de presse cubaine « Prensa Latina », publié dans la revue cubaine BOHEMIA, « l'ERP est née le 18 septembre 1970 avec l'assaut d'un commando contre le commissariat de police No 24 de la ville de Rosario ». Selon cette même source, l'ERP aurait un programme en six points :

1. Rupture de tous les pactes politiques et militaires qui lient l'Argentine aux Etats-Unis.
2. Etablissement d'un gouvernement révolutionnaire du peuple, dirigé par la classe ouvrière, et auquel les masses populaires participent à travers des organismes de masse (comités).
3. Rupture des accords avec le Fond Monétaire International et tous les

## Belgique

La vague de grèves continue.

La vague de grèves signalée dans les derniers numéros de « Quatrième Internationale » continue. Parmi les dernières manifestations les plus dignes d'intérêt il faut signaler la grève de l'usine de la Vieille Montagne, à Balen, dans la Campine anversoise, où les ouvriers ont arrêté le travail depuis six semaines et élu

Francfort une conférence de centres locaux d'apprentis de plus de 40 villes allemandes, regroupant des centres de quelques unes des plus grandes entreprises industrielles du pays. A la quasi-unanimité des voix, le Congrès a décidé de lutter pour la création d'une organisation autonome des apprentis, ayant leur propre direction élue, au sein de la confédération syndicale allemande D.G.B.

organismes dominés par l'impérialisme.

4. Expropriation sans indemnisation et nationalisation de toutes les entreprises impérialistes et de celles des capitalistes argentins qui appuient l'impérialisme.
5. Nationalisation de toutes les banques et du commerce extérieur; réforme agraire radicale; monopole étatique du commerce extérieur.
6. Gestion ouvrière de toutes les entreprises nationalisées.

Parmi les nombreuses actions de l'ERP mentionnées par BOHEMIA, il y a, outre des assauts contre des commissariats de police et des casernes pour saisir des armes et punir des tortionnaires, des expropriations de banques, des saisies de lait et de viande distribués aux enfants des quartiers pauvres, des occupations de cinémas où sont projetés pendant celles-ci des films révolutionnaires, etc.

La revue des chrétiens de gauche argentins « Cristianismo y Revolucion » publie dans son numéro de janvier 1971 un reportage sur l'ERP dans lequel un des dirigeants de cette organisation affirme notamment que le Parti Révolutionnaire des Travailleurs constitue la direction politique-militaire de l'ERP, qui est ouverte aux militants et groupes d'autres tendances qui acceptent son programme, et que le PRT fait partie « de la IVème Internationale que dirigent Ernest Mandel, Pierre Frank et Alain Krivine ».

démocratiquement, en assemblée générale des grévistes, un comité de grève qui dirige le combat; la grève à la verrerie Glaverbel à Moustier (région de Charleroi), où des ouvriers d'autres verreries sont venus renforcer les piquets de grève en signe de solidarité avec les grévistes; et la grève de deux usines de la région liégeoise où les grévistes ont spontanément occupé les locaux : l'usine

ABEX à Herstal et l'usine Balteau à Beyne-Heusay.

Significative du climat deremontée des luttes qui se développe actuellement en Belgique fut une manifestation de 15 000 infirmières, infirmiers et élèves d'écoles infirmières, qui s'est déroulée à

Bruxelles le 25 février. Ces jeunes travailleurs souvent d'origine et de milieu chrétien flamand, ont étonné les bureaucrates syndicaux par leur combativité et leur style de manifestation, emprunté à la lutte du mouvement étudiant.

## Bolivie

Nouvel échec d'un coup d'Etat réactionnaire.

Les 10-11 janvier, un groupe d'officiers d'extrême-droite, dirigé par le colonel Hugo Banzer, s'est efforcé de prendre le pouvoir en Bolivie. Comme le coup d'Etat réactionnaire du 4 octobre 1970, le coup d'Etat des 10-11 janvier 1971 a été rapidement liquidé, notamment du fait de la large mobilisation des masses laborieuses.

Le P.O.R. (section bolivienne de la IVème Internationale) a publié à cette occasion un appel décrétant la mobilisation du parti et appelant les masses à descendre dans la rue, les armes à la main, en vue de liquider définitivement les agents de l'impérialisme et les ennemis du peuple qui constituent le secteur conservateur et droitier de l'armée. Au cours de ces mobilisations devrait surgir l'armée

populaire, qui garantira le processus révolutionnaire constamment arrêté et perturbé par les manœuvres armées de l'ennemi.

Le P.O.R. a appelé les masses à occuper la citadelle militaire de Miraflores et a donné instruction à ses militants de s'incorporer dans les organisations ouvrières au cours des mobilisations, pour que le poids du prolétariat devienne décisif à travers ces événements.

Le P.O.R. a répété son appel en faveur de la création d'un Commandement Politique Révolutionnaire, appuyé sur le peuple armé et militairement organisé, pour que le pouvoir d'Etat soit conquis et la contre-révolution définitivement écrasée. Seul l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan s'appuyant sur une armée populaire garantira la solution des aspirations des masses laborieuses.

## Canada

La libération de Michel Chartrand.

Sous la pression d'un mouvement de protestation déclenché à travers tout le pays, et au sein duquel nos camarades de la LSA / LSO (section canadienne de la IVème Internationale) ont joué un rôle fort important, le juge Quimet a dû remettre en liberté les cinq dirigeants du mouvement syndical et du mouvement nationaliste du Québec, accusés de « conspiration séditionnelle » après le kidnapping d'un ministre et d'un diplomate britannique par le FLQ. Michel Chartrand, dirigeant des syndicats de captivité, sont à présent libres.

Le record occidental de chômage.

Avec 6 % de la main d'œuvre en chômage en janvier 1971, le Canada a battu le record du chômage dans les pays

impérialistes au cours des 20 dernières années.

Congrès de la Ligue des Jeunes Socialistes / Young Socialists.

Deux cents dix délégués et visiteurs ont été présents du 31 décembre 1970 au 2 janvier 1971, à Montréal, à la 5ème conférence bi-annuelle de la Ligue des Jeunes Socialistes / Young Socialists, l'organisation de jeunesse sœur de la section canadienne de la IVème Internationale. La LJS — YS a maintenant des sections dans chaque province canadienne sauf au Prince Edward Island. Ce fut l'assemblée de jeunes révolutionnaires la plus large que le Canada ait connue depuis plusieurs décennies. Des représentants d'organisations trotskystes de jeunesse de Grande-Bretagne, de Belgique, de France, des Etats-Unis et de la Nouvelle-Zélande, étaient présents à la conférence.

## Ceylan

Un meeting anti-impérialiste important à Colombo.

A Colombo s'est tenu le 6 février un important meeting de front unique anti-impérialiste, où des orateurs de la Ceylon Mercantile Union, du Samajavadi Sangamaya, du Janatha Vimukhti Peramuna (la principale organisation de jeunesse de masse de Ceylan, qualifiée de « guévariste » par la grande presse) et le camarade Bala Tampoe, du LSSP (R), section ceylanaise de la IVème Internationale, ont condamné

l'établissement d'une base de l'impérialisme américain sur l'île de Diego Garcia, dans l'Océan indien, et l'approvisionnement de l'Afrique du Sud en armes par le gouvernement britannique. Ils ont exigé le départ immédiat de Ceylan du *Commonwealth* à Singapour, où le gouvernement de coalition LFP-LSSP-CP était représenté, et impliquait une condamnation vigoureuse de l'attitude de fait pro-impérialiste de ce gouvernement, malgré sa phraséologie de « gauche ».

## Colombie

Nouvelle flambée du mouvement de masse.

Au mois de février se sont produits des mouvements de masse très importants dans toute la Colombie. Dans cinq départements, il y eut des occupations de terres assez larges par des paysans. Puis il y eut la grève générale et l'occupation de l'Université de Cali par les étudiants. Au cours de la répression contre les

étudiants, la police et l'armée ont à plusieurs reprises tiré dans la foule, tuant officiellement 15 personnes (le nombre réel des morts est beaucoup plus élevé). Lorsque les deux centrales syndicales ont voulu proclamer la grève générale pour protester contre ces violences et la cherté de la vie, le gouvernement a décrété l'état de siège, ainsi que le couvre-feu à Cali. L'état de siège a été levé le 25 février.

## Etats Unis

Les préparatifs pour la Marche sur Washington progressent.

Les 19, 20 et 21 février, plus de 2500 activistes du mouvement étudiant anti-guerre rassemblés à Washington, venus de 173 Universités à l'appel de la *Student Mobilisation Campaign*, ont décidé à une énorme majorité de concentrer leurs efforts sur des marches massives sur Washington et San Francisco, le 24 avril prochain, pour un retrait immédiat et inconditionnel des troupes américaines du Vietnam. Un appel d'organisations dirigées par le Parti Communiste des Etats-Unis en faveur d'un appui au « traité de paix du peuple » n'a obtenu que 10 % des voix. La conférence a également adopté deux autres propositions : des actions coordonnées à travers tout le pays le 15 mars contre le service militaire et des actions dans les universités le 5 mai pour marquer le 1er anniversaire de l'assassinat de dix étudiants par la Garde Nationale à Kent et Jackson State University.

Le Congrès de la Young Socialist Alliance.

Douze cent délégués, observateurs et visiteurs, ont participé du 27 au 31 décembre 1970, au Congrès de la Young Socialist Alliance, l'organisation de jeunesse politiquement guidée par le parti trotskyste des Etats-Unis, le *Socialist Workers Party*. L'importance de ce Congrès a été attestée non seulement par la place que lui a accordé la grande presse (2 colonnes dans le *New York Times*) Mais aussi par le fait que, pour la première fois dans l'histoire du mouvement communiste, le Parti Communiste des Etats-Unis (stalinien) s'est vu obligé de distribuer un tract devant un Congrès trotskyste, celui de la YSA.

Les principales questions débattues par le Congrès furent : Le rapport international présenté par la camarade Susan Lamont, le rapport politique présenté par le camarade Frank Boehm, un bilan des principaux secteurs

d'intervention de la YSA (mouvement étudiant, mouvement anti-guerre, mouvement de libération des Noirs, mouvement de libération des femmes, mouvement de libération des Chicanos). Le Congrès a surtout été dominé par

l'expérience de la grève de 3 millions d'étudiants américains en mai-juin 1970, après l'agression impérialiste contre le Cambodge, et le rôle important que nos camarades de la YSA ont joué au cours de cette grève.

## Grande Bretagne

Congrès de la Spartacus League.

Quatre cent délégués et visiteurs ont assisté les 20 et 21 février au Congrès de la *Spartacus League*, organisation de jeunesse sympathisante de la IVème Internationale et de sa section britannique l'IMG. Le Congrès a témoigné du fait que les jeunes de notre section britannique ont doublé leurs forces en l'espace d'un an. Un grand nombre de jeunes travailleurs participait au Congrès.

Le 21 février, les travaux du Congrès ont été interrompus pour permettre aux

congressistes de participer à la manifestation que la confédération syndicale T.U.C. avait convoquée à Londres pour protester contre le projet de loi anti-syndicale du gouvernement *tory*. Dans cette manifestation de 140 000 personnes, le groupe compact derrière le drapeau et la banderole de la *Spartacus League* appelant à préparer la grève générale, attira beaucoup de sympathie. Un millier de syndicalistes se regroupèrent spontanément derrière nos camarades.

## Inde

Persécutions contre les militants paysans du Bengale occidental.

Le camarade Jagdish Jha, secrétaire de la Ligue des ouvriers agricoles et des Paysans pauvres du Bengale occidental — PSK — a adressé une lettre ouverte à toutes les organisations ouvrières de l'Inde, pour les appeler à défendre les militants de la PSK contre la terreur policière qui s'accroît dans la région de Bankura, où les camarades de ce mouvement exercent une influence de masse. Jagdish Jha lui-même est recherché par la police pour toutes sortes de « crimes » inventés de toutes pièces, dont même celui d'assassinat. Sa tête est mise à prix pour 10 000 roupies (7000 francs

français au taux de change officiel). Il dénonce le fait que le village de Krishnapour, où se trouve le local central de PSKS, a été occupé par la police le 14 décembre, et qu'y ont eu lieu des attaques contre des femmes et des enfants, des vieillards et des infirmes, y compris contre la mère du camarade Jha, âgée de 96 ans, qui fut battue. Plusieurs militants du PSKS furent arrêtés et battus, dont le vieux vétérinaire Gangadhar Roy, et un vétérinaire du mouvement pour l'indépendance, le camarade Mohan Chandra Roy. Depuis lors, des raids de police ont eu lieu presque tous les jours contre le village de Krishnapour. Plusieurs personnes ont été arrêtées et torturées.

## Italie

Agressions fascistes et ripostes ouvrières.

Depuis le début de l'année, des groupuscules fascistes ont organisé des agressions et des expéditions punitives systématiques contre des locaux, des cortèges et des militants isolés du mouvement ouvrier italien, un peu partout dans la péninsule. La presse

internationale a rapporté la plus spectaculaire de ces agressions, la bombe jetée sur un cortège syndical à Catanzaro, mais le nombre des agressions est fort élevé. Des attaques contre des locaux de partis ouvriers ont notamment conduit à la destruction par le feu du local du PSIUP à Ascoli Piceno, des locaux du PC

Grâce à une lutte au sein d'un groupement centriste-maoïste, un noyau de marxistes révolutionnaires a pu dès septembre 1970 préparer activement la construction d'une organisation dont le programme de base et la ligne politique générale se revendiquent du trotskysme et de la IVème Internationale. Dans ce sens le Congrès de fondation a été la consécration politique d'une intense période de discussions préparatoires au sein de l'organisation qui visaient à déterminer les grandes lignes du développement central et national de la LCR dans les années à venir. En présence du camarade Pierre Frank du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale et du camarade Gérard Verbizier, membre du Bureau Politique de la Ligue Communiste, les militants marxistes révolutionnaires du Luxembourg ont discuté, sur la base de nombreux textes programmatiques, de la construction du parti révolutionnaire de l'intervention en milieu étudiant et lycéen, du travail d'implantation dans la classe ouvrière ayant déjà remporté ses premiers succès dès avant le Congrès, de l'analyse particulière de l'économie luxembourgeoise, de la politique

## Mexique

Dix-sept prisonniers politiques libérés ... les autres restent en prison.

Le 26 janvier, 17 prisonniers politiques arrêtés en rapport avec la grève des étudiants de 1968 ont été libérés; parmi

## Pakistan

Situation explosive dans le Pakistan Oriental.

La décision du général Yahia Khan, supprimant brusquement la convocation de l'Assemblée Constituante (au sein de laquelle le parti réformiste des masses du Pakistan oriental, la *Ashwami League*, avait obtenu la majorité absolue des suffrages) a provoqué une explosion de colère et de manifestations de masse dans cette partie du Pakistan. La foule a occupé des municipalités, brûlé le drapeau pakistanais, hissé un drapeau du Bengale. L'armée est intervenue avec une

révolutionnaire face au parti communiste officiel (petit parti stalinien type à la traîne d'une fameuse alliance avec les sociaux-démocrates majoritaires), de l'attitude débile des maoïstes aux pratiques néo-staliniennes. Ils ont voté plusieurs résolutions, établi les statuts de l'organisation, et demandé l'adhésion à la IVème Internationale sur base d'une compréhension correcte de l'internationalisme prolétarien et des problèmes que pose la stratégie révolutionnaire au niveau mondial.

Même si la jeunesse de l'organisation, le recrutement accéléré de stagiaires, l'inexpérience des militants due à l'absence de lien historique (et organisationnel) au plan national avec l'héritage du bolchevisme, posent de nombreuses difficultés, le Congrès de fondation a démontré que la LCR peut rapidement surmonter ces obstacles grâce à une formation politique et pratique plus poussée, grâce à la capitalisation des expériences déjà faites dans les tâches militantes. Les organisations-sœurs des pays voisins l'y aideront dans la mesure de leurs moyens.

eux, Eli de Gortari et le professeur César Nicolas Molina de Flores. Mais un grand nombre de prisonniers politiques restent dans la prison notoire de Lecumberri, et la campagne pour leur libération se poursuit vigoureusement.

dureté extrême, mitraillant des masses denses de manifestants et tuant — selon les statistiques officielles — deux mille personnes. Cette répression n'a pu que faire monter la fièvre. On parle ouvertement, à Dacca, de la proclamation de l'indépendance du Pakistan oriental. Pareil événement intensifierait la tension révolutionnaire dans le Bengale occidental (incorporé dans l'Etat indien), et marquerait sans doute le début de l'ère révolutionnaire dans toute la péninsule.

ont été dynamités, le local de nos camarades des CGR (section italienne de la IVème Internationale) dans la ville de Cesena (province de Bologne) a été incendié à trois reprises.

Les ripostes des travailleurs ont été très amples (cortèges de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs), mais

insuffisamment vigoureuses. Cependant, la tentative du patronat de profiter de ce climat pour renverser le rapport de forces dans les entreprises a jusqu'ici échoué. Une mise à pied d'ouvriers à FIAT a eu comme riposte immédiate une grève générale dans toute la ville de Turin, qui a obligé le patron à battre en retraite.

## Japon

Radicalisation à Okinawa.

Le 20 décembre 1970, 5000 personnes ont participé spontanément à une manifestation à Koza City, sur l'île d'Okinawa, contre le pouvoir colonial militaire américain. En réaction contre le meurtre d'un habitant de l'île par un automobiliste ivre des forces d'occupation yankees, les militaires américains ont été bousculés et obligés de se retirer sur leur base. Le gouvernement japonais des îles Ryukyu, composé d'une alliance des partis ouvriers opportunistes, y compris le parti communiste, a fait appel à la police pour disperser les manifestants. Ces événements marquent une nouvelle phase de radicalisation des habitants d'Okinawa, qui évoluent à la gauche des organisations de masse traditionnelles.

## Luxemburg

Le Congrès de fondation de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

Les 21, 22 et 23 février, la Ligue Communiste Révolutionnaire (L.C.R.) a tenu son Congrès de fondation dans une ville du bassin minier du pays.

La Ligue Communiste Révolutionnaire constitue ainsi la première organisation trotskyste au Luxembourg où l'emprise social-démocrate sur la classe ouvrière est demeurée une constante depuis des décennies. Durant 35 ans aucune grève de quelques ampleur n'a secoué la quiétude réactionnaire de la bourgeoisie locale, ce qui a permis à une bureaucratie syndicale extrêmement droitière de lui assurer une « paix sociale » extraordinaire, moyennant quelques aumônes au prolétariat (contrats collectifs). Jusqu'au début des années 60 la seule grande industrie du pays était l'industrie métallurgique. Confrontée à la crise

Renforcement des organisations de jeunesse trotskystes.

Au cours du mois de janvier, deux des trois organisations de jeunesse dirigées politiquement par la *Japanese Revolutionary Communist League* (section japonaise de la IVème Internationale), l'organisation des jeunes ouvriers I.L.C. et l'organisation des étudiants universitaires I.C.S.L., ont tenu chacune une activité centrale sur le plan national. La I.C.L. a tenu une école de cadres à laquelle ont participé 160 camarades; la I.C.S.L. a tenu sa première conférence nationale à laquelle ont participé 100 délégués.

internationale de ce secteur, la bourgeoisie tente aujourd'hui, dans le cadre de son extrême dépendance de l'étranger, de diversifier la structure économique en faisant appel aux capitaux nord-américains (Good Year, Dupont de Nemours, Monsanto).

Mais la baisse relative des salaires réels, les efforts de restructuration, de l'industrie, la rentabilisation de la sidérurgie, la montée internationale de la radicalisation de la jeunesse et de la classe ouvrière, ont dans un premier temps permis la cristallisation d'une petite avant-garde essentiellement implantée en milieu lycéen, car les étudiants sont en effet obligés de faire leurs études à l'étranger (le pays ne compte que 360 000 habitants, travailleurs immigrés compris).

## Australie

Un dirigeant de la IVème Internationale invité par le mouvement anti-guerre.

Du 17 au 21 février s'est réunie à Sidney une conférence du mouvement anti-guerre avec la participation de toutes les tendances du mouvement ouvrier australien, des sociaux-démocrates et bureaucrates syndicaux jusqu'aux maoïstes, en passant par le PC et les trotskystes. Il est intéressant de noter que dans le vote sur les différentes résolutions présentées à la conférence, celle des maoïstes a obtenu 135 voix, celle d'un groupe trotskyste 299 voix, celle d'un autre groupe trotskyste 54 voix, (il n'y a pas de section officielle de la IVème Internationale en Australie) et celle du PC 360 voix.

Un des attrait de cette conférence fut incontestablement la présence d'une série de délégués étrangers, dont celle du

camarade Bala Tampoe, secrétaire de la *Ceylon Mercantile Union* et du LSSP (R), section ceylanaise de la IVème Internationale. L'hebdomadaire du PC australien rapporta l'accueil enthousiaste que reçut son intervention, notamment lorsqu'il relata que les dockers de Colombo non seulement refusent de charger ou de décharger des munitions pour les forces impérialistes au Vietnam, mais encore font appel à leur syndicat CMU pour contrôler la nature de tout chargement suspect.

Le mercredi soir 24 février, le camarade Bala Tampoe a pris la parole devant le meeting final de la conférence, en présence de 1800 personnes, ensemble avec les six autres délégués étrangers à la conférence. Au cours d'une tournée à travers l'Australie, il a pris la parole dans de nombreuses réunions syndicales et politiques, défendant le programme de la IVème Internationale.

---

*suite de la page 56*

force de travail contre salaire, et se réalise dans l'échange, circulation de marchandises et de capitaux dans le pays et entre les pays. Comme le dit Ricardo GUASTINI, l'exploitation n'est pas un fait de production mais d'appropriation.

Arghiri EMMANUEL.

Prix : 5 F  
Prix pour l'Afrique du Nord : 4 F

---

S.A.I.E. MORIAMÉ 61 FG POISSONNIÈRE PARIS